



24565
m. Gaudet
3
modèle

Gazette Officielle de Québec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 5 JANVIER 1929

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 5TH JANUARY, 1929

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE TO ADVERTISERS IN THE "OFFICIAL
OFFICIELLE" GAZETTE".

Ceux qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion, 15c. par ligne (mesure agate).

Insertions subséquentes, 5c. par ligne (mesure agate).

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction, 50c. par 100 mots.

"Gazette officielle", par exemplaire, 30c.

Feuilles volantes, \$1.00 par douzaine.

Un acompte par chèque accepté ou mandat, couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent vous sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur récep-

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.

ADVERTISING RATES.

First insertion, 15 cents per line (agate measure).

Subsequent insertions. 5 cents per line (agate measure).

Tabular matter at double rate.

Translation, 50 cents per 100 words.

"Official Gazette", 30 cents per single number.

Slips, \$1.00 per dozen.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance, by accepted cheque or money order. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception

tion de la facture, avant la deuxième publication, qui sera annulée si ces conditions n'ont pas été remplies.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle" du samedi suivant, mais dans le numéro subséquent.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, \$7. par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la *Gazette* sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'un exemplaire de la *Gazette*, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la *Gazette* pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'imprimeur du Roi, *pro tem.*,
C. J. SIMARD.

Hôtel du gouvernement.

of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of \$7. per annum, is invariably payable in advance, and that the *Gazette* will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the *Gazette*, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the *Gazette* number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

C. J. SIMARD,
King's Printer, *pro tem.*

Government House.

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] N. PERODEAU.

GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi de la Grande-Bretagne et d'Irlande et des possessions britanniques au delà des mers, Défenseur de la Foi, Empereur des Indes.

A nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la Province de Québec—

SALUT.

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires. Nous vous convoquons par les présentes pour le HUIT JANVIER prochain et, en conséquence, nous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec. Témoin: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. NARCISSE PERODEAU, lieutenant-gouverneur de ladite province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à QUÉBEC, ce QUATRIÈME jour d'OCTOBRE, l'an de grâce mil neuf cent vingt-huit, et de Notre règne le dix-neuvième.

Par ordre.

Le greffier de la couronne en chancellerie, Québec,
L.-P. GEOFFRION.

4883—40—14

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.] N. PERODEAU.

GEORGE V, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Québec—

GREETING.

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislature of the Province of Québec for the dispatch of business, We hereby convene you for the EIGHTH day of JANUARY next, and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Québec, for the dispatch of the business of the Province, and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our province of Québec to be hereunto affixed. WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable NARCISSE PERODEAU, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of QUÉBEC, this FOURTH day of the month of OCTOBER, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and twenty eight and in the nineteenth year of Our Reign.

By command,

L. P. GEOFFRION,
Clerk of the Crown in Chancery, Québec.

4884—40—14

Bills privés, Assemblée législative

Private bills, Legislative Assembly

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE. NOTICE of the LEGISLATIVE ASSEMBLY.

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 25 décembre 1928 et présentés avant le 29 janvier 1929, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 18 janvier 1929, et reçues avant le 23 janvier 1929, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 12 février 1929.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 25th December, 1928, and introduced before the 29th January, 1929; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 18th January, 1929, and received before the 23rd January, 1929; and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 12th February, 1929.

Québec, ce 4 octobre 1928.

Québec, 4th October, 1928.

Le greffier,
4881—40-14 L.-P. GEOFFRION.

L. P. GEOFFRION,
4882—40-14 Clerk.

Lettres patentes

Letters patent

"J.-E. Roberge, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de décembre 1928, constituant en corporation: L'honorable J.-Eugène Roberge, Conseiller Législatif, de Lambton, Albertine Roberge, fille majeure, garde-malade, de la cité de Québec, et Omer-Arsène Bégin, notaire, de la cité de Montréal, dans les buts suivants:

Faire le commerce en général, prendre des intérêts dans des entreprises financières, commerciales et autres;

Acheter ou autrement acquérir les biens, droits, actions, débiteures et intérêts de l'honorable Joseph-Eugène Roberge, de Lambton, en tout ou en partie, en faire le paiement avec des actions libérées de la compagnie, en tout ou en partie, sujet à telles conditions et charges auxquelles la compagnie peut consentir;

Acheter ou autrement acquérir, posséder, louer, hypothéquer, nantir, gager ou autrement grever, donner en garantie ou en paiement, donner ou recevoir en échange, vendre ou autrement aliéner des biens, créances et droits, mobiliers et immobiliers;

Emettre des débiteures, actions libérées en tout ou en partie, ou autres valeurs de la compagnie, en paiement, pour services rendus ou à rendre, ou autrement;

Acheter ou autrement acquérir des actions d'autres corporations, et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "J.-E. Roberge, Ltée", avec un capital total de quarante-neuf mille neuf cents piastres, divisé en quatre cent quatre-vingt-dix-neuf actions de cent piastres chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de décembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
3 ALEXANDRE DESMEULES.

"J.-E. Roberge, Ltée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1928, incorporating: Honourable J. Eugène Roberge, Legislative Councillor, of Lambton, Albertine Roberge, spinster, nurse, of the city of Quebec, and Omer Arsène Bégin, notary, of the city of Montreal, for the following purposes:

To carry on business generally, to acquire interests in financial, commercial or other undertakings;

To purchase or otherwise acquire in whole or in part the property, rights, shares, debentures and interests of Honourable Joseph Eugène Roberge, of Lambton, and to pay therefore, in whole or in part, with paid up shares of the company, subject to any conditions and charges to which the company may consent;

To purchase or otherwise acquire, own, lease, hypothecate, pledge, manage or otherwise mortgage, give as security or payment, give or receive in exchange, sell or otherwise alienate movable and immovable property, claims and rights;

To issue debentures, fully or partly paid up shares or other securities of the company as payment for services rendered or to be rendered or otherwise;

To purchase or otherwise acquire shares in other corporations and to sell or otherwise dispose thereof, under the name of "J.-E. Roberge, Ltée", with a total capital stock of forty nine thousand nine hundred dollars, divided into four hundred and ninety nine shares of one hundred dollars each.

The head office of the company will be at Quebec, in the city of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of December, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
4 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Ferme de Fourrures de Beauce, Ltée—The Beauce Fur Farm, Ltd".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de décembre 1928, constituant en corporation: Joseph-William Bertrand, marchand, Louis-Philippe Bertrand, comptable, Jos. Michaud, commis, tous de Québec, dans les buts suivants:

Faire l'élevage des renards et de tous autres animaux à fourrure, en acheter et en revendre, faire le commerce de peaux à fourrure en général, et tout ce qui est réputé commerce de fourrure; Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre tout ce qui est compris dans le commerce précité, ouvrir et tenir des magasins, succursales, agences, exercer toute industrie et commerce connexes au genre de commerce et d'industrie précités;

Acquérir ou assumer la totalité ou aucune partie du commerce, de la propriété ou du passif d'aucune personne, compagnie ou corporation qui exerce aucun commerce ou industrie que la corporation sera autorisée à exercer, ou en possession de biens convenant aux objets de cette compagnie;

Accepter, posséder, exploiter, louer, échanger, vendre et aliéner d'aucune façon des propriétés mobilières et immobilières utiles à son commerce, ou pour recouvrer des créances, ou pour en faciliter et assumer le recouvrement; accepter et recevoir les immeubles et les hypothèques en paiement ou en garantie de dettes existantes ou pour toute autre chose; acquérir, détenir, vendre et aliéner des biens de toute nature, réelle ou personnelle, dans le cours de son commerce et dans l'exploitation de ses entreprises;

Faire toute convention et conclure tout arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts et des entreprises, la concession réciproque ou la coopération, avec toute personne, société, compagnie, corporation ou association engagée ou sur le point de s'engager dans un commerce ou dans une industrie que la présente compagnie est elle-même autorisée à exercer, ou dans quelque entreprise utile à la réalisation des objets de la présente compagnie ou s'y rattachant;

Acquérir, posséder, vendre et céder des actions, obligations, bons, débetures ou autres valeurs de toute autre compagnie ou corporation exerçant une industrie ou un commerce de même nature ou s'y rattachant;

Employer ses fonds, en tout ou en partie, pour l'achat d'actions d'autres compagnies ou corporations, les placer sur toutes espèces de valeurs, personnelles ou réelles, obligations, bons, débetures, actions, hypothèques ou autres garanties, de la même manière et aux mêmes conditions qui seront déterminées par le bureau de direction;

Faire toutes choses se rapportant à l'entreprise de la compagnie, à l'exercice de son commerce et à la réalisation de ses objets, et exercer toute industrie et tout commerce susceptibles d'être exercés conjointement avec ceux mentionnés ci-dessus;

Liquider volontairement les affaires de la compagnie ou une partie de ses affaires et dissoudre la compagnie, pourvu que cette liquidation et dissolution soit décidée par le vote d'actionnaires représentant au moins les trois-quarts en valeur du capital-actions souscrit de la compagnie, à une assemblée des actionnaires spécialement con-

"La Ferme de Fourrures de Beauce, Ltée—The Beauce Fur Farm, Ltd".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1928, incorporating: Joseph William Bertrand, merchant, Louis Philippe Bertrand, accountant, Jos. Michaud, clerk, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on the breeding of foxes and other fur bearing animals, to purchase and resell same, to deal in fur skins in general, and everything known as the fur business;

To manufacture, import, export, purchase and sell everything connected with the hereabove business, to open and keep stores, branches, agencies, to carry on any industry or business connected with the hereabove business and industry;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property or liabilities of any person, company or corporation carrying on any business or industry which the corporation is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To accept, possess, operate, lease, exchange, sell and alienate in any manner any movable any immovable property necessary or useful for and of the purposes of the company, or for the recovery of claims or to facilitate and secure the repayment thereof; to accept and receive immovables and hypothecs in payment of or as the security for existing debts or for anything else, and to take, acquire, hold, exchange, sell and alienate property of every kind, real or personal, in the course of its business and in the carrying on of its undertaking;

To enter into any agreement and any arrangement for the sharing of profits, union of interests and undertakings, reciprocal concessions or co-operation with any persons, partnerships, companies, corporations or associations carrying on or about to carry on any business or industry which the present company is authorized to carry on, or in any undertaking conducive or incidental to the attainment of the objects of the present company;

To acquire, possess, sell and assign shares, bonds, obligations, debentures or other securities of any other company or corporation carrying on an industry or business of a like nature or incidental thereto;

To apply the whole or part of its funds for the purchase of shares of other companies or corporations, invest the same in all kinds of securities, personal or real, obligations, bonds, debentures, shares, hypothecs or other securities, in such manner and upon such conditions as may be determined by the Board of Directors;

To do all things connected with the undertaking of the company, the carrying on of its business and the attainment of its objects and to carry on any industry and business capable of being conveniently carried on in connection with those aforementioned;

To voluntarily liquidate the business of the company or part of its business and dissolve the company, provided that such liquidation and dissolution be decided by the vote of the shareholders representing at least the three quarters in value of the subscribed capital-stock of the company, at a meeting of the shareholders especially con-

voquée à cette fin, et faire cette liquidation conformément aux lois alors existantes;

Vendre, céder et aliéner ses franchises et quelques-uns ou la totalité des droits, privilèges et pouvoirs possédés par la compagnie, ainsi que ses entreprises ou toute partie d'icelle à toute personne ou personnes, compagnie ou compagnies, pour tels prix et considérations et aux termes et conditions qu'elle pourra juger convenables, et particulièrement pour les actions, soit privilégiées ou ordinaires, et bons, obligations ou autres valeurs de telles compagnies;

Vendre l'entreprise de la compagnie ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera convenable et en particulier pour actions, débetures ou garanties de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou autrement en disposer;

Faire toute convention avec toute autorité souveraine, fédérale, provinciale, municipale, civile, publique et obtenir d'icelle toutes concessions, octrois, pouvoirs, privilèges et franchises que la compagnie croira avantageux, et faire toutes conventions et contrats pour l'exploitation et le développement de tels concessions et privilèges;

Se fusionner à toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie et prendre des actions dans telles compagnies, garantir l'exécution des contrats de toute telle compagnie ou personne avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

Exercer toute industrie que la compagnie croira propre à être convenablement exercée en rapport avec ses entreprises, ou susceptible directement ou indirectement d'accroître la valeur des biens, droits et produits de la compagnie;

Prêter de l'argent aux clients ou autres personnes en relation d'affaires avec la compagnie, aux termes et conditions qui seront jugés convenables, et garantir l'exécution des contrats et le paiement des obligations de ces personnes;

Distribuer parmi les actionnaires de la compagnie, en espèces ou autrement, au moyen de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie, ou de la manière prévue par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec, tout ou partie des biens de la compagnie ou produits de la vente ou disposition de tout ou partie des biens de la compagnie;

Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie et en disposer de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Acquérir et détenir des actions, titres, débetures, actions-débetures, bons, obligations, ou valeurs émises ou garanties par toute compagnie constituée et faisant affaires dans n'importe quel pays, et des débetures, actions-obligations, bons, obligations et valeurs émises ou garanties par tout gouvernement, commissions, corps publics, ou autorité souveraine, municipale, locale ou autre, soit au Canada ou ailleurs;

Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, mandats, débetures et autres instruments négociables et transférables;

Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou les engager ou les vendre pour les sommes et prix convenables;

Hypothéquer, grever ou engager toutes pro-

voked for such purpose, and to carry out such liquidation pursuant to the laws then existing;

To sell, assign and alienate its franchises and any one or the whole of the rights, privileges and powers possessed by the company, as well as its undertakings or any part thereof, to any person or persons, company or companies, for such price and consideration and upon such terms and conditions as may be deemed proper, and in particular for the shares, whether preferred or common, bonds, debentures or other securities of such companies;

To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the present company, or otherwise dispose of same;

To enter into any arrangements with any authorities, supreme, federal, provincial, municipal, civil, public, and to obtain from any such authority any concessions, grants, powers, privileges and franchises which the company may think desirable, and to enter into any agreements and contracts for the carrying out and development of such privileges and concessions;

To amalgamate with any other company having interest altogether or partly similar to those of the company and to take shares in any such companies, guarantee the performance of contracts by any such companies or persons with which or with whom the company may have business relations;

To carry on any other industry which the company may think capable of being conveniently carried on in connection with its undertakings, or directly or indirectly calculated to enhance the value of the properties, rights or products of the company;

To lend money to customers or other persons having dealings with the company on such terms and conditions as may be deemed fit, and to guarantee the performance of contracts and the payment of the obligations of such persons;

To distribute among the shareholders of this company, in specie or otherwise, by way of dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner provided in article 81 of the Quebec Companies' Act, all or any of the property of the company or the proceeds of the sale or alienation of all or any of the assets of the company;

To invest and deal with the money of the company not immediately required, and to dispose of same in such manner as may from time to time be determined;

To acquire and hold shares, stocks, debentures, debenture-stock, bonds, debentures or securities issued or guaranteed by any incorporated company carrying on business in any country and the debentures, debenture-stock, bonds, obligations and securities issued or guaranteed by any government, commission, public body, or authority, supreme, municipal, local or otherwise, either in Canada or elsewhere;

To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, warrants, debentures, and other negotiable and transferable instruments;

To borrow money upon the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company, or to pledge or sell the same for such sums and at such price as may be deemed proper;

To hypothecate, mortgage or pledge any

priétés, mobilières ou immobilières, présentes ou futures, appartenant à la compagnie comme garanties de toutes obligations, débetures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner, faire valoir ou autrement disposer de la totalité ou de toute partie des biens mobiliers ou immobiliers ou des droits de la compagnie;

Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation, à l'incorporation et à la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital-actions;

Acheter ou autrement acquérir les intérêts de toute compagnie dont l'entreprise est en tout ou en partie semblable à celle de cette compagnie;

Les pouvoirs spécifiques mentionnés à chacun des paragraphes ci-dessus ne sont aucunement limités ou restreints par allusion ou en raison des termes de tous autres paragraphes;

Toutes dispositions contenues dans les présentes et qui peuvent être décrétées par règlements de la compagnie ou par règlement des directeurs approuvé par le vote des actionnaires, pourront être abrogées ou modifiées par règlement, et en suivant les formalités requises par la Loi des compagnies de Québec;

Généralement faire toute chose et exercer tout pouvoir que la compagnie peut ou pourra légalement faire ou exercer, en vertu et conformément aux lois de la province de Québec ou de toutes autres lois qui s'appliquent actuellement ou s'appliqueront à la compagnie;

Les objets et pouvoirs des clauses qui précèdent seront interprétés comme complétant et non pas comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

Il est expressément pourvu, dans les présentes, que l'énumération précitée des pouvoirs spécifiques ne limitera en rien et ne restreindra en aucune manière les pouvoirs de cette compagnie, laquelle pourra faire toutes choses nécessaires, utiles ou appropriées à l'accomplissement de toutes fins ou objets ci-dessus énumérés, soit comme principal, agent ou autrement, par l'intermédiaire de fidéicommissaires, agents ou autres, soit seule soit en société avec d'autres personnes, corporations ou sociétés;

La compagnie aura aussi le pouvoir d'emprunter de toutes façons qu'elle le jugera convenable, émettre des obligations, débetures, ou faire tous autres actes qui lui conviendront pour se procurer l'argent nécessaire, utile ou approprié à ses fins, et elle pourra hypothéquer, donner en gage ou nantissement, ventes à réméré ou autrement, engager ses biens pour la garantie de tels emprunts, débetures, bons, hypothèques, sous le nom de "La Ferme de Fourrures de Beauce, Ltée—The Beauce Fur Farm, Ltd";

Le capital-actions de la compagnie sera de neuf mille neuf cents (9,900) actions privilégiées cumulatives avec dividende de 7% après la première année, d'une valeur au pair de dix piastres (\$10.00) chacune, et cinq mille huit cents (5,800) actions ordinaires sans valeur au pair;

Les actions privilégiées auront et posséderont toutes les propriétés, droits et privilèges ci-après énumérés et seront sujettes aux restrictions suivantes:

Les porteurs des actions privilégiées auront droit de recevoir comme tels, à même les bénéfices nets ou les surplus de la compagnie, tel que déterminé de temps à autre par le Bureau de Direction, des dividendes privilégiés cumulatifs à compter de

movable or immovable property, present or future, belonging to the company as the security of any bonds, debentures or other securities which this company is lawfully authorized to issue or any sums of money borrowed for the company's purposes;

To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, alienate, turn to account or otherwise dispose of the whole or any part of the movable or immovable property or rights of the company;

To pay all and any expenses incidental or connected with the formation, incorporation and promotion of the company or the raising of its capital stock;

To purchase or otherwise acquire the interests of any company whose objects are similar in whole or in part to those of the company;

The specific powers mentioned in each of the above paragraphs shall in nowise be limited or restricted by reference to or inference from the terms of any other paragraph;

Any provisions contained herein and which may be enacted by by-law of the company or by by-law of the directors approved by the vote of the shareholders, may be repealed or modified by by-law and in accordance with the formalities required by the Quebec Companies' Act;

Generally to do all things and exercise all powers which the company can or may lawfully do or exercise, under and pursuant to the laws of the Province of Quebec, or of any other laws which presently apply or shall apply to the company;

The objects and powers of the foregoing clauses shall be construed as extending and not limiting the general powers conferred by the laws of the province of Quebec;

It is expressly provided herein that the foregoing enumeration of the specific powers shall in nowise limit or restrict the powers of the present company, which may do all things necessary, useful or proper for the attainment of any purposes or objects hereabove enumerated, either as principal, agent or otherwise, and by and through trustees, agents or otherwise and either alone or in partnership with other firms, corporations or individuals;

The company shall also have the power to borrow in any manner which it may deem fit, issue bonds, debentures or do any acts which it may deem suitable to obtain the money necessary, useful or appropriate for its purposes, and it may hypothecate, mortgage or pledge, sell with right of redemption or otherwise, pledge its property for the guarantee of such loans, debentures, bonds, hypothecs, under the name of "La Ferme de Fourrures de Beauce, Ltée—The Beauce Fur Farm, Ltd";

The capital-stock of the company shall be nine thousand nine hundred (9,900) preferred cumulative shares with a 7% dividend after the first year, of a par value of ten dollars (\$10.00) each, and five thousand eight hundred (5,800) common shares without par value;

The said preferred shares shall have and enjoy all the following priorities, rights and privileges hereunder enumerated and shall be subject to the following restrictions:

The holders of said preferred shares shall be entitled to receive as such, out of the net or surplus profits of the company, as determined from time to time by the board of directors, cumulative preferred dividends, from their date

la date de l'émission au taux de 7% par année, sur la valeur globale au pair des dites actions détenues par eux respectivement, les dits dividendes étant cumulatifs et payables annuellement, le premier janvier de chaque année, avant la déclaration ou le paiement d'aucun dividende sur les actions ordinaires, et si en aucune manière les dividendes au taux de 7% par année n'ont pas été payés sur les actions privilégiées, le solde déficitaire sera payable sans intérêt, à même les bénéfices ou le surplus des années subséquentes ou antérieures déterminé par le Bureau de Direction tel que susdit, avant qu'un dividende soit déclaré ou payé sur les actions ordinaires;

Survenant la liquidation, dissolution ou ventilation de la compagnie, les actions privilégiées en cours devront être payées en entier et au pair, avec en plus les dividendes courus et leurs arrérages, avant qu'aucun paiement ne soit fait sur les actions ordinaires et les détenteurs des actions ordinaires auront droit de partager au prorata dans le résidu de l'actif;

Les porteurs d'une ou plusieurs actions du capital-actions de la compagnie auront droit à un vote pour chaque action à toute assemblée des actionnaires, et dans toute élection des Directeurs ils auront le droit de cumuler leurs votes en faveur d'un ou plusieurs Directeurs et les porteurs d'actions privilégiées et ordinaires ou communes auront un pouvoir égal de voter et les porteurs des dites actions privilégiées auront le droit de voter à toute assemblée des actionnaires de la compagnie comme les porteurs d'actions ordinaires, excepté que les porteurs d'actions privilégiées n'auront le droit de choisir que deux des membres du Bureau de Direction de la compagnie;

Chaque action privilégiée est émise sujette au droit, pour la compagnie, de la racheter en aucun temps, (sur un vote de la majorité du Bureau de Direction adopté quinze jours avant telle date, à une assemblée des Directeurs convoquée à cette fin), à sa valeur au pair avec en plus les dividendes courus et non payés et une prime de une piastre (\$1.00) par action, et les actions ainsi rachetées resteront dans le trésor de la compagnie, et si une partie seulement du nombre total des actions privilégiées en cours sont rachetées, la majorité des Directeurs déterminera quelles actions seront rachetées et déterminera le mode de rachat des actions privilégiées et leur décision à cet effet sera finale. Avis de tel rachat d'actions privilégiées sera envoyé aux détenteurs enregistrés des actions devant être rachetées au moins quinze jours avant la date fixée pour tel rachat, et après cette date, et pourvu que les fonds nécessaires soient disponibles pour cette fin, les dites actions privilégiées n'auront pas droit à aucun autre dividende additionnel.

Le nombre des Directeurs de cette compagnie sera limité à sept.

La compagnie commencera ses opérations lorsque quarante mille piastres (\$40,000.00) auront été souscrites et payées.

Le bureau principal de la compagnie sera à St-Ephrem, district de Beauce (Co. Beauce).

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de décembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
5 ALEXANDRE DESMEULES.

"La Publication, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de décembre 1928, cons-

of issue, at the rate of 7% per annum, on the total par value of said shares held by them respectively, the said dividends being cumulative and payable annually, the first of January of each year before the declaration or the payment of any dividend on the common shares, and if in any manner the dividends at the rate of 7% per annum have not been paid on the preferred shares the unpaid balance shall be payable without interest out of the profits or surplus of the subsequent or previous years determined by the Board of Directors such as aforesaid, before any dividend be declared or paid on the common shares;

In case of the liquidation, dissolution or winding up of the company, the preferred shares outstanding shall be paid in full and at par with all the accrued and unpaid dividends before any payment be made on the common shares, and the holders of common shares shall be entitled to participate pro rata in the residue of the assets;

The holders of one or more shares of the capital stock of the company shall be entitled to one vote for each share at any meeting of the shareholders, and in any election of the directors they shall be entitled to cumulate their votes in favour of one or more directors and the holders of preferred and common shares shall have an equal right to vote and the holders of the said preferred shares shall be entitled to vote at any meeting of the shareholders of the company like the holders of common shares, except that the holders of preferred shares shall only have the right to choose two of the members of the Board of Directors of the company;

Each preferred share shall be issued subject to the right of the company to redeem same at any time, (upon a vote of the majority of the board of directors adopted fifteen days before such date at a meeting of the directors called for such purpose), at its par value together with all accrued and unpaid dividends and a premium of one dollar (\$1.00) per share, and the shares thus redeemed shall remain in the treasury of the company and if a part only of the total amount of preferred shares outstanding are redeemed, the majority of the directors shall determine the shares to be redeemed and the mode of redemption and their decision to that effect shall be final. Notice of such redemption of such preferred shares shall be sent to the holders of record of the shares to be redeemed, at least fifteen days before the date fixed for such redemption, and after such date, provided the necessary funds are available for such purpose, the said preferred shares shall not be entitled to any further dividend.

The number of directors of the company shall be limited to seven;

The company will commence operations when forty thousand dollars (\$40,000.00) shall have been subscribed for and paid in.

The head office of the company will be at St. Ephrem, district of Beauce, (Co. Beauce).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of December, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES.

6 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Publication, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1928, incorporating: L. Marius Côté,

tituant en corporation: L.-Marius Côté, Comptable, J.-Gustave LeMoine, Comptable, Adrienne Tremblay, fille majeure et usant de son droit, sténographe, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

(a) Exercer les négoce de papetiers, imprimeurs, lithographeurs, stéréotypeurs, électrotypes, imprimeurs photographiques, photolithographeurs, graveurs en creux, relieurs, manufacturiers de livres de comptes et de machineries pour leur fabrication, fabricants de papier et de boîtes, fondeurs de caractères, photographes, commerçants d'étampes, agents de publicité, dessinateurs, fabricants d'encre, libraires, éditeurs, commerçants de matériaux qui peuvent entrer dans la fabrication du papier, ébénistes, commerçants d'ameublements et accessoires de bureaux et mobiliers en acier pour bureaux;

(b) Soit pour la compagnie ou pour d'autres, bâtir, acheter, louer ou acquérir autrement, posséder, vendre, échanger ou aliéner autrement des terrains, édifices et autres propriétés mobilières et immobilières, ou tout intérêt sur iceux, hypothéquer ou gager les propriétés de la compagnie, et généralement faire le commerce et trafiquer de telles propriétés immobilières de toute manière quelconque;

(c) Exercer toute autre industrie qui pourrait être exercée convenablement en même temps que son industrie ou aucun de ses objets, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(d) Payer pour toute propriété ou droits acquis par cette compagnie, soit en deniers comptants ou en actions entièrement acquittées, ou par toutes valeurs que la compagnie a le pouvoir d'émettre ou partie d'une manière ou partie d'une autre ou d'autres manières, et généralement aux termes et conditions que la compagnie pourra déterminer;

(e) Conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins, avec tout gouvernement, autorité municipale ou locale ou avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et garantir les contrats, avec ou sans garantie, de toute telle personne ou compagnie, ou de toute personne ou compagnie entreprenant de bâtir ou d'améliorer toute propriété dans laquelle la compagnie est intéressée, leur avancer des deniers ou leur aider autrement;

(f) Vendre, louer ou aliéner autrement l'entreprise, les biens et l'actif de la compagnie, en totalité ou en partie, pour telle considération et aux termes et conditions que cette compagnie croira convenables et particulièrement pour des actions, débentures et valeurs de toute autre compagnie;

(g) Distribuer aux actionnaires, en espèces, au moyen de dividendes, toute propriété de la compagnie, ou tous produits de la vente ou de l'aliénation d'aucune propriété de la compagnie;

(h) Faire ou exercer aucun des commerces, actes et choses susmentionnés, soit comme principaux, agents, ou soit par l'entremise de fiduciaires, agents ou autrement et soit seuls ou conjointement avec une autre ou d'autres personnes;

(i) Faire tout ce qui est nécessaire, utile ou approprié à l'accomplissement d'aucune des fins

accountant, J. Gustave LeMoine, accountant, Adrienne Tremblay, spinster and in full use of her rights, stenographer, all of the city of Quebec, for the following purposes:

(a) To carry on business as stationers, printers, lithographers, stereotypers, electrotypers, photographic printers, photolithographers, engravers, die-sinkers, bookbinders, manufacturers of account books and of machinery for the manufacture thereof, paphermakers, boxmakers, type-founders, photographers, dealers in stamps, advertising agents, designers, draughtsmen, ink manufacturers, booksellers, publishers, dealers in materials used in the manufacture of paper, cabinet makers, dealers in office furniture and supplies and steel equipment;

(b) To either for the company or for others, build, purchase, lease, or otherwise acquire, own, sell or otherwise dispose of lands, buildings, and other properties, movable or immovable, or any interest therein, hypothecate or mortgage properties of the company, and generally to deal and traffic in such property in any manner whatsoever;

(c) To carry on any other business which may seem to the company capable of being carried on in connection with its business or any of the objects of the company, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's rights or property;

(d) To pay for any property or right acquired by the company, either in cash or in fully paid up shares, or by any securities which the company has power to issue, or partly in one mode and partly in another or others, and generally on such terms and conditions as the company may determine;

(e) To enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any government, municipal or local authority, or with any person or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this company; and to guarantee the contracts of, either with or without security, or to lend money to, or otherwise assist any such person or company, or any person or company undertaking to build on or improve any property in which the company is interested;

(f) To sell, lease, or otherwise dispose of the entire undertaking, property and assets of the company, or any part thereof, for such consideration and upon such terms and conditions as the company may think fit, and in particular for the shares, debentures and securities of any other company;

(g) To distribute among the shareholders, in specie, by way of dividends, any property of the company, or any proceeds of the sale or disposal of any property of the company;

(h) To carry on or do any of the businesses, acts and things aforesaid, either as principals, agents or by or through trustees, agents or otherwise, and either alone or in conjunction with another or others;

(i) To do all and everything necessary, suitable or proper for the accomplishment of any of

ou qui tend à la réalisation de l'un quelconque ou de plusieurs des objets ci-dessus énumérés;

(j) L'intention de la compagnie est que les objets mentionnés dans les paragraphes a, b et c des présentes soient considérés comme objets indépendants, et ne soient en aucune manière limités ou restreints par induction ou déduction d'aucun autre paragraphe ou du nom de la compagnie, sous le nom de "La Publication, Limitée", avec un capital total de dix mille piastres (\$10,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions de cinq piastres (\$5.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera dans les cité et district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de décembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
7 ALEXANDRE DESMEULES.

"La Renardière Lizotte, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorzième jour de décembre 1928, constituant en corporation: l'honorable Emile Moreau, membre du Parlement Provincial, domicilié à Roberval, Georges Lévesque, shérif, Joseph-Ernest Bouchard, agent d'assurances, Osias Gagnon, industriel, Stanislas Tremblay, cultivateur, tous quatre de la ville de Roberval, et Méridé Boily, cultivateur, d'Hébertville, comté du Lac Saint-Jean, dans les buts suivants:

Construire et aménager, maintenir et développer un ou plusieurs parcs pour l'élevage des renards et autres animaux à fourrure, subordonnement aux lois existantes, dans les comtés du Lac-St-Jean et de Chicoutimi;

Acquérir et posséder à cette fin des terrains et toutes les constructions nécessaires;

Acheter, tenir et garder, pour fins d'élevage, des renards de toutes couleurs, ainsi que tous autres animaux à fourrure que la compagnie jugera à propos; trafiquer, vendre, échanger ou autrement disposer de tels animaux vivants, ou de la fourrure de ces animaux;

Faire le commerce de fourrure en général, soit à l'état brut, soit travaillée, préparée ou montée, et dans ce but acquérir et posséder des établissements, des magasins et des comptoirs dans la province de Québec;

Acheter ou autrement acquérir la totalité ou partie des affaires, des propriétés, du capital et de l'actif de toute société exerçant des opérations totalement ou partiellement de même nature que celles de la compagnie;

Emettre des actions acquittées, des obligations, des débetures ou autres valeurs pour le paiement de propriétés mobilières ou immobilières droits, réclamations, privilèges, concessions ou autres avantages que la compagnie peut légalement acquérir, ainsi que pour le paiement ou l'échange d'actions, d'obligations, de débetures ou autres valeurs de compagnies exerçant des opérations en tout ou en partie semblables à celles de la compagnie;

Emettre des actions acquittées, des obligations, des débetures en paiement de services rendus à la compagnie par des membres ou des officiers de la compagnie, ou par des tiers;

Acheter et détenir le capital social, les obligations ou autres valeurs de toute compagnie, société ou de tout particulier exerçant quelque industrie ou commerce que la compagnie est autorisée à exercer;

the purposes, or conducive to the attainment of any or more of the objects hereinabove enumerated;

(j) The intention is that the objects specified in paragraphs a, b and c hereof shall be independent objects, and shall be in no wise limited or restricted by reference to or inference from the terms of an other paragraph or the name of the company, under the name of "La Publication, Limitée", with a total capital stock of ten thousand and (\$10,000.00), divided into two thousand and (2,000) shares of five dollars (\$5.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of December, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
8 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Renardière Lizotte, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1928, incorporating: Honourable Emile Moreau, member of the Provincial Parliament, domiciled at Roberval, Georges Lévesque, sheriff, Joseph Ernest Bouchard, insurance agent, Osias Gagnon, manufacturer, Stanislas Tremblay, farmer, all four of the town of Roberval, and Meride Boily, farmer, of Hébertville, county of Lake St. John, for the following purposes:

To construct and equip, maintain and develop one or more parks for the breeding of foxes and other fur-bearing animals, subject to the existing laws, in the counties of Lake St. John and Chicoutimi;

To acquire and own for such purpose lands and any other necessary buildings;

To purchase, hold and keep for breeding purposes foxes of all colors, and also any other fur-bearing animals which the company may deem convenient; to deal in, sell, exchange or otherwise dispose of such live animals or of the fur of such animals;

To deal in fur generally, either in the raw state, worked, prepared or mounted and, for such purpose, to acquire and own establishments, stores and counters in the Province of Quebec;

To purchase or otherwise acquire the whole or part of the business, property, capital and assets of any firm carrying on business in whole or in part similar to that of the company;

To issue paid up shares, bonds, debentures or other securities for the payment of moveable or immoveable property, rights, claims, privileges, concessions or other advantages which the company may legally acquire or for the payment or exchange of shares, bonds, debentures or other securities of companies carrying on operations wholly or partly similar to those of the company;

To issue paid up shares, bonds, debentures in payment for services rendered to the company by members or officers of the company or by third parties;

To purchase and hold the capital-stock, bonds or other securities of any company, firm or individual carrying on any industry or trade which the company is authorized to carry on;

Se joindre à, et se fusionner avec toute autre compagnie ayant des objets de la même nature que ceux ci-dessus énumérés;

Disposer par vente, bail, échange et autrement, de tout ou de partie des propriétés, droits, franchises ou entreprises de la compagnie pour, entre autres considérations, des actions, des obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie;

Emettre des obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie et engager ou vendre telles obligations, débetures ou valeurs;

Hypothéquer les propriétés immobilières de la compagnie, engager ses propriétés mobilières pour garantir telles obligations, débetures ou valeurs, ou tout montant d'argent emprunté pour les fins de la compagnie, obtenir des particuliers, des corporations ou corps publics tous les privilèges qui peuvent être utiles aux fins de la compagnie;

Faire toutes les opérations qui se rapportent aux objets ci-dessus énumérés, sous le nom de "La Renardière Lizotte, Limitée", avec un capital total de quatre-vingt-dix-neuf mille piastres (\$99,000.00), divisé en neuf cent quatre-vingt-dix (990) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la ville de Roberval, dans le district de Roberval.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatorzième jour de décembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
9 ALEXANDRE DESMEULES.

"Le Club Mozart, Incorporé".

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de décembre 1928, constituant en corporation, sans capital-actions: Henri Larivière, marchand de Radios, A.-J. Hutchison, agent manufacturier, Louis-A. Matte, imprimeur, Alfred Despin, Henri Roussel, musiciens, tous de Montréal, dans les buts suivants:

D'exploiter un club social et artistique;

De louer, d'acheter, d'occuper un local ou un immeuble où la corporation aura ses bureaux, ses salles de réunion et d'amusements;

D'exploiter une salle à manger pour l'avantage des membres de la corporation;

De faire des réunions sociales, de donner des concerts et tout autre objet ayant pour but le divertissement des membres du club, sous le nom de "Le Club Mozart, Incorporé".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de vingt mille dollars.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de décembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
11 ALEXANDRE DESMEULES.

"Le Magasin Régional, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du dixième jour de décembre 1928, constituant en corporation: Joseph-Arthur Gagnon, marchand, Joseph-Edmond Gagnon, agent d'assurance,

To unite and amalgamate with any other company having objects similar to those hereinabove enumerated;

To dispose by sale, lease, exchange and otherwise of any or part of the property, rights, franchises or undertakings of the company, for among other considerations, shares, bonds or other securities of any other company;

To issue bonds, debentures or other securities of the company and to pledge or sell such bonds, debentures or other securities;

To hypothecate the immoveable property of the company, pledge its moveable property to guarantee such bonds, debentures or securities or any sum of money borrowed for the purposes of the company, to obtain from individuals, corporations or public bodies all the privileges which may be useful for the purposes of the company;

To carry on all operations connected with the hereinabove enumerated objects, under the name of "La Renardière Lizotte, Limitée", with a total capital stock of ninety nine thousand dollars (\$99,000.00), divided into nine hundred and ninety (990) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the town of Roberval, in the district of Roberval.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourteenth day of December, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
10 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Le Club Mozart, Incorporé".

Notice is hereby given that under Part 111 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1928, incorporating, without share-capital: Henri Larivière, radio dealer, A. J. Hutchison, manufacturers' agent, Louis A. Matte, printer, Alfred Despin, Henri Roussel, musicians, all of Montreal, for the following purposes:

To operate a social and artistic club;

To lease, purchase, occupy premises or an immoveable where the corporation shall have its offices, meeting and amusement rooms;

To operate a dining room for the convenience of the members of the corporation;

To have social meetings, to give concerts and for any other object relating to the entertainment of the members of the club, under the name of "Le Club Mozart, Incorporé".

The amount of the immoveable property which the corporation may hold shall be limited to twenty thousand dollars.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of December, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
12 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Le Magasin Régional, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, pursuant to article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the tenth day of December, 1928, incorporating: Joseph Arthur Gagnon, merchant, Joseph Edmond Gagnon, insurance agent, Lucien Gagné, merchant, all

Lucien Gagné, marchand, tous d'Hébertville Station, Co. Lac St-Jean, dans les buts suivants:

Faire le commerce en gros et en détail de marchandises sèches et épiceries, provisions, ferronnerie en général, matériaux de constructions de toutes sortes servant à la construction;

Acquérir, posséder, construire, fusionner un ou plusieurs magasins;

Acquérir par achat ou posséder des immeubles, les hypothéquer, vendre, ou autrement aliéner en temps qu'il peut être utile et nécessaire à la compagnie;

Emettre des actions acquittées non sujettes à appel et obligations ou autres garanties de la compagnie en paiement ou partie de paiement pour tous meubles et immeubles, droits et autres biens acquis par la compagnie par aucun titre;

Vendre, louer l'entreprise de la compagnie, ou toute partie d'icelle pour telle considération que la compagnie jugera à propos, ou d'en disposer autrement, ou se consolider avec toutes personnes, sociétés ou corporations faisant les affaires d'objets en tout ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, aux termes et conditions que cette compagnie jugera à propos;

De faire ou ouvrir des comptes de Banque courants, d'épargne ou *in trust*;

Accepter toutes traites tirées sur la compagnie;

Endosser toutes traites, tous billets à l'ordre de la compagnie;

Signer et tirer tous chèques sur les divers comptes de Banque de la compagnie;

Signer en faveur de Banques ou toutes autres personnes, les billets au montant que la compagnie jugera à propos et nécessaire;

Renouveler tous effets de commerce échus ou qui deviendront échus;

Escompter aux Banques les effets de commerce que la compagnie jugera nécessaire;

Tirer sur les débiteurs de la compagnie, toutes traites à vue ou à demande ou à date fixe;

Faire avec les Banques tous arrangements, renouvellement, transports ou garantie que la compagnie jugera utile;

D'engager du personnel ou le renvoyer, débattre et payer les salaires;

Clore, débattre et arrêter tous comptes, en payer ou recevoir le reliquat;

Poursuivre par tous les moyens à sa dispositions le recouvrement de ce qui pourra être dû à la compagnie et de défendre toutes actions intentées contre elle;

En un mot, de faire tous les actes pour le bon fonctionnement et l'exploitation d'un commerce en général et de jouir à cette fin de tous les droits et privilèges qu'accorde la loi en pareil cas, sous le nom de "Le Magasin Régional, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Hébertville Station, dans le district de Lac St-Jean.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de décembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
13 ALEXANDRE DESMEULES.

"M.-J. Lalonde, Limitée et M. J. Lalonde, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinquième jour de décembre 1928, constituant

of Hebertville Station, County of Lake St. John, for the following purposes:

To carry on the wholesale and retail business of drygoods and groceries, provisions, hardware generally, building materials of all kinds used in construction work;

To acquire, own, construct, amalgamate one or more stores;

To acquire by purchase or own immovables, hypothecate, sell or otherwise alienate same, in so far as may be useful and necessary for the company;

To issue non-assessable paid up shares and bonds or other securities of the company in full or part payment for all movables and immovables, rights and other assets acquired by the company under any title;

To sell, lease the undertaking of the company or any part thereof, for such consideration as the company may deem fit, or otherwise dispose thereof, or amalgamate with any persons, firms or corporations carrying on business in objects in whole or part similar to those of the company, upon the terms and conditions which the company may deem fit;

To have opened or open current, savings or trust Bank accounts;

To accept any drafts drawn on the company;

To endorse any drafts, notes to the order of the company;

To sign and draw any cheques on the different Bank accounts of the company;

To sign in favor of Banks or any other persons, notes to the amount which the company may deem fit and necessary;

To renew any commercial instruments due or which shall become due;

To discount at Banks the commercial instruments which the company may deem necessary;

To draw upon the debtors of the company any sight, demand, or fixed date drafts;

To make with Banks any arrangements, renewals, security transfers which the company may deem useful;

To engage or discharge a staff, discuss and pay salaries;

To close, discuss and stop any accounts, pay or receive the balance on same;

To sue by any means at its disposal for the recovery of what may be due to the company, and defend any suit instituted against it;

In a word, to do any acts for the proper working of the company and the carrying on of a business in general, and to enjoy for such purpose any rights and privileges granted by the Act in such case, under the name of "Le Magasin Régional, Limitée", with a total capital-stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) common shares of a par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Hébertville Station, in the district of Lake St. John.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of December, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
14 Acting Assistant Provincial Secretary.

"M.-J. Lalonde, Limitée et M. J. Lalonde, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of December, 1928, incorporating: Maurice J.

en corporation: Maurice-J. Lalonde, marchand, de la cité de Montréal, Arthur Lalonde et F.-Godfroi Coffin, avocats, de la cité d'Outremont, dans les buts suivants:

Acheter, importer ou se procurer à tout autre titre, fabriquer en gros et au détail et autrement aliéner tous genres de marchandises, produits et choses pouvant faire l'objet d'un commerce, exercer tout commerce et genre d'affaires, et spécialement le commerce de tapis, prélaris, couvertures de planchers, tentures, rideaux, meubles et tout article servant à l'ameublement et à la décoration des maisons d'habitation ou autres édifices;

Exercer toute industrie manufacturière que la compagnie croira susceptible d'être convenablement exercée, ou propre directement ou indirectement à accroître la valeur d'aucun des biens ou droits de la compagnie;

Ouvrir des succursales de la compagnie et agir comme agent ou représentant de toutes personnes ou compagnies;

Acheter, importer, prendre à bail ou se procurer à tout autre titre, vendre, exploiter, louer, préparer ou faire fabriquer les marchandises, produits, matériaux, pièces, outils, machines, appareils, moteurs ou autres accessoires, les marques de commerce, brevets d'invention, dessins ou procédés de fabrication se rapportant à l'industrie ou au commerce de la compagnie;

Acquérir par achat, échange, bail ou autrement et posséder les meubles et immeubles nécessaires ou utiles aux opérations de la compagnie, les hypothéquer ou en disposer, construire, améliorer et installer des fabriques, ateliers, entrepôts, magasins et dépendances pour le même objet;

Acquérir par voie d'achat ou autrement, et exploiter le commerce, l'industrie, l'achalandage, les franchises, droits et privilèges de toute industrie ou corporation faisant un négoce similaire ou connexe à celui de la présente compagnie ou pouvant lui bénéficier et en payer le prix par actions libérées de la compagnie ou autrement;

Faire société ou toute autre convention ou traité relativement au partage des bénéfices, à l'union des intérêts ou à la coopération, se fusionner totalement ou partiellement avec d'autres personnes ou compagnies se livrant à des affaires susceptibles de se rattacher directement ou indirectement à celles de la présente compagnie;

Consentir des avances d'argent aux clients ou à d'autres personnes ou corporations en relations d'affaires avec la présente compagnie, cautionner ou garantir l'exécution des contrats et engagements de telle personne ou corporation, aider toute organisation créée dans le but de secourir les employés de la compagnie, soit par des contributions d'argent ou autrement;

Payer les droits, privilèges, choses, biens meubles et immeubles acquis ou loués par la compagnie, ou les services à elle rendus, en numéraire ou par actions libérées ou par obligations;

Faire des emprunts, hypothéquer, donner en nantissement ou autrement engager et frapper d'une charge quelconque les biens meubles et immeubles de la compagnie, s'obliger, émettre des obligations, les vendre ou autrement les céder; tirer, souscrire, endosser, accepter et escompter des billets, lettres de change, chèques ou autres effets négociables, vendre, échanger ou louer toute ou une partie de son entreprise;

Acheter des crédits de toute personne, corporation, faillite et liquidation et les recouvrer ou les revendre;

Lalonde, merchant, of the city of Montreal, Arthur Lalonde and F. Godfroi Coffin, advocates, of the city of Outremont, for the following purposes:

To purchase, import or procure under any title, manufacture wholesale and retail and otherwise dispose of all kinds of merchandise, products and articles capable of being the object of trade, to carry on any business and transactions and in particular to deal in carpets, oil cloths, floor coverings, wall papers, curtains, furniture and any article used for furnishing and decorating of dwelling houses or other buildings;

To carry on any other manufacturing business which the company may think capable of being conveniently carried on or directly or indirectly calculated to enhance the value of any of the property or rights of the company;

To open branches of the company and to act as agent or representative of any persons or companies;

To purchase, import, take on lease or procure under any title, sell, operate, lease, prepare or cause the manufacture of any merchandise, products, materials, parts, tools, machines, apparatuses, motors, or other accessories, trademarks, patents of invention, designs or manufacturing processes connected with the industry or business of the company;

To acquire by purchase, exchange, lease or otherwise and to own the moveables and immovables necessary or useful for the operations of the company, hypothecate or dispose of the same, construct, improve and install factories, workshops, warehouses, stores and dependencies for the same object;

To acquire by way of purchase or otherwise and carry on the business, industry, good-will, franchises, rights and privileges of any industry or corporation carrying on any business similar or germane to that of the present company or capable of being profitable thereto and to pay the price thereof with paid up shares of the company or otherwise;

To enter into partnership or into any arrangement or agreement for sharing of profits, union of interests or co-operation, to amalgamate wholly or partly with other persons or companies carrying on any business capable of being directly or indirectly connected with any of the businesses of the present company;

To make advances of money to customers or other persons or corporations having business dealings with the present company, go security for or guarantee the performance of contracts and obligations of any such person or corporation, assist any organization created with a view to help the employees of the company, whether by cash contributions or otherwise;

To pay the rights, privileges, things, movable and immovable property acquired or leased by the company or for services rendered to the company in cash or with paid up shares or with bonds;

To borrow money, hypothecate, mortgage or otherwise pledge and in any way encumber the moveable and immoveable property of the company; to obligate itself, issue bonds, sell or otherwise assign the same; to draw, underwrite, endorse, accept and discount notes, bills of exchange, checks or other negotiable instruments, sell, exchange or lease all or any part of its undertaking;

To buy credits from any person, corporation, bankruptcy and liquidation and to collect or re-sell the same;

Placer les fonds de la compagnie non immédiatement requis, de telle manière qu'il en sera déterminé de temps à autre, et recevoir en garantie des valeurs mobilières ou immobilières ou les deux à la fois;

Acquérir les propriétés ou valeurs quelconques qui pourraient avoir été données en garantie à la compagnie ou appartenant à toute personne ou corporation endettée envers la compagnie, et en disposer à son gré;

Souscrire, acheter ou autrement acquérir, posséder, détenir, vendre et autrement aliéner, disposer de, et céder des actions du fonds social d'aucune corporation étrangère ou autre ainsi que de bons, débentures, obligations et autres valeurs d'aucun gouvernement, d'aucune municipalité ou corporation étrangère ou autre, et exercer tous les droits et privilèges de propriété, y compris le droit de voter en vertu d'icelles;

Faire tout acte et exercer tout pouvoir qui paraîtront nécessaires ou appropriés aux fins de la compagnie, sous le nom de "M.-J. Lalonde, Limitée et M. J. Lalonde, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce cinquième jour de décembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
15 ALEXANDRE DESMEULES.

To invest the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined, and receive in guarantee moveable or immoveable securities or both at the same time;

To acquire any property or securities which may have been pledged with the company or belonging to any person or corporation indebted towards the company and to dispose of the same as it may see fit;

To subscribe for, purchase or otherwise acquire, possess, hold, sell and otherwise alienate, dispose of and convey shares of the capital-stock of any foreign or other corporation as well as the bonds, debentures, obligations, and other securities of any government, any municipality or foreign or other corporation and to exercise all the rights and privileges of ownership attached thereto, including the right to vote thereon;

To do all acts and exercise all powers which may seem necessary or suitable for the company's purposes, under the name of "M.-J. Lalonde, Limitée et M. J. Lalonde, Limited", with a total capital-stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be in the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifth day of December, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
16 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Quebec Crown Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de décembre 1928, constituant en corporation: Cyrille Robitaille, Victor Beaupré, Albert Robitaille, manufacturiers, et Adrien Robitaille, marchand, tous de la cité de Québec, dans les buts suivants:

Manufacturer des bouclons métalliques (couronnes) et toutes autres choses accessoires à cette industrie, manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter et faire le commerce en général, exploiter et ouvrir des succursales, manufactures, entrepôts, magasins, échoppes, agences privées, comptoirs dans des magasins à rayons et toutes sortes de places d'affaires où le commerce de la Compagnie peut être exercé;

Prendre des agences pour toute compagnie, corporation, société ou personne faisant affaires dans tous genres se rapportant à aucun des objets de la présente compagnie;

Se fusionner à toute compagnie, société ou personne exploitant un commerce semblable en tout ou en partie à celui de la présente compagnie;

Vendre, transporter ou autrement aliéner la totalité ou toute partie du commerce de la présente compagnie à toute corporation, société ou personne et accepter en considération des actions, débentures, bons ou valeurs de toute autre compagnie;

Offrir, acheter, louer, arrenter, vendre, échanger ou aliéner en aucune manière toute propriété immobilière ou biens-fonds que la présente compagnie croira nécessaires ou utiles dans l'exercice d'aucun de ses commerces;

Emettre, vendre et répartir, avec l'approbation des actionnaires, pour services rendus à la compagnie, soit professionnels ou autres,

"Quebec Crown Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1928, incorporating: Cyrille Robitaille, Victor Beaupré, Albert Robitaille, manufacturers, and Adrien Robitaille, merchant, all of the city of Quebec, for the following purposes:

To manufacture metallic corks (crowns) and everything accessory to such business, to manufacture, purchase, sell, import, export and carry on business in general, to operate and open branches, manufactories, warehouses, stores, shops, private agencies, counters in departmental stores and all kinds of places of business where the business of the company may be carried on;

To take agencies for any company, corporation, partnership or person carrying on business in any line connected with the present company's objects;

To amalgamate with any company, partnership or person carrying on a business similar in whole or in part to that of the present company;

To sell, transfer or otherwise dispose of the whole or any part of the present company's business to any corporation, partnership or person and to accept in consideration shares, debentures, bonds or securities of any other company;

To offer, buy, purchase, lease, rent, sell, exchange or dispose of in any way immovable property or real estate with the present company may consider necessary or useful to carry out any of its business;

To issue, sell and allot, with the approval of the shareholders, for services rendered to the company, either professional or otherwise, fully

des actions entièrement acquittées du capital-actions de la présente compagnie;

Acquérir et posséder par achat, bail ou autrement, la totalité ou aucune partie des biens, commerce, industrie, clientèle, propriétés, franchises, baux, hypothèques, permis, pouvoirs, privilèges, contrats, et assumer ou non les obligations et dettes d'aucune personne, société, firme, corporation ou compagnie exerçant aucun commerce que la présente Compagnie est autorisée à exercer, ou aucun commerce semblable à celui ou qui possède des biens convenant aux objets de la présente Compagnie, et les payer totalement ou partiellement en actions libérées de la Compagnie, ou autrement, aussi les vendre, louer ou autrement en disposer en tout ou en partie, s'associer ou se fusionner avec toutes telles personnes, société, firme, corporation ou compagnie;

Etre administrée par un bureau de direction composé de quatre membres dont trois formeront le quorum, sous le nom de "Quebec Crown Company, Limited", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Québec, dans le district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de décembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
17 ALEXANDRE DESMEULES.

"Batiscan Power & Light Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-septième jour de novembre 1928, constituant en corporation: Claude-Sartoris Richardson, avocat, William-Patrick Creagh, Alexander-Gordon Yeoman et John-Lawrence McCrory, tous trois commis, Herbert-William Jackson, comptable, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Exercer les industries d'une compagnie générale de lumière, chaleur, énergie, eau et aqueduc, et pour ces fins et d'autres, produire, générer, manufacturer, accumuler, raffiner, purifier, importer, acheter ou acquérir autrement, vendre, louer, exporter, accumuler, transporter, transmettre, distribuer, fournir, utiliser et autrement faire le trafic et le commerce de l'électricité, eau, vapeur, gaz, huile, et de toutes sortes de force motrice, énergie, lumière, chaleur et de tous leurs produits et sous-produits, pour toutes fins publiques et privées, pourvu que telles ventes d'électricité dans la province de Québec, soient limitées aux districts électoraux de Richelieu, Arthabaska, Bellechasse, Mégantic, Berthier, Champlain, Saint Maurice, Charlevoix, Chicoutimi, Matane, Matapédia, Portneuf, Rimouski, Saguenay, Témiscouata, Dorchester, Nicolet, Terrebonne, L'Assomption, Yamaska, Drummond, Gaspé, Bonaventure, Trois-Rivières, Joliette, Kamouraska, Lac Saint-Jean, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Montcalm, Montmagny, Montmorency, Beauce et Québec, cette limitation toutefois ne devant pas restreindre les pouvoirs de la compagnie lorsqu'ils sont exercés en dehors du territoire de la province de Québec;

Exercer toute autre industrie ou activité, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec aucune des industries et objets susmentionnés,

paid up shares of the capital stock of the present company;

To acquire and own by purchase, lease or otherwise, the whole or any part of the property, business, industry, good-will, assets, franchises, leases, hypothecs, licenses, powers, privileges, contracts, and assume or not the obligations and debts of any person, partnership, firm, corporation or company carrying on any business which the present company is authorized to carry on, or any similar business to same, or which owns property suitable for the objects of the present company, and pay for same wholly or partly with fully paid up shares of the company or otherwise; and also to sell, lease or otherwise dispose thereof in whole or in part, to consolidate or amalgamate with any such person, partnership, firm, corporation or company;

To be managed by a Board of four Directors, three of whom shall form a quorum, under the name of "Quebec Crown Company, Limited", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Quebec, in the district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of December, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
18 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Batiscan Power & Light Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1928, incorporating: Claude Sartoris Richardson, advocate, William Patrick Creagh, Alexander Gordon Yeoman and John Lawrence McCrory, all three clerks, Herbert William Jackson, accountant, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a general light, heat, power, water and water-works company and, in that connection and otherwise, to produce, generate, manufacture, accumulate, refine, purify, import, purchase, or otherwise acquire, sell, lease, export, store, transport, transmit, distribute, supply, use and otherwise deal in and with electricity, water, steam, gas, oil and all kinds of power, energy, light, heat and all products and by-products of any or all thereof, for any and all purposes, public and private; provided that any such sale of electricity in the Province of Quebec, shall be limited to the electoral districts of Richelieu, Arthabaska, Bellechasse, Mégantic, Berthier, Champlain, Saint Maurice, Charlevoix, Chicoutimi, Matane, Matapédia, Portneuf, Rimouski, Saguenay, Témiscouata, Dorchester, Nicolet, Terrebonne, L'Assomption, Yamaska, Drummond, Gaspé, Bonaventure, Three Rivers, Joliette, Kamouraska, Lake Saint John, Lévis, L'Islet, Lotbinière, Montcalm, Montmagny, Montmorency, Beauce and Quebec, but such limitation shall not restrict the Company's capacity outside of the territory of the Province of Quebec;

To carry on any other business or activity, whether manufacturing or otherwise, which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with any of the fore-

ou qui semblera directement ou indirectement susceptible d'augmenter la valeur ou de mettre à profit aucun des biens ou droits de la compagnie;

Acheter, louer ou acquérir autrement, construire, aménager, détenir, posséder, maintenir, gérer, améliorer, développer, exploiter, utiliser, vendre, affermer ou en disposer autrement et généralement en faire le trafic et le commerce et mettre en valeur les propriétés foncières, personnelles, mobilières, immobilières ou mixtes situées en tout endroit quelconque, et les droits de toute nature ou espèce qui sembleront nécessaires ou convenables pour aucun des objets ou aucune des fins de la compagnie;

Solliciter, acheter ou acquérir autrement, exercer, en jouir, utiliser, louer, en disposer, en faire le trafic et le commerce, et vendre toutes concessions, octrois, permis, franchises, droits, exemptions, privilèges ou autorisations se rapportant à aucune des fins des industries que la compagnie a l'autorisation d'exploiter ou qu'elle jugera désirable d'obtenir, et conclure tous arrangements avec tout gouvernement ou autorité publique que la compagnie jugera à propos, en rapport avec l'exploitation de ses industries, s'en servir et les mettre en valeur et solliciter et obtenir de tout tel gouvernement et autorité tout statut, ordonnance ou ordre et s'en servir et les mettre en valeur;

Acheter, garantir, souscrire, ou demander ou acquérir autrement, enregistrer, détenir pour placement ou autrement, posséder, vendre, échanger, transporter, céder, louer, hypothéquer, gager, grever, ou en disposer autrement et généralement en faire le commerce ou mettre en valeur les titres, actions, obligations, débiteures et autres valeurs et autres intérêts et réclamations, dans et contre toute compagnie, corporation ou association, y compris le droit de voter pour ces titres ou actions ou pour aucune de ces valeurs conférant le droit de vote, de la même manière et de la même façon qu'un individu pourrait le faire, et le droit de transporter à ses nominataires le nombre de tels titres et actions nécessaire pour qualifier tels nominataires comme directeurs ou fiduciaires de la compagnie, corporation ou association faisant l'émission de tels titres ou actions;

Acheter, louer, ou acquérir autrement, posséder, détenir, exploiter, vendre ou aliéner autrement la totalité ou toute partie des travaux, marchandises, propriétés, franchises, permis, octrois, concessions et autres pouvoirs, droits et privilèges et l'actif, l'industrie et l'entreprise de toute personne ou de toute compagnie, corporation, association ou compagnie de fidéicommis, les titres, actions, débiteures ou autres valeurs desquelles la compagnie a l'autorisation d'acquiescer, et utiliser et exercer toutes franchises, permis, octrois, concessions et autres pouvoirs, droits et privilèges ainsi acquis, de la même manière et au même degré et avec les mêmes effets que s'ils avaient été originellement accordés à la compagnie; et assumer la totalité ou toute partie des obligations et engagements de toute telle personne, compagnie, corporation, association ou compagnie de fidéicommis;

Solliciter, acheter ou acquiescer autrement, exercer, développer, utiliser, en jouir, accorder des permis en ce qui les concerne ou en disposer et en faire le trafic autrement et vendre, louer ou faire valoir autrement tous brevets, octrois, permis, inventions, améliorations et privilèges semblables, conférant tout droit exclusif ou non exclusif ou limité de se servir de toute inven-

going businesses or objects, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To purchase, lease or otherwise acquire, construct, equip, hold, own, maintain, manage, improve, develop, operate, use, sell, lease, or otherwise dispose of, and generally to deal in and deal with and turn to account such property, whether it be real, personal, movable, immovable or mixed and wheresoever situate, and such rights of whatsoever nature or kind as may be deemed necessary or convenient for any of the objects or purposes of the company;

To apply for, purchase or otherwise acquire, exercise, enjoy, use, lease, sell or otherwise dispose of, deal in and deal with any concessions, grants, licenses, franchises, rights, exemptions, privileges or powers relating to any business which the company is authorized to carry on, or which the company may deem it desirable to obtain, and to enter into and make use of and operate under any arrangements with any government or public authority which the company may deem desirable, in connection with the carrying on of its business, and to apply for and obtain from any such government or authority and to make use of and operate under any statutes, ordinances or orders;

To purchase, underwrite, subscribe or apply for or otherwise acquire, register, hold for investment or otherwise, own, sell, exchange, transfer, assign, lease, mortgage, pledge, charge or otherwise dispose of or turn to account and generally deal with the stock, shares, bonds, debentures and other securities of and other interests in and claims against any company, corporation or association, including the right to vote on any such stock or shares or on any such securities carrying a voting right, in the same manner and to the same extent that an individual might do, and the right to transfer to its nominees such of any such stocks and shares as may be necessary to qualify such nominees as directors or trustees of the company, corporation or association issuing such stock or shares;

To purchase, lease or otherwise acquire, hold, own, operate, sell or otherwise dispose of the whole or any part of the works, stock, property, franchises, licenses, grants, concessions and other powers, rights and privileges and the assets, business and undertaking of any person or of any company, corporation, association or trust whose stock, shares, debentures or other securities the company is authorized to acquire, and to use and exercise any franchises, licenses, grants, concessions and other powers, rights and privileges so acquired in the same manner and to the same extent and with like effect as though the same had been originally granted to the company and to assume all or any part of the obligations and liabilities of any such person, company, corporation, association or trust;

To apply for, purchase or otherwise acquire, exercise, enjoy, develop, use, grant licenses in respect of, sell, lease or otherwise turn to account or dispose of and otherwise deal with any patents, grants, licenses, inventions, improvements and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention

tion, ou tout secret ou autre renseignement se rapportant à toute invention qui semblera susceptible de servir à aucune des fins de la compagnie ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter à la compagnie;

Vendre, louer, céder, transporter, échanger, ou aliéner autrement l'entreprise, les propriétés, franchises, permis, octrois, concessions ou autres pouvoirs, droits et privilèges de la compagnie, en tout ou en partie, comme industrie active ou dans le cours ordinaire de ses affaires ou autrement, et si jugé convenable, aux termes que la personne ou compagnie en faisant l'acquisition pourra les exploiter, utiliser et exercer dans les limites de leur juridiction, au même degré et de la même manière que s'ils étaient exploités, utilisés ou exercés par la compagnie, et dans tout cas pour la considération que le conseil d'administration pourra déterminer et particulièrement pour tous titres, actions, débetures ou autres valeurs que la compagnie a l'autorisation d'acquérir;

Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie dont cette compagnie a l'autorisation d'acquérir les titres, actions, débetures ou autres valeurs;

S'associer ou faire toute convention ou arrangement pour le partage des bénéfices, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou autres fins similaires avec toute personne, ou avec toute compagnie dont cette compagnie a l'autorisation d'acquérir les titres, actions, débetures ou autres valeurs, ou avec toute cité, ville, village ou autre municipalité;

Faire des prêts et donner crédit, et prendre ou acquérir autrement et assumer ou garantir le paiement du capital ou des intérêts ou dividendes sur les titres, actions, obligations, débetures ou autres valeurs de toute personne, compagnie, société, cité, ville, village et municipalité avec lesquels la compagnie a, ou pourrait avoir des relations d'affaires, ou dans les affaires, les propriétés ou la prospérité desquels la compagnie a, dans l'opinion du conseil d'administration, ou pourrait désirer d'acquérir un intérêt, ou leur aider de toute autre manière, et faire tous les actes et choses dans le but de protéger, préserver, améliorer et augmenter la valeur de tels titres, actions, obligations, débetures, ou autres valeurs ou intérêts, et hypothéquer, gager, affecter ou grever autrement ses entreprises, propriétés, capital non appelé, franchises, permis, octrois, concessions et pouvoirs corporatifs ou autres, droits et privilèges présents ou futurs ou les deux, ou toute partie d'eux pour garantir toutes obligations que la compagnie a assumées ou qu'elle a garanties;

Faire enregistrer, autoriser ou reconnaître autrement la compagnie dans toute juridiction, province, territoire, état ou pays canadiens ou étrangers et y désigner et nommer des personnes comme procureurs ou représentants de la compagnie, avec pouvoir de représenter la compagnie dans toutes affaires et accepter pour et au nom de la compagnie assignation de toutes procédures dans tout procès ou action;

Distribuer, en nature ou autrement, aucune partie de l'actif de la compagnie entre ses actionnaires, sujet toutefois aux dispositions de la section 81 de la dite loi;

Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toute personne, firme ou compagnie pour services rendus ou à rendre en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'actions dans le capital de la compagnie, ou toutes obligations, débetures, actions-débetures ou

which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated to benefit the company;

To sell, lease, make over, transfer, exchange or otherwise dispose of the undertaking, property, franchises, licenses, grants, concessions or other powers, rights and privileges of the company or any part thereof, as a going concern or in the ordinary course of business or otherwise, and if deemed advisable, on such terms that the person or company acquiring the same may carry on, use and exercise the same, within the limits of their jurisdiction, to the same extent and in the same manner as if carried on, used or exercised by the company, and in any case for such consideration as the Board of Directors may determine, and in particular for any stock, shares, debentures or other securities which the company is authorized to acquire;

To consolidate or amalgamate with any other company whose stock, shares, debentures or other securities the company is authorized to acquire;

To enter into partnership or any agreement or arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or with any company whose stock, shares, debentures or other securities the company is authorized to acquire or with any city, town, village or other municipality;

To lend money or credit to, and to take or otherwise acquire and to assume or guarantee the payment of the principal of or interest or dividends on the stock, shares, bonds, debentures or other securities of, and to aid in any other manner any person, company, partnership, city, town, village or municipality with which the company has or may have business relations or in the affairs, property or prosperity of which the company has, in the opinion of the Board of Directors, or may wish to acquire an interest, and to do all acts and things designed to protect, preserve, improve or enhance the value of any such stock, shares, bonds, debentures or other securities or interest, and to mortgage, hypothecate, pledge or otherwise charge its undertaking, property, uncalled share capital, franchises, licenses, grants, concessions, charter and other powers, rights and privileges, present or future or both, or any part thereof, to secure any such obligation by way of assumption or guarantee;

To procure the company to be registered, licensed or otherwise recognized in any Canadian or foreign jurisdiction, province, territory, state or country, and to designate and appoint persons therein as attorneys or representatives of the company, with power to represent the company in any and all matters and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

To distribute, in kind or otherwise, any assets of the company among its shareholders, subject, however, to the provisions of Section 81 of said Act;

To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any person, firm or company for services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any shares of the Company or any bonds, debentures, debenture stock or other securities

toutes valeurs de la compagnie, ou pour services rendus dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs susénumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, curateurs, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres, et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec l'un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tel contrat ou transaction ne sera pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs avaient ou pouvaient avoir un intérêt dans tel contrat ou transaction qui est ou pourrait être contraire aux intérêts de la compagnie, bien que le vote de ce directeur ou directeurs ayant un intérêt contraire, ait été nécessaire pour obliger la compagnie à tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans tel cas, le fait d'avoir tel intérêt sera déclaré aux autres directeurs ou actionnaires agissant en vertu ou relativement à tel contrat ou transaction; sous le nom de "Batiscan Power & Light Company";

Le capital-actions de la compagnie est divisé en cent mille (100,000) actions sans valeur au pair ou nominale et le montant avec lequel la compagnie exercera son industrie est de cinq cent mille piastres (\$500,000.00);

L'émission et la répartition des dites cent mille (100,000) actions sans valeur au pair ou nominale seront faites pour telle considération qui sera fixée de temps à autre par les directeurs de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce vingt-septième jour de novembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
19 ALEXANDRE DESMEULES.

"Cie de Publication du Nord, Limitée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de décembre 1928, constituant en corporation: Edgar Gosselin, avocat, Wilbrod Bherer, étudiant en droit, Marie-Jeanne Marcoux et E. Anne Gignac, toutes deux sténographes et filles majeures, de la Cité de Québec, et Pascal Rochette, jr., commerçant, de La Malbaie, comté de Charlevoix, dans les buts suivants:

Exercer l'industrie de propriétaires et éditeurs de papier-nouvelles, journaux, magazines, livres et autres travaux et entreprises littéraires;

of the Company, or for services or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of its business;

To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, receivers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others, and to pursue, exercise or carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

And it is hereby ordained and declared that in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its Directors or with any firm of which one or more of its Directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its Directors or stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the Director or Directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction, under the name of "Batiscan Power & Light Company";

The capital stock of the company is divided into one hundred thousand (100,000) shares without nominal or par value, and the amount with which the company will carry on its business is five hundred thousand dollars (\$500,000.00);

The allotment and issue of such one hundred thousand (100,000) shares without nominal or par value shall be made for such consideration as may be fixed from time to time by the Board of Directors of the company;

The head office of the company will be at the city and district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty-seventh day of November, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
20 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Cie de Publication du Nord, Limitée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1928, incorporating: Edgar Gosselin, advocate, Wilbrod Bherer, law-student, Marie Jeanne Marcoux and Evanne Gignac, both stenographers and spinsters, of the city of Quebec, and Pascal Rochette, jr., trader, of La Malbaie, county of Charlevoix, for the following purposes:

To carry on the business of proprietors and publishers of newspapers, journals, magazines, books and other literary works and undertakings;

Entreprendre et faire toutes les opérations qui consistent à recueillir et distribuer des renseignements de toutes sortes et espèces, de la même manière qu'une personne naturelle peut ou pourrait le faire, et en rapport avec ce qui précède, acquérir par achat ou autrement, construire, entretenir ou autrement commercer et exploiter des lignes télégraphiques sur terre et sous mer, l'expression "lignes télégraphiques" comprenant le téléphone et tous autres pour la transmission des dépêches par signaux;

Faire les affaires générales d'annonces et de publicité dans toutes leurs spécialités et acquérir et exploiter des franchises, droits et privilèges pour fins de publicité ou pour l'achat ou la vente de droits, franchises ou privilèges de publicité et faire le commerce de tous articles et choses de nature semblable ou analogue à la totalité ou aucune partie de ce qui précède ou s'y rapportant;

Acquérir, imprimer, publier, mettre en circulation, administrer et vendre des revues, publications périodiques, pamphlets, mappes, cartes, gravures, lithogravures, gravures à l'eau forte, gravures sur bois, électrotypes, images et illustrations en couleur ou sans couleur; exercer l'industrie d'imprimeurs, relieurs, lithographes, stéréotypers, graveurs, photographeurs, électrotypers, graveurs en relief, papetiers, estampeurs, dessinateurs et éditeurs, graveurs en creux, relieurs, manufacturiers de livres de comptabilité et de machines pour leur fabrication; exercer l'industrie de fabricants de papier, fabricants de sacs en papier, manufacturiers de carton, manufacturiers d'enveloppes, règleurs à la machine, numéroteurs; fabricants et commerçants de cartes blanches, cartes de visites, cartes de chemins de fer, cartes de fêtes, cartes complimentaires et de fantaisie; fabricants de boîtes, fondeurs de caractères, photographes, commerçants d'étampes, dessinateurs, fabricants d'encre, commerçants de matériaux entrant dans la fabrication de cabinet en papier, fabricants et commerçants de meubles et d'accessoires de bureaux et commerçants et manufacturiers de tous articles et choses de nature semblable et analogue; faire et exécuter tous travaux qui peuvent être nécessaires et utiles en rapport avec ce qui précède;

Importer, exporter, manufacturer, acheter, vendre et troquer des effets, denrées et marchandises de toute nature quelconque, identiques ou non à ceux mentionnés plus haut;

Etablir des concours au sujet des contributions ou renseignements qui peuvent être publiés dans aucune des publications de la compagnie, ou autrement, pour aucune des fins de la compagnie, et offrir et accorder des prix, récompenses et primes de telle nature et aux conditions qui seront jugées utiles;

Procurer et fournir ou obtenir pour aucun membre de la compagnie ou ses clients ou souscripteurs, ou les acheteurs ou possesseurs d'aucune des publications de la compagnie ou de tous coupons ou billets attachés aux publications de la compagnie, tous biens mobiliers, commodités, avantages, bénéfices ou privilèges spéciaux qui seront jugés convenables, soit à titre gratuit ou autrement;

Acheter, prendre à bail ou en échange ou obtenir autrement toutes propriétés foncières ou personnelles, et les vendre, améliorer, administrer, développer, louer, en disposer, les faire valoir ou en trafiquer autrement;

Faire un commerce d'immeubles, soit par achat, échange ou autrement; acquérir des terrains vagues, terrains améliorés ou bâtis, et les revendre,

To undertake and carry on any operations for collecting and distributing information of every sort and kind, in the same manner as an ordinary person may or might do, and in connection with the foregoing to acquire by purchase or otherwise, construct, maintain or otherwise deal in and exploit telegraph lines on land and under water, the expression "telegraph lines" including the telephone and any other for the transmission of despatches by signals;

To carry on generally the business of advertising and publicity in all their branches and to acquire and operate franchises, rights and privileges for publicity purposes or for the purchase or sale of rights, franchises or privileges of publicity and to deal in any articles and things of a similar or analogous nature to the whole or part of the foregoing or connected therewith;

To acquire, print, publish, circulate, conduct and sell reviews, periodicals, pamphlets, maps, charts, engravings, lithographs, etchings, wood cuts, electrotypes, pictures and illustrations, whether coloured or without colour; to carry on the business of printers, binders, lithographers, stereotypers, engravers, photo engravers, electrotypers, engravers in relief, stationers, stampers, designers and publishers, embossers, binders, manufacturers of account books and machines for their manufacture; to carry on the business of paper manufacturers, paper bag manufacturers, cardboard and envelope manufacturers, machine rulers, numerators, manufacturers of and dealers in plain cards, visiting cards, railway cards, holiday cards, complimentary and fancy cards; manufacturers of boxes, typefounders, photographers, stamp dealers, designers, ink manufacturers, dealers in materials entering into the manufacture of paper cabinets, manufacturers and dealers in office furniture and accessories and dealers and manufacturers of any articles and things of a similar and analogous nature; to carry on and execute any works which may be necessary and useful in connection with the foregoing;

To import, export, manufacture, purchase, sell and deal in goods, wares and merchandise of every kind whatever, identical or not to those above mentioned;

To establish competitions regarding contributions or information which may be published in any of the publications of the company, or otherwise, for any of the purposes of the company, and to offer and grant prizes, rewards and premiums of such nature and on the conditions which may be deemed fit;

To procure and supply or obtain for any member of the company or its clients or subscribers, or the purchasers or owners of any of the publications of the company or of any coupons or tickets attached to the publications of the company, any moveable property, commodities, advantages, benefits or special privileges which may be deemed suitable, either gratuitously or otherwise;

To purchase, take on lease or in exchange or obtain otherwise any real or personal property and to sell, improve, manage, develop, lease, dispose of, turn to account or otherwise deal with same;

To carry on a real estate business either by purchase, exchange or otherwise; to acquire waste lands, improved or built up lands, and to resell,

échanger ou louer, soit dans un but de spéculation ou autrement;

Hypothéquer, gager, vendre, louer, aliéner les immeubles de la compagnie ou en disposer;

Exercer toute autre industrie, manufacturière ou autre, que la compagnie croira pouvoir exercer convenablement en rapport avec son industrie, ou de nature à augmenter directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Solliciter, acheter, louer ou acquérir et aliéner de toute autre manière des caveats, brevets ou droits de brevet, améliorations et procédés enregistrés, permis, concessions, marques de fabrique, marques et dessins de commerce et choses similaires, ou tout intérêt en iceux, ou tous secrets ou renseignements relatifs à toute invention que cette compagnie croira pouvoir utiliser pour aucune des fins ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie, et utiliser, exercer, développer, vendre, louer, ou faire valoir autrement tels brevets, droits de brevet, améliorations et procédés enregistrés, permis, concessions, marque de fabrique, marques et dessins de commerce et choses semblables ou tout intérêt en iceux, ou tous secrets ou autres renseignements susmentionnés, en disposer autrement ou accorder des permis y relatifs ou les donner à bail;

Acheter ou acquérir autrement la totalité ou toute partie de l'actif, du commerce, des propriétés, franchises, clientèle, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute personne, firme ou corporation exerçant tout commerce que cette compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de tel commerce;

S'unir ou être partie à toutes conventions pour le partage des profits, l'union des intérêts, la coopération, les risques conjoints, les concessions réciproques ou pour autres fins semblables avec toute personne, firme ou compagnie exerçant ou faisant ou sur le point d'exercer ou faire tout commerce ou transaction que cette compagnie a l'autorisation d'exercer ou de faire; et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et voter pour telles valeurs, et les vendre, détenir, revendre avec ou sans garantie ou les négocier autrement;

Obtenir, posséder, détenir, vendre et revendre les actions, titres, débentures, obligations ou autres valeurs d'aucune compagnie ou corporation, et les payer totalement ou partiellement en argent, en actions, titres, en obligations, en débentures ou avec d'autres valeurs de la compagnie ou autrement, gérer, exploiter et administrer comme gérant la propriété, les franchises, l'entreprise et les affaires d'aucune corporation possédée et dont les parts, obligations, débentures ou autres valeurs sont détenues par la compagnie, moyennant le prix qui sera estimé raisonnable et approprié, garantir le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt des actions, des obligations, débentures ou autres titres, et l'exécution des contrats d'aucune telle compagnie;

Promouvoir, devenir actionnaire dans une ou plusieurs compagnies pour acquérir la totalité ou aucune partie de la propriété et du passif de la compagnie, ou pour aucun autre objet qui semblera directement ou indirectement profiter à la corporation, garantir aussi le paiement du capital, des dividendes et de l'intérêt sur les actions, parts, obligations, débentures et autres

exchange or lease same either for speculation purposes or otherwise;

To hypothecate, pledge, sell, lease, alienate the immovables of the company or dispose thereof;

To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

To apply for, purchase, lease or acquire and alienate in any other manner caveats, patents or patent rights, registered improvements and processes, permits, concessions, trade-marks, trade-names and designs and similar things or interest therein, or any secrets or information respecting any invention which the company may deem capable to utilize for any of its purposes or the acquisition of which may seem capable of directly or indirectly benefiting the company, and to utilize, exercise, develop, sell, lease or otherwise turn to account such patents, patent rights, registered improvements and processes, permits, concessions, trade-marks, trade-names and designs and similar things or any interest therein, or any secrets or other information above mentioned, to otherwise dispose of or grant permits in respect of or lease same;

To purchase or otherwise acquire the whole or any part of the assets, business, property, franchises, goodwill, privileges, contracts, rights, obligations and engagements of any person, firm or corporation carrying on any business which the company is authorized to carry on or holding property suitable for the purposes of such business;

To amalgamate with or enter into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person, firm or company carrying on or about to carry on any business or transaction which the company is authorized to carry on; and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and vote for such securities, and to sell, hold, re-sell, with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To obtain, own, hold, sell and resell the shares, stock, debentures, bonds or other securities of any company or corporation, and to pay for same wholly or partly in cash, shares, stock, bonds, debentures or other securities of the company or otherwise, manage, operate, and administer as manager the property, franchises, undertaking and business of any corporation owned and whose shares, bonds, debentures or other securities are held by the company, for such price as may be deemed reasonable and appropriate, to guarantee the payment of the capital, dividends and interest on the shares, bonds, debentures or other securities and the performance of contracts by any such company;

To promote and become a shareholder in any company or companies, for the purpose of acquiring all or any of the property or liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal, of any dividends or interest on the shares, stock, bonds, debentures

valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

Consentir des avances de deniers aux clients et autres personnes en relations d'affaires avec la compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle personne ou compagnie;

Prêter, placer et disposer des deniers de la compagnie en la manière qui sera de temps à autre déterminée;

Prélever et aider à prélever de l'argent pour et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, de débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucune autre corporation ou compagnie, garantir aussi l'exécution des contrats par aucune telle compagnie, corporation ou par toute personne ou personnes avec lesquelles la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

Vendre, louer ou autrement aliéner l'entreprise et l'actif de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération que cette compagnie croira acceptable, et particulièrement pour des actions, débentures, obligations ou valeurs de toute autre compagnie ou corporation;

Émettre et répartir, comme entièrement acquittées, des actions de la compagnie présentement constituée, en paiement partiel de tous droits de brevets ou de toutes propriétés mobilières ou immobilières, droits ou choses acquis par ou pour la compagnie;

Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie, et émettre des obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, et les gager ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables, hypothéquer, nantir ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, appartenant à la compagnie, et toute partie de son actif pour garantir toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que cette compagnie est autorisée à émettre, ou pour toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

Distribuer en espèces ou autrement, tel que décidé, par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par l'article 81 de la loi des compagnies de Québec, toutes valeurs de la compagnie à ses membres et spécialement les actions, obligations, débentures et autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou aucune partie de l'actif ou du passif de la compagnie;

Tirer, souscrire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissaires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

Faire tous les actes, exercer tous les pouvoirs et faire tout commerce appropriés à la réalisation des objets pour lesquels cette compagnie est constituée;

Faire toutes conventions avec les autorités fédérales, provinciales, municipales, locales ou autres, qui sembleront favoriser la réalisation des objets de la compagnie ou aucun d'eux, et obtenir de ces autorités tous les droits, privilèges ou concessions que cette compagnie croira à propos d'obtenir, et mener à bonne fin, exercer ces arrangements, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

Émettre, au lieu de tout autre certificat que la compagnie est autorisée à émettre au sujet d'aucune de ses actions, des certificats aux porteurs, avec ou sans coupons, pour le paiement des dividendes attachés à l'action ou les actions comprises dans les certificats;

and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To make cash advances to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such persons or companies;

To loan, invest and deal with the moneys of the company in such manner as from time to time may be determined;

To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other company or corporation, and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation or by any person or persons with whom the company may have business dealings;

To sell, lease or otherwise dispose of the undertaking and assets of the company, in whole or in part, for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures, bonds or securities of any other company or corporation;

To issue and allot as fully paid up shares of the company presently incorporated, in full payment for any patent rights or movable or immovable property, rights or things acquired by or for the company;

To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company, and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient; to hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company, and any part of its assets, for the purpose of guaranteeing any bonds, debentures, debenture-stock or other securities which the company is authorized to issue or any money borrowed for any purposes of the company;

To distribute, in specie or otherwise, as decided, any assets, as dividends legally declared out of the net profits of the Company or in the manner set out in Section 81 of the Quebec Companies' Act, among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of the Company;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

To do any acts, exercise any powers and carry on any business conducive to the attainment of the objects for which the company is incorporated;

To enter into any arrangements with any federal, provincial, municipal, local or other authorities that may seem conducive to the attainment of the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To issue in lieu of any other certificates the company is authorized to issue in respect of any share or shares, share warrants with or without coupons, for the payment of the dividend accruing on the share or shares included in the warrant;

Faire la totalité ou aucune des choses autorisées par les présentes, soit seuls ou conjointement avec d'autres ou comme facteurs ou comme agents, sous le nom de "Cie de Publication du Nord, Limitée", avec un capital total de quarante-neuf mille piastres (\$49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en les cité et district de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce septième jour de décembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
21 ALEXANDRE DESMEULES.

"Petroma, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trentième jour de novembre 1928, constituant en corporation: William-Patrick Creagh, clerc avocar, George-Taylor Hardie et John-Lawrence McCrory, commis, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Acheter, prendre en échange, souscrire ou autrement acquérir et détenir et faire le commerce d'actions, obligations, débentures ou valeurs de toutes sortes, et vendre, aliéner ou autrement disposer de toute partie de l'actif de la compagnie de temps à autre; et généralement placer les fonds ou les argents de la compagnie et changer, modifier, varier ou réaliser aucun placement, de temps à autre, et placer de nouveau leurs produits;

Conclure des arrangements avec tous gouvernements ou autorités supérieures, municipales, locales ou autres, qui pourraient favoriser l'accomplissement des objets de la compagnie ou aucun de ses objets, et obtenir de tels gouvernements ou autorités tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir; et exécuter, exercer et se conformer à tous ces arrangements, droits, privilèges et concessions;

Faire des prêts et donner crédit, et prendre ou acquérir autrement et assumer ou garantir de toute façon ou manière l'exécution de toute obligation de ou le paiement du capital ou des intérêts ou dividendes sur les titres, actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute personne, firme, compagnie, cité, ville, village et municipalité avec lesquels la compagnie a, ou pourrait avoir des relations d'affaires, ou dans les affaires, les propriétés ou la prospérité desquels la compagnie a, dans l'opinion du conseil d'administration, ou pourrait désirer d'acquérir un intérêt, ou leur aider de toute autre manière;

Vendre, louer, céder, transporter, échanger; ou aliéner autrement l'entreprise, les propriétés et l'actif de la compagnie, en tout ou en partie, comme industrie active ou dans le cours ordinaire de ses affaires ou autrement, et si jugé convenable, aux termes que la personne ou compagnie en faisant l'acquisition pourra convenir de les exploiter, utiliser et exercer, dans les limites de leur juridiction, au même degré et de la même manière que s'ils étaient exploités, utilisés ou exercés par la compagnie, et dans tout cas, pour la considération que le conseil d'administration pourra déterminer et particulièrement pour tous titres, actions, débentures ou autres valeurs;

Emettre et répartir des actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie ou ses obligations, débentures ou

To do all or any of the things hereby authorized either alone or jointly with others or as factors or agents, under the name of "Cie de Publication du Nord, Limitée", with a total capital stock of forty nine thousand dollars (\$49,000.00), divided into four hundred and ninety (490) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the Company will be in the city and district of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventh day of December, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
22 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Petroma, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of November, 1928, incorporating: William Patrick Creagh, Law Clerk, George Taylor Hardie, and John Lawrence McCrory, Clerks, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To purchase, take in exchange, subscribe for or otherwise acquire, and to hold and deal in stocks, bonds, debentures or securities of every kind, and to sell, alienate or otherwise dispose of any of the assets of the Company from time to time; and generally to make investments of the funds or moneys of the company and to change, alter, vary or realize upon any investments from time to time and to reinvest the proceeds thereof;

To enter into any arrangements with any governments or authorities, supreme, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the Company's objects, or any of them, and to obtain from such government or authority any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain; and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

To lend money or credit to, and to take or otherwise acquire and to assume or guarantee in any way or manner the fulfilment of any obligation of or the payment of the principal of or interest or dividends on the stock, shares, bonds, debentures or other securities of, and to aid in any other manner any person, firm, company, city, town, village or municipality with which the Company has or may have business relations or in the affairs, property or prosperity of which the Company has, in the opinion of the Directors, or may wish to acquire an interest;

To sell, lease, make over, transfer, exchange or otherwise dispose of the undertaking, property and assets of the Company or any part thereof, as a going concern on in the ordinary course of business or otherwise, and, if deemed advisable, on such terms that the person or company acquiring the same may agree to carry on, use and exercise the same, within the limits of their jurisdiction, to the same extent and in the same manner as if carried on, used or exercised by the Company, and in any case, for such consideration as the Directors may determine, and in particular, for any stock, shares, debentures or other securities;

To issue and allot fully or partly paid up shares of the Company's capital stock or its bonds, debentures or other securities in payment

autres valeurs, en paiement intégral ou partiel pour toute entreprise, propriété, droits ou autres privilèges ou titres, actions, obligations, débetures ou autres valeurs et rémunérer, soit en deniers comptants, ou en actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie ou avec ses obligations, débetures ou autres valeurs, toute personne, compagnie ou syndicat, pour dépenses contractées et services rendus ou à être rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie, ou toutes obligations, débetures ou autres valeurs de la compagnie ou dans ou relativement à la formation et à l'organisation de la compagnie ou en rapport avec la conduite de ses opérations;

Faire enregistrer, autoriser ou reconnaître autrement la compagnie dans toute juridiction province, territoire, état ou pays canadiens ou étrangers, et y désigner et nommer des personnes comme procureurs ou représentants de la compagnie, avec pouvoir de représenter la compagnie dans toutes affaires et accepter pour et au nom de la compagnie assignation de toutes procédures dans tout procès ou action;

Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures, ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui se rattachent ou sont appropriées à la réalisation des objets précités, faire toutes les choses précitées, ou aucune d'icelles, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autres, et par l'entremise de fiduciaires, agents ou autrement et soit seuls, soit par ou conjointement avec d'autres;

Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs susénumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, curateurs, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres, et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres, et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce direc-

tor part payment for any undertaking, property, rights or other privileges or stock, shares, bonds, debentures or other securities and to remunerate, either in cash or in fully or partly paid up shares of the Company's capital stock or in its bonds, debentures or other securities, any person, company or syndicate for expenses incurred and services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of any of the shares of the Company's capital stock or any bonds, debentures or other securities of the Company, or in or about the formation or promotion of the Company, or in connection with the conduct of its business;

To procure the Company to be registered, licensed or otherwise recognized in any Canadian or foreign jurisdiction, province, territory, state or country, and to designate and appoint persons therein as attorneys or representatives of the Company, with power to represent the Company in any and all matters and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

To distribute, in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus of the Company, or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the Company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the Company or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this Company;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this Company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, receivers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others; and to pursue, exercise or carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the Company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

And it is to be ordained and declared that in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or

teur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraaires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tel contrat ou transaction;

Et il est de plus ordonné et déclaré que s'ils y sont autorisés par un règlement sanctionné par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions, représentées à une assemblée générale convoquée pour considérer tel règlement, les directeurs pourront, quand ils le jugeront à propos:

(a) Faire des emprunts de deniers sur le crédit de la compagnie;

(b) Emettre des obligations ou autres valeurs de la compagnie et les donner en garantie ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

(c) Nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou mettre en gage les biens mobiliers ou immobiliers, présentes ou futurs, de la compagnie, pour assurer le paiement de telles obligations ou autres valeurs ou donner une partie seulement de ces garanties pour les mêmes fins, et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage ci-dessus mentionnés par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (chap. 227) ou de toute autre manière;

Hypothéquer ou nantir les biens immobiliers de la compagnie ou donner en gage ou frapper d'une charge quelconque les biens meubles, ou donner ces diverses espèces de garantie pour assurer le paiement des emprunts faits autrement que par émission d'obligations ou autres valeurs, ainsi que le paiement ou l'exécution des autres dettes, contrats et engagements de la compagnie;

Les limitations et restrictions du présent article ne s'appliqueront pas aux emprunts faits par la compagnie au moyen de lettres de change ou billets faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en faveur de la compagnie; sous le nom de "Petroma, Limited";

Le capital-actions de la compagnie est divisé en dix mille (10,000) actions sans valeur au pair ou nominale et le montant avec lequel la compagnie exercera son industrie est de cinquante mille piastres (\$50,000.00);

L'émission et la répartition des dites dix mille (10,000) actions sans valeur au pair ou nominale seront faites pour telle considération qui sera fixée de temps à autre par le bureau de direction de la compagnie. Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20), non compris les employés actuels et les anciens employés;

Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire ses actions ou débetures.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce trentième jour de novembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
23 ALEXANDRE DESMEULES.

might be adverse to the interests of the Company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors of stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

And it is to be further ordained and declared that if authorized by By-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a general meeting called for considering the By-law, the Directors may, when they deem it expedient:

(a) Borrow money upon the credit of the company;

(b) Issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(c) Notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the movable or immovable property, present or future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned by trust deed, in accordance with sections 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act, (Chap. 227), or in any other manner;

Hypothecate or mortgage the immovable property of the company, or pledge or otherwise affect the movable property or give all such guarantees to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of other debt, contract or obligation of the company;

The limitations and restrictions contained in this section shall not apply to the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Petroma, Limited".

The capital stock of the Company is divided into ten thousand (10,000) shares without nominal or par value and the amount with which the Company will carry on its business is fifty thousand dollars (\$50,000.00).

The allotment and issue of such ten thousand (10,000) shares without nominal or par value shall be made for such consideration as may be fixed from time to time by the Board of Directors of the Company;

The number of shareholders of the Company shall be limited to twenty (20), exclusive of employees and past employees;

Any invitation to the public to subscribe for shares or debentures of the Company is prohibited.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirtieth day of November, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
24 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Pinebrook, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatrième jour de décembre 1928, constituant en corporation: William-Patrick Creagh, clerc avocat, Herbert-William Jackson, comptable, et John-Lawrence McCrory, sténographe, tous de la cité et du district de Montréal, dans la province de Québec, pour les fins suivantes:

Acquérir par achat, souscription, contrat ou autrement et y faire des placements, les détenir comme placements ou autrement, vendre, s'engager à vendre et disposer ou autrement réaliser toutes sortes de valeurs, y compris, mais non dans un sens limitatif, des actions, titres, obligations, débiteures, billets, certificats, hypothèques, titres de créance, certificats de créance et certificats d'intérêt émis ou créés ou à être émis ou créés dans aucune et dans toutes les parties du monde, par des corporations, associations, sociétés, fiduciaires, syndicats, individus, gouvernements, états, municipalités et autres divisions et subdivisions politiques ou gouvernementales ou par toute combinaison, organisation ou entité quelconque, sans égard à leur forme ou au nom par lequel ils sont décrits, et tout certificat de fiducie, participation et autres et reçus prouvant un intérêt dans aucune de ces valeurs et les payer par l'émission de ses titres, bons, débiteures, ou ses autres obligations ou valeurs ou par tout autre mode de paiement quelconque; exercer aucun et la totalité des droits, pouvoirs et privilèges de propriétaires individuels ou d'intérêt relativement à aucune et à la totalité de telles valeurs ou des titres d'intérêt y afférents, y compris le droit de voter et consentir et autrement agir en ce qui les concerne; faire aucun et la totalité des actes et choses pour la préservation, protection, amélioration et augmentation de la valeur d'aucune et de la totalité de telles valeurs ou titres d'intérêt y afférents, et aider au moyen de prêts, subsides, garanties ou autrement et aider ceux qui font l'émission ou la création ou qui sont responsables pour aucune de ces obligations ou autres titres de créance, ou actions ou certificats d'intérêt ou autres valeurs possédées ou détenues par cette compagnie ou par toutes corporations dans lesquelles cette compagnie pourrait avoir un intérêt comme actionnaire ou autrement; acquérir aucune de ces valeurs ou titres d'intérêt et y devenir intéressé, comme il est dit plus haut, par souscription originale, garantie, participation dans les syndicats ou autrement et que ces valeurs ou titres d'intérêt soient entièrement libérés ou sujets à des paiements additionnels ou non, faire des paiements sur appel ou avant les appels ou autrement et les placer sur le marché et y souscrire, conditionnellement ou autrement, et soit dans un but de placement ou pour revente ou pour toutes autres fins légales;

Pour les fins de la compagnie:

Prendre, acquérir, acheter, détenir, posséder, administrer, exploiter, développer, vendre, transporter, louer, échanger, améliorer et autrement exploiter et faire le commerce et disposer d'immeubles, édifices ou tout intérêt et droits en iceux, construire, améliorer et modifier des édifices et autres constructions, faire et conclure des contrats, conventions et obligations par ou avec toute personne ou personnes, corporation ou corporations, et avec ou par cette corporation, pour l'érection, la construction, l'aménagement, l'amélioration, l'exploitation, le développement, la location, réparation, administration et contrôle

"Pinebrook, Inc."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of December, 1928, incorporating: William Patrick Creagh, law clerk, Herbert William Jackson, accountant, and John Lawrence McCrory, stenographer, all of the city and district of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

To acquire by purchase, subscription, contract or otherwise and to invest in, hold for investment or otherwise to sell, contract to sell and dispose of and otherwise realize upon all forms of securities, including, but not by way of limitation, shares, stocks, bonds, debentures, notes, scrip, mortgages, evidences of indebtedness and certificates of interest issued or created, or to be issued or created in any and all parts of the world by corporations, associations, partnerships, trustees, syndicates, individuals, governments, states, municipalities and other political and government divisions and subdivisions, or by any combinations, organizations or entities whatsoever, irrespective of their form or the name by which they may be described, and all trust, participation and other certificates of, and receipts evidencing interest in any such securities; to pay for the same by the issuance of its stock, bonds, debentures or its other obligations or securities or by any other means of payment whatsoever; to exercise any and all rights, powers and privileges of individuals ownership or interest in respect of any and all such securities or evidences of interest therein, including the right to vote thereon and to consent and otherwise act with respect thereto; to do any and all acts and things for the preservation, protection, improvement and enhancement in value of any and all such securities or evidences of interest therein, and to aid by loan, subsidy, guaranty or otherwise, those issuing, creating, or responsible for any such bonds or other evidences of indebtedness or stock or certificates of interest therein, or other securities owned or held by this company or by any corporation in which this company may have an interest as stockholder or otherwise; to acquire and become interested in any such securities or evidences of interest therein, as aforesaid, by original subscriptions, underwriting, participation in syndicates or otherwise and irrespective of whether or not such securities or evidences of interest therein be fully paid or subject to further payments; to make payments thereon as called for or in advance of calls or otherwise, and to underwrite or subscribe for the same, conditionally or otherwise, and either with a view to investment or for re-sale or for any other lawful purpose;

For the purposes of the company:

To take, acquire, buy, hold, own, manage, work, develop, sell, convey, lease, exchange, improve and otherwise operate and deal in and dispose of real estate, buildings, or any interest and rights therein, to construct, improve and alter buildings and other structures; to make and enter into contracts, agreements and obligations by or with any person or persons, corporation or corporations and with or by this corporation, for the erection, construction, equipment, improvement, work, development, leasing, repairing, management or control of any building and edifice of any kind whatsoever;

de tout édifice et construction de toute nature quelconque;

Acheter ou autrement acquérir et détenir, vendre ou autrement disposer ou autrement faire le commerce et le trafic des biens et droits réels et personnels, mobiliers ou immobiliers, et particulièrement des terrains, édifices, héritages, affaires et entreprises commerciales ou industrielles, hypothèques ou charges sur des biens personnels, contrats, concessions, franchises, annuités, brevets, permis, valeurs, polices, dettes de livres et tout intérêt dans des biens réels ou personnels, ou contre toute personne ou compagnie et des privilèges et droits litigieux de toutes sortes;

Exercer toute autre industrie que la compagnie pourra exercer convenablement en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens, droits ou produits de la compagnie ou les rendre profitables;

Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif, ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, prêts et charges pour garantir le paiement du prix d'achat de toute partie des biens de la compagnie vendus par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs ou avancée par la compagnie aux acheteurs pour fins de construction et pour d'autres améliorations;

Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie, et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie

To purchase or otherwise acquire and hold, sell, or otherwise dispose of, or otherwise deal in and with real and personal, moveable and immoveable property and rights, and in particular lands, buildings, hereditaments, business or industrial concerns and undertakings, mortgages or charges on personal property, contracts, concessions, franchises, annuities, patents, licenses, securities, policies, book debts, and any interest in real or personal property or against any person or company, and privileges and choses in action of all kinds;

To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property, rights or products;

To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or unlimited right to use, or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated, directly or indirectly, to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights, or information so acquired;

To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

To take and hold mortgages, hypothecs, loans and charges to secure payment of the purchase price of any part of the company's property sold by the company, or any money due to the company from purchasers or advances made by the company to the purchasers for building purposes or other improvements;

To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company, and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, re-sell,

et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

Payer pour tous services rendus à la compagnie ou pour toute propriété ou droit acquis par elle de la manière jugée convenable et particulièrement émettre et répartir, comme entièrement libérées et partiellement libérées, des actions de la compagnie présentement constituée, en paiement ou paiement partiel de toute propriété mobilière et immobilière ou de tous droits, bail, industrie, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, permis, concessions, titres, obligations, débetures, ou autres droits de propriété qu'elle pourra légalement acquérir en vertu des pouvoirs qui lui sont ici conférés et les payer, en tout ou en partie, totalement ou partiellement en obligations ou débetures de la compagnie, ou autrement;

Garantir le paiement du principal et des dividendes et intérêts sur les actions, titres, obligations, débetures et autres valeurs de toute compagnie, et l'exécution des contrats par toute compagnie organisée par cette compagnie ou dont elle est devenue actionnaire, ou par toute autre personne, firme, compagnie et corporation avec lesquelles la compagnie a des relations d'affaires;

Rémunérer toute personne ou compagnie pour services rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement d'aucune action ou valeur de cette compagnie, ou de toute autre compagnie dans laquelle cette compagnie a un intérêt;

Distribuer, en espèces ou autrement, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres et en particulier les actions, les obligations, les débetures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débetures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie, soit comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prescrite par l'article 81 de la Loi des Compagnies de Québec;

Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

Louer, vendre la totalité ou aucune partie de la propriété, des droits ou entreprises de la compagnie, ou en disposer autrement, pour le prix que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débetures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie;

Accepter en paiement de toute dette due à la compagnie, des actions, titres, obligations, débetures ou autres valeurs de toute compagnie;

Payer à même le capital de la compagnie toutes les dépenses contractées ou encourues pour l'incorporation et l'organisation de la compagnie;

Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets susdits et faire la totalité ou aucune des choses susdites, comme principaux, agents, entrepreneurs ou autrement et par l'intermédiaire de fiduciaires, agents ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres;

Et il est, par les présentes, ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou

with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

To pay for any services rendered to or any property or rights acquired by the company in such manner as may seem expedient, and in particular to issue and allot as fully paid up or partly paid up stock of the company hereby incorporated, in payment or part payment for any property, moveable or immovable, or for any rights, lease, business, franchise, undertaking, powers, privileges, licenses, concessions, stock, bonds, debentures, or other property rights which it may lawfully acquire by virtue of the powers hereby granted, or to pay for the same or any part thereof, wholly or partly in bonds or debentures of the company or otherwise;

To guarantee the payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any company which this company has promoted, or in which it has become a shareholder, or by any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations;

To remunerate any persons or companies for services rendered in placing or assisting in placing or guaranteeing the placing of any shares or other securities of this company, or any other company in which this company may have an interest;

To distribute, in specie or otherwise, any assets of the company among its members, and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company, either as dividends legally declared out of the surplus of the company, or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act;

To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

To lease, sell, or otherwise dispose of the business, property or undertakings of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

To accept in payment of any debt due to the company, stocks, shares, bonds, debentures or other securities of any company;

To pay out of the capital of the company all expenses in connection with or incidental to the incorporation and organization of the company;

To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and by or through trustees, agents or otherwise and either alone or in conjunction with others;

And it is hereby ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its Directors, or with any firm of which one or more of its Directors are members or employees or with any other

employés, ou avec toute autre corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction;

Et il est de plus ordonné et déclaré comme suit:

1. Le nombre des actionnaires de la compagnie, non compris les employés actuels et les anciens employés qui sont actionnaires de la compagnie et qui ont continué de l'être après avoir quitté son emploi, sera limité à vingt (20);

2. Il est interdit à la compagnie de faire appel au public pour faire souscrire les actions de la compagnie, sous le nom de "Pinebrook, Inc.";

Le capital-actions de la compagnie est composé de cinq mille (5,000) actions sans valeur au pair ou nominale et le montant avec lequel la compagnie exercera son industrie est de vingt-cinq mille piastres (\$25,000.00);

Les dites actions sans valeur au pair ou nominale seront émises et réparties pour les considérations qui seront fixées de temps à autre par le bureau de direction de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité de Montréal, dans la province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quatrième jour de décembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
25 ALEXANDRE DESMEULES.

corporation or association of which one or more of its Directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such Director or Directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the Director or Directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other Directors or stockholders acting upon or in reference to such contract or transaction;

It is further ordained and declared as follows:

1. The number of shareholders of the company, exclusive of present and past employees who are shareholders of the company and who shall continue so to be after leaving its employ, shall be limited to twenty (20);

2. Any appeal to the public to subscribe for any shares of the company is forbidden, under the name of "Pinebrook, Inc.";

The capital stock of the company shall consist of five thousand (5,000) shares without nominal or par value, and the amount with which the company will carry on its business is twenty-five thousand dollars (\$25,000.00).

The allotment and issue of such shares without nominal or par value shall be made for such consideration as may be fixed from time to time by the Board of Directors of the company.

The head office of the company will be at Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fourth day of December, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
26 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Superior Electric Phonograph Motor Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treizième jour de décembre 1928, constituant en corporation: Doris Farmer et Elmer-A. Farmer, industriels, Ernest Gauthier et Victor Michaud, comptables, Jeanne Lapointe, fille majeure usant de ses droits, tous cinq de la cité et du district de Montréal, dans les buts:

Fabriquer, vendre et généralement faire le commerce d'instruments de musique, parties et accessoires d'instruments de musique, et particulièrement d'un moteur électrique pour graphophones, et faire toutes choses en rapport avec l'exploitation d'une invention concernant les moteurs de graphophones et autres parties et accessoires pour instruments de musique;

Faire affaires comme manufacturiers et commerçants en produits de toutes sortes, et spécialement dans les instruments de musique, parties et accessoires, et pour telles fins, acquérir le commerce et l'actif, assumer les dettes de tout individu ou compagnie faisant affaires comme manufacturiers ou commerçants en pareille matière ou toutes autres matières, et en payer le prix, pour le tout ou la partie, soit pour de l'argent comptant ou pour toutes autres considérations;

Agir comme agents, agents manufacturiers, agents commissionnaires, courtiers ou représentants pour d'autres compagnies canadiennes ou étrangères, ainsi que vendre, acheter et généralement transiger en tous produits canadiens ou étrangers;

"Superior Electric Phonograph Motor Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1928, incorporating: Doris Farmer and Elmer A. Farmer, manufacturers, Ernest Gauthier and Victor Michaud, accountants, Jeanne Lapointe, spinster, in full use of her rights, all five of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, sell and generally deal in musical instruments, parts and accessories thereof and particularly an electric motor for graphophones, and to do anything connected with the exploitation of an invention respecting graphophone motors and other parts and accessories for musical instruments;

To carry on business as manufacturers of and traders in products of all kinds, and especially musical instruments, parts and accessories, and for such purposes to acquire the business and assets, assume the liabilities of any person or company carrying on business as manufacturers of or traders in such wares or any other wares, and to pay therefor, in whole or in part, either in cash or any other consideration;

To act as agents, manufacturers' agents, commission agents, brokers or representatives for any Canadian or foreign companies, and also to sell, purchase and generally deal in any Canadian or foreign products;

Céder, acquérir, louer ou autrement obtenir certains droits d'inventions, tous brevets, marques de commerce en rapport avec l'industrie des instruments de musique généralement, ou de tous autres objets mobiliers pouvant servir aux fins que se propose la compagnie;

Payer tels droits, brevets d'invention, marques de commerce, en argent comptant ou pour toutes autres considérations, et ce, pour le tout ou en partie, ainsi qu'il pourra paraître désirable;

Disposer de pareils droits d'invention, brevets, marques de commerce, ainsi que de tous droits de manufacture, ou se servir de procédés ou de secrets de fabrication, par vente ou par royauté, ou de toutes autres manières paraissant désirables, soit pour de l'argent comptant ou pour toutes autres considérations, y compris celles pouvant résider dans des parts d'autres compagnies ayant des fins similaires à celles de cette compagnie ou toutes autres fins;

Manufacturer, importer, exporter, acheter, vendre, réparer tout ou aucun des objets ci-dessus mentionnés, et aussi agir comme agents aux mêmes fins pour le compte d'autrui à l'avantage de la compagnie;

Accepter, prendre, recevoir des valeurs, parts, bons, actions, obligations d'autres compagnies ou corporations selon les intérêts de la compagnie, en paiement total ou partiel d'aucune propriété mobilière ou immobilière, actif, roulant, fonds de commerce, créances, privilèges ou tous autres avantages ou intérêts;

Vendre, louer, échanger ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou de partie d'icelle pour telles considérations ou compensations jugées suffisantes, ou encore se fusionner avec une ou d'autres compagnies, ou les absorber, ainsi qu'il paraîtra avantageux ou utile pour la compagnie;

Acheter, vendre, échanger, louer, hypothéquer, acquérir tous immeubles pour les fins de son commerce ou autrement, et en disposer et faire toutes choses en matière immobilière jugées profitables et utiles;

Faire toutes choses et accomplir tous actes propres à développer la présente entreprise et tendant à la réalisation d'un des objets ci-dessus, sous le nom de "Superior Electric Phonograph Motor Company, Limited".

Le fonds social de la compagnie est de neuf mille cinq cents (9,500) actions, sans valeur au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de quarante-sept mille cinq cents piastres (\$47,500.00).

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce treizième jour de décembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
27 ALEXANDRE DESMEULES.

"Trudelle, Roberge & Cie, Ltée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du douzième jour de décembre 1928, constituant en corporation: J.-Rosario Trudelle, marchand, Bruno Roberge, industriel et Amédée Bordeleau, rentier, tous trois de Saint-Adelphe, en le comté de Champlain, dans les buts suivants:

Manufacturer, acheter et vendre, en gros et en détail, exporter, importer, échanger, contracter et trafiquer des denrées, effets et marchandises de toutes sortes et sans restriction à la généralité

To cede, acquire, lease or otherwise obtain certain invention rights, any patents, trade-marks connected with the business of musical instruments in general and any other movable objects capable of being used for the purposes intended by the company;

To pay for such rights, patents of invention, trade-marks, in cash or any other consideration and such for the whole or for a part, as may be deemed desirable;

To dispose of such invention rights, patents, trade-marks and also of any manufacturing rights, or to make use of processes or manufacturing secrets, by sale or royalty, or in any other manner which may appear desirable, either for cash or for any other considerations, including those consisting of shares in other companies having purposes similar to those of this company, or any other purposes;

To manufacture, import, export, purchase, sell, repair all or any of the objects hereinabove mentioned, and also to act as agents of other persons for the same purposes for the advantage of the company;

To accept, take, receive securities, shares, bonds, stock, obligations of other companies or corporations, in the interest of the company, as whole or part payment for any movable or immovable property, assets, rolling stock, stock-in-trade, claims, privileges or any other advantages or interests;

To sell, lease, exchange or otherwise dispose of the company's undertaking or part thereof, for such considerations or compensations as may be deemed sufficient, or again to amalgamate with any company or companies or absorb the same, as may be deemed advantageous or useful for the company;

To purchase, sell, exchange, lease, hypothecate, acquire any immovables for the purposes of its business or otherwise, and to dispose thereof, and to carry on any real estate transactions deemed profitable or useful;

To do all things and accomplish all acts susceptible of developing the present undertaking and leading to the realization of any of the aforesaid objects, under the name of "Superior Electric Phonograph Motor Company, Limited".

The capital stock of the company shall be of nine thousand, five hundred (9,500) shares without par value and the amount with which the company will begin its operations shall be forty seven thousand five hundred dollars (\$47,500.00).

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this thirteenth day of December, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
28 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Trudelle, Roberge & Cie, Ltée".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1928, incorporating: J. Rosario Trudelle, merchant, Bruno Roberge, manufacturer, and Amédée Bordeleau, annuitant, all three of Saint Adelphe, in the county of Champlain, for the following purposes:

To manufacture, purchase and sell, wholesale and retail, export, import, exchange, contract for and deal in wares, articles and merchandise of every kind and without any restriction to the

qui précède, se livrer à des opérations et entreprises de coupe de bois de toutes sortes, et se livrer à des entreprises du flottage, charroyage et transport du bois sous toutes ses formes;

Exercer l'industrie du bois de charpente et de bois à l'état brut, de pulpe, d'entrepreneurs de travaux de construction de maisons, d'édifices publics, de chemins, de quais, d'élévateurs et de voies ferrées; exercer l'industrie du fer à l'état brut, du sable, de la pierre, de l'amiant, de la terre à l'état brut et tous autres matériaux à l'état brut, de les préparer, les fabriquer et de les manufacturer;

Acquérir, posséder, exploiter, louer et disposer à quelque titre que ce soit, des limites à bois, des terrains miniers, des carrières de pierre, des fourneaux à chaux, des briqueteries, des établissements pour la préparation du ciment, du plâtre, de l'asphalte, de l'amiant, des tuiles, du béton, des peintures, des moulins de meuniers et scieries, des chantiers forestiers et des licences de toutes sortes;

Exercer le commerce de marchands, négociants généraux, aussi acheter ou recevoir par consignation ou autrement, vendre directement ou à commission, trafiquer des denrées, provisions, fournitures, effets, articles et marchandises qui sont ou qui peuvent être vendus dans un magasin d'aucune sorte, catégorie ou description, aussi manufacturer, acheter, vendre et trafiquer toutes autres denrées et aucunes d'icelles, sous le nom de "Trudelle, Roberge & Cie, Ltée", avec un capital total de trois mille piastres (\$3,000.00), divisé en trente (30) actions de cent piastres (\$100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Saint-Adelphe, dans le district des Trois-Rivières.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce douzième jour de décembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
29 ALEXANDRE DESMEULES.

generality of the aforesaid, to carry on timber cutting operations and undertakings of any kind and carry on undertakings for the driving, carting and transportation of lumber under all the forms thereof;

To carry on the lumber and timber and pulp-wood business, to act as contractors for the building of houses, public buildings, roads, wharves, elevators and railroads; to deal in iron ore, sand, stone, asbestos, earth, in a raw state, and any other materials in a raw state, to prepare, make and manufacture the same;

To acquire, own, exploit, lease and under any title whatever dispose of timber limits, mining lands, stone quarries, limekilns, brick-kilns, establishments for the preparation of cement, plaster, asphalt, asbestos, tiles, concrete, paint, grist and saw-mills, timber yards and licenses of any kind;

To carry on business as merchants, general traders and also to purchase or receive on consignment or otherwise, sell directly or on commission, deal in wares, provisions, supplies, goods, wares and merchandise which are or may be sold in any kind, category or description of store, also to manufacture, purchase, sell and deal in any other wares and any one kind thereof, under the name of "Trudelle, Roberge & Cie, Ltée", with a total capital stock of three thousand dollars (\$3,000.00), divided into thirty (30) shares of one hundred dollars (\$100.00) each.

The head office of the company will be at Saint Adelphe, in the district of Trois Rivières.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of December, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
30 Acting Assistant Provincial Secretary.

Lettres patentes supplémentaires

"Continental Securities Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 46 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du dixième jour de décembre 1928, à la compagnie "Continental Securities Company", ratifiant un règlement qui se lit comme suit, à savoir:

1. Que le capital-actions de la compagnie soit modifié en divisant les deux mille cinq cents (2,500) actions présentes, d'une valeur au pair de \$100.00 chacune, en dix mille (10,000) actions d'une valeur au pair de \$25.00 chacune, et après telle division, les dites dix mille (10,000) actions d'une valeur au pair de \$25.00 chacune seront changées en dix mille (10,000) actions sans valeur au pair ou nominale;

1a. Le montant avec lequel la compagnie exercera son industrie sera de cinquante mille piastres (\$50,000.00);

2. Les dites nouvelles actions seront émises et réparties de la manière et dans les proportions que les directeurs jugeront à propos pour le bénéfice de la compagnie.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dixième jour de décembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
31 ALEXANDRE DESMEULES.

Supplementary Letters Patent

"Continental Securities Company".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, articles 46 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1928, to the company "Continental Securities Company", ratifying a by-law which reads as follows, to wit:

1. That the capital stock of the Company be altered by dividing the present Two thousand five hundred (2,500) shares of the par value of \$100.00 each, into Ten thousand (10,000) shares of the par value of \$25.00 each, and after such division, the said Ten thousand (10,000) shares of the par value of \$25.00 each be changed into Ten thousand (10,000) shares without nominal or par value;

1a. The amount with which the Company shall carry on operations will be Fifty thousand dollars (\$50,000.00);

2. That such new shares be issued and allotted in such manner and proportion as the Directors may deem proper for the benefit of the Company.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this tenth day of December, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
- 32 Acting Assistant Provincial Secretary.

"La Corporation de Téléphone & de Pouvoir de Québec—Quebec Telephone & Power Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 41, 47 et suivants, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du premier décembre 1928, à la compagnie "La Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec (Quebec Telephone & Power Corporation)", ratifiant un règlement de la compagnie comme suit, savoir:

Que le capital-actions de la Compagnie soit augmenté par la création de 35,000 actions additionnelles, classe A, sans valeur au pair, et 48,000 actions additionnelles classe B, sans valeur au pair;

Que les droits, privilèges, préférences, restrictions et qualifications aux classes A et B, anciennes et nouvelles, seront les suivants:

(a) Les dites actions classes A conféreront à leurs détenteurs un droit en priorité sur les détenteurs des actions de la classe B, à un dividende préférentiel non cumulatif, au taux de \$1.60 par action par année, pour la première année, de \$1.80 par année à partir de la troisième année, payables chaque année à même les profits nets disponibles pour fins de dividende, et chaque fois que le surplus de profits pour aucune année est plus que suffisant pour payer durant la dite année le dividende ci-dessus mentionné de \$1.60, \$1.80 ou \$2.00 suivant le cas, par action de la Classe A, et un dividende à raison d'un même montant par action de la classe B, alors les détenteurs des actions de la classe A auront de plus le droit de participer dans tout surplus de profits disponibles durant la dite année pour dividende sur la même base et conjointement avec les détenteurs des actions de la classe B;

(b) Les déclarations de dividendes sur les actions des dites classes A et B seront à la seule discrétion des directeurs et ne seront payables seulement que si et lorsque déclarés régulièrement, et tels dividendes pourront être payés annuellement, semi-annuellement, par trimestre ou autrement, comme les directeurs pourront le déterminer, et les directeurs pourront avant de recommander aucun dividende, mettre de côté à même les profits de la Compagnie, telles sommes qu'ils croiront à propos comme fonds de réserve pour contingences, pour réparations, améliorations et entretien d'aucune des propriétés de la Compagnie ou pour toutes autres fins que les directeurs à leur absolue discrétion croiront dans l'intérêt de la Compagnie, et ils pourront placer toutes sommes ainsi mises de côté de la manière qu'ils jugeront à propos, et de temps en temps changer tels placements et en disposer en tout ou en partie pour le bénéfice de la Compagnie, et pourront diviser le fonds de réserve en divers fonds spéciaux, comme ils le jugeront à propos, et pourront employer le ou les fonds de réserve ou aucune partie dans les affaires de la Compagnie généralement, sans être tenus de les tenir séparés des autres actifs de la Compagnie;

(c) Il n'y aura aucune préférence quant au principal ou capital des actions de la classe A et de la classe B, au cas de faillite, cession de biens, banqueroute, dissolution, liquidation ou distribution des biens de la Compagnie;

(d) Les détenteurs des actions de la classe B auront un droit à un vote pour chaque action détenue; les détenteurs des actions de la classe A

"La Corporation de Téléphone & de Pouvoir de Québec—Quebec Telephone & Power Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 41, 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of December, 1928, to the company "La Corporation de Téléphone & de Pouvoir de Québec—(Quebec Telephone & Power Corporation)", ratifying a by-law of the company, as follows, to wit:

That the capital stock of the company be increased by the creation of 35,000 additional shares, Class A, without par value, and 48,000 additional shares, Class B, without par value;

That the old and new rights, privileges, preferences, restrictions and qualifications of Classes A and B, shall be the following:

(a) The said shares, Class A, shall entitle the holders thereof, in priority over the holders of shares of Class B, to a preferred non-cumulative dividend at the rate of \$1.60 per share, per annum, for the first year, of \$1.80 per annum, from the third year, payable annually out of the net profits available for dividend purposes, and each time that the surplus profits for any year shall be more than sufficient to pay during the said year the dividend hereabove mentioned of \$1.60, \$1.80 or \$2.00, as the case may be, per share of Class A, and a dividend at the rate of a same amount per share of Class B, then the holders of shares of Class A, shall in addition have the right to participate in any surplus profits available during the said year for dividends on the same basis and jointly with the holders of Class B shares;

(b) The declaration of dividends on shares of the said Classes A and B shall be at the sole discretion of the directors and shall only be payable if and when declared regularly, and such dividends may be paid annually, semi-annually, quarterly or otherwise, as the directors may determine, and the directors may, before recommending any dividend, put aside out of the profits of the company such sums as they may deem fit as a reserve fund for contingencies, reparations, improvements and maintenance of the property of the company or for any other purposes which the directors in their absolute discretion may deem to be in the interest of the company, and they may invest any sums thus put aside in the manner which they may deem fit, and from time to time change such investments and dispose thereof in whole or in part for the benefit of the company, and they may divide the reserve fund into various special funds, as they may deem fit, and may employ the reserve fund or funds or any part thereof in the business of the company generally, without being held to keep them separate from the other assets of the company;

(c) There shall be no preference as to principal or capital of the shares of Class A and of Class B in the event of insolvency, assignment of property, bankruptcy, dissolution, liquidation or distribution of the assets of the company;

(d) The holders of shares of Class B shall be entitled to one vote for each share held; the holders of shares of Class A shall not be entitled

n'auront pas droit de vote, sauf dans les cas ci-après mentionnés aux sous-paragraphe "F. G. H.", et aussi dans le cas où pendant dix-huit (18) mois consécutifs le dividende préférentiel ci-dessus mentionné en faveur des actions classe A, n'aurait pas été déclaré et payé en entier, mais le dit droit de vote n'appartiendra aux détenteurs d'actions de la classe A que tant et aussi longtemps que la Compagnie sera en défaut, quant au paiement du dividende privilégié ci-dessus mentionné; sur déclaration et paiement du dividende régulier, les dites actions A redeviendront sans droit de vote;

(e) Toutes les nouvelles actions du capital autorisé de la Compagnie pourront être émises, attribuées et cédées par une résolution des directeurs, à tels prix, considérations, termes et conditions que les directeurs croiront recommandables, pourvu toutefois que les droits, privilèges, restrictions et qualifications attachés aux classes A et B ou à chacune d'elles, ne soient pas annulés, changés ou autrement modifiés en aucune manière;

(f) Tous les droits, préférences, privilèges, restrictions et qualifications attachés aux actions classe A et B, ou à l'une d'elles, pourront être changés, modifiés, amendés, par un ou des règlements de la Compagnie, mais aucun tel règlement ne pourra avoir force et effet, à moins qu'il n'ait été approuvé par au moins les trois quarts en nombre des votes donnés par les détenteurs des deux classes d'actions, ou de l'une des classes d'actions pouvant être affectées par les dits changements, à une assemblée spécialement convoquée à cette fin, avec en plus toute confirmation par lettres patentes supplémentaires ou par toute autre sanction qui peut ou pourrait être requise par la loi des Compagnies de Québec en pareil cas;

(g) Le capital de la Compagnie pourra être augmenté en aucun temps, en conformité à la loi des Compagnies de Québec, et les actions de tel capital ainsi augmenté, pourront être émises, attribuées et cédées par une résolution du bureau de direction comme s'il formait partie du capital ordinaire de la Compagnie et sans aucune obligation de les offrir d'abord aux actionnaires alors en existence de la Compagnie, mais aucunes telles actions du capital accru ou du capital ordinaire, ne pourront être créées et émises avec des droits, privilèges ou préférences prenant rang de priorité ou rang égal (*pari passu*), avec les actions de la classe A, à moins qu'un ou des règlements créant les dites actions n'aient été antérieurement sanctionnés par au moins les deux-tiers des votes donnés par les détenteurs des actions de la classe A à une assemblée spéciale des détenteurs de la classe A dûment convoquée à cette fin et avec en outre toute sanction pouvant être requise par la loi en pareil cas;

(h) L'entreprise "undertaking" et les propriétés de la Compagnie, comme un tout, pourront être vendues ou cédées à condition que ces transactions aient été d'abord approuvées par les votes donnés par les deux-tiers des détenteurs des actions des classes A et B, à une assemblée spéciale dûment convoquée à cette fin;

(i) Les actions d'aucune classe, anciennes et nouvelles, ne seront rachetables par la Compagnie et les droits, privilèges, préférences, restrictions et qualifications ci-dessus, remplaceront à toutes fins ceux existants;

Que le montant avec lequel la Compagnie pourra continuer ses opérations sera de \$500,000.00.

to vote, save in the event hereinafter mentioned in sub-paragraphs F. G. H. and also in the event where during eighteen (18) consecutive months the preferred dividend hereabove mentioned in favor of Class A shares should not be declared and paid in full, but the said right to vote shall only belong to the holders of Class A shares while and so long as the company shall be in default of the payment of the preferred dividend hereabove mentioned; upon declaration and payment of the regular dividend the said A shares shall again become without the right to vote;

(e) All the new shares of the authorized capital of the company may be issued, allotted and transferred by a resolution of the directors for such prices, considerations, and on such terms and conditions as the directors may deem advisable, provided however that the rights, privileges, restrictions and qualifications attached to Classes A and B or any of same, be not cancelled, changed or otherwise altered in any manner;

(f) All the rights, preferences, privileges, restrictions and qualifications attached to shares Classes A and B or any of same, may be changed, altered, amended by a by-law or by-laws of the company, but no such by-law shall have force and effect unless it has been approved by at least the three quarters in number of the votes given by the holders of both classes of shares, or of one of the classes of shares which may be affected by the said changes, at a specially called meeting for such purpose, with moreover any confirmation by supplementary letters patent or by any other sanction which may or shall be required by the Quebec Companies' Act in like case;

(g) The capital of the company may be increased at any time in conformity with the Quebec Companies' Act, and the shares of such capital thus increased may be issued, allotted and transferred by a resolution of the board of directors as if it formed part of the ordinary capital of the company and without any obligation to offer same firstly to the shareholders of the company then in existence, but any such shares of the increased or ordinary capital shall not be created and issued with rights, privileges or preferences taking priority or equal rank (*pari passu*) with the shares of Class A, unless a by-law or by-laws creating the said shares have been previously sanctioned by at least the two thirds of the votes given by the holders of the shares of Class A at a special meeting of the holders of Class A duly convened for such purpose and with moreover any other sanction which may be required by the law in like case;

(h) The undertaking and property of the company, as a whole, may be sold or transferred on condition that such transactions have been previously approved by the votes given by two thirds of the holders of shares of Classes A and B at a special meeting duly called for such purpose;

(i) The shares of any class, old and new, shall not be redeemable by the company and the hereabove rights, privileges, preferences, restrictions and qualifications shall for all purposes replace those existing;

That the amount with which the company may continue its operations shall be \$500,000.00.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce premier jour de décembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
33 ALEXANDRE DESMEULES.

"MacLachlan-Wood, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du douzième jour de décembre 1928, ratifiant un règlement de la compagnie "MacLachlan-Wood, Limited", augmentant son capital, comme suit, à savoir:

1. De dix mille piastres (\$10,000.00) à trente mille piastres (\$30,000.00) par l'émission de deux cents (200) nouvelles actions d'une valeur au pair de cent piastres (\$100.00) chacune;

2. Les dites nouvelles actions seront émises et réparties de la manière et dans les proportions que les directeurs jugeront à propos pour le bénéfice de la compagnie.

Daté du bureau du secrétaire de la province,
ce douzième jour de décembre 1928.

Le sous-secrétaire suppléant de la province,
35 ALEXANDRE DESMEULES.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this first day of December, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
34 Acting Assistant Provincial Secretary.

"MacLachlan-Wood, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of December, 1928, ratifying a by-law of the Company "MacLachlan-Wood, Limited", increasing its capital as follows, to wit:

1. From ten thousand dollars (\$10,000.00) to thirty thousand dollars (\$30,000.00), by the issue of two hundred (200) new shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each.

2. That such new shares be issued and allotted in such manner and proportion as the directors may deem proper for the benefit of the Company.

Dated at the office of the Provincial Secretary,
this twelfth day of December, 1928.

ALEXANDRE DESMEULES,
36 Acting Assistant Provincial Secretary.

Demandes à la Législature

Avis est par les présentes donné que la "Chiesa Christiana Pentecostale" s'adressera à la prochaine Session de la Législature de Québec, pour la passation d'une loi la reconnaissant comme corporation ecclésiastique dans la Province de Québec.

Les procureurs des requérants,
4747-1-4 CHENEVERT & LATTONI.

Avis est par les présentes donné que Jos.-L. Fortin et autres propriétaires intéressés dans certains prêts qui ont été faits par la Cité des Trois-Rivières comme incendiés de 1908, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi autorisant la Cité des Trois-Rivières à faire des arrangements avec eux de manière à leur permettre de diviser les hypothèques qui affectent leurs propriétés en conséquences de ces prêts, et pour permettre aussi à la Cité des Trois-Rivières de donner une quittance finale avant l'échéance de leurs obligations en cas de paiement.

Trois-Rivières, 24 décembre 1928
Pour les pétitionnaires,
49-1-4 LS-EMILE FORTIN, avocat.

Avis est, par les présentes, donné que Messieurs G. Brabant, A. Beauchamp, N. Labine, H. Charette, A. Laberge, A. Robillard, P. French, B. Weston, ex-détectives; A. Huberdeau, D. Dandeneault, J. Gagnon, ex-captaines; A. Bagot, E. Fournier, ex-lieutenants; T. Pettigrew, D. Côté, A. Dancereau, T. Bélanger, W. Danis, C. Larivière, L. Lauzon, L. Debellefeuille, W. Richard, N. Maisonneuve, O. Grignon, A. Chayer, ex-constables; et A. Lafrance, ex-sergent, anciens employés du département de la police, de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'un amendement au bill amendement la charte de la cité de Montréal, aux fins d'augmenter leurs pensions.

Les procureurs des requérants,
HYDE & AHERN.
Montréal, le 20 décembre 1928. 6463-52-4

Applications to the Legislature

Notice is hereby given that the "Chiesa Christiana Pentecostale" will apply at the forthcoming Session of the Quebec Legislature for a law recognizing it as an ecclesiastical corporation in the Province of Quebec.

CHENEVERT & LATTONI,
4748-1-4 Attorneys for Petitioners

Notice is hereby given that Jos. L. Fortin and other proprietors interested as fire-victims of 1908, in certain loans made by the city of Trois Rivières, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the obtaining of an Act authorizing the city of Trois Rivières to enter into arrangements with them so as to be enabled to divide the hypothecs affecting their properties in consequence of such loans, and also to allow the city of Trois Rivières, in case of payment, to give a final discharge before the maturing of their obligations.

Trois Rivières, December 24, 1928.
LS EMILE FORTIN, Advocate,
50-1-4 For the petitioners.

Notice is hereby given that G. Brabant, A. Beauchamp, N. Labine, H. Charette, A. Laberge, A. Robillard, P. French, B. Weston, ex-détectives; A. Huberdeau, D. Dandeneault, J. Gagnon, ex-captains; A. Bagot, E. Fournier, ex-lieutenants; T. Pettigrew, D. Cote, A. Dancereau, T. Belanger, W. Danis, C. Larivierre, L. Lauzon, L. Debellefeuille, W. Richard, N. Maisonneuve, O. Grignon, A. Chayer, Ex-Constables; and A. Lafrance, Ex-Sergeant, formerly all employed by the Police Department of the City of Montreal, will make application to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an amendment to the Bill amending the Charter of the City of Montreal, so as to increase their pensions.

HYDE & AHERN,
Attorneys for Applicants.
Montreal, December 20th, 1928. 6464-52-4

Avis public est, par le présent, donné que la cité de Lachine, corps politique et incorporé, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendement sa charte, la Loi 9 Edouard VII, ch. 86 et amendements aux fins: a) d'augmenter ses pouvoirs de taxer les cirques et autres organisations semblables; b) d'être autorisée: à répartir de nouveau le coût du pavage de la rue Notre-Dame entre la 15ième avenue et la 34ième avenue pour en prélever une partie sur toute la municipalité; à préparer le rôle de perception des taxes d'affaires et d'eau après la préparation du rôle général de perception; c) de limiter les frais d'expropriation pour l'ouverture, le redressement et l'élargissement de rues; d) de changer la date des élections générales; e) de faire décréter que les emprunts pour construction d'un filtre pour l'assainissement de la rivière Saint-Pierre et pour l'ouverture d'un boulevard traversant l'Île de Montréal, n'affecteront pas le pouvoir d'emprunt de la municipalité; f) de diviser la municipalité en quartiers; g) d'augmenter le nombre d'échevins; et pour autres fins.

Le procureur de la cité de Lachine,

A.-S. PELLETIER.

Lachine, 15 décembre 1928. 6465-52-4

CITÉ DE QUÉBEC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Québec s'adressera à la Législature de cette Province, à sa prochaine session, pour demander la révision et la refonte de son acte d'incorporation, la loi 29 Victoria, chapitre 57, et les lois qui l'amendent, et pour demander un pouvoir d'emprunt annuel de \$300,000. pour certains travaux permanents: pour modifier la procédure à suivre pour la vente de certains immeubles appartenant à la Cité et pour autres pouvoirs additionnels.

Québec, 22 décembre 1928.

Le greffier de la Cité,

6467-52-4 XAVIER CHOUNARD.

PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTRÉAL.

Avis public est par les présentes donné que "L'Association des Barbiers-Coiffeurs Licenciés de la Province de Québec" soumettra à la Législature, à sa prochaine session, pour faire amender l'article 4 de la loi 17 George V, chapitre 103, concernant le bureau de direction de ladite association, et pour faire amender ladite loi concernant les conditions auxquelles devraient se soumettre les barbiers-coiffeurs dans certaines villes pour exercer leur métier.

Montréal, 19 décembre 1928.

"L'ASSOCIATION DES BARBIERS-COIFFEURS
LICENCIÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC".

par: ARTHUR MILLARD,

6469-52-4 Président.

PROVINCE DE QUÉBEC, DISTRICT DE MONTRÉAL.

Avis public est par les présentes donné que Euclide Mathieu, docteur en médecine, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature, à la prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant le Collège des Médecins et des Chirurgiens de la Province de Québec à l'admettre à la pratique de la médecine.

Montréal, 20 décembre 1928.

6471-52-4 EUCLIDE MATHIEU.

Public notice is hereby given that the City of Lachine, a body politic and corporate, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 9 Edward VII, ch. 86 and amendments thereto, for the following purposes: a) to increase its powers to tax circuses and other similar organizations; b) to be authorized to again assess the cost of paving of Notre Dame street between 15th Avenue and 34th Avenue to levy a portion on the whole municipality; to prepare the collection roll for business and water taxes after the preparation of the general collection roll; c) to limit the costs of expropriation for the opening, reparation and widening of streets; d) to change the date of the general elections; e) to have enacted that the loans for the construction of a filter for the purifying of the river Saint Peter and for the opening of a boulevard running through the Island of Montreal shall not affect the borrowing power of the municipality; f) to divide the municipality into wards; g) to increase the number of aldermen and for other purposes.

A. S. PELLETIER,

Attorney for the City of Lachine.

Lachine, December 15th, 1928. 6466-52-4

CITY OF QUEBEC

Public notice is hereby given that the City of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the altering and revision of its act of incorporation, the Act 29 Victoria, chapter 57 and amendments thereto, and for an annual borrowing power of \$300,000. for certain permanent works; to change the procedure to be followed for the sale of certain immovable property belonging to the City and for other additional powers.

Quebec, December 22, 1928.

XAVIER CHOUNARD,

6468-52-4 City Clerk.

PROVINCE OF QUEBEC, DISTRICT OF MONTREAL.

Public notice is hereby given that "L'Association des Barbiers-Coiffeurs Licenciés de la Province de Québec" will apply to the Legislature, at its next session, for the purpose of amending the section 4 of the statute 17 George V, Chap. 103, as regard to the board of directors of the said association and to amend the said statute as regard to the conditions to exploit the profession of barber in certain towns.

Montreal, December 19th, 1928.

"L'ASSOCIATION DES BARBIERS-COIFFEURS
LICENCIÉS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC".

par: ARTHUR MILLARD,

6470-52-4 Président.

PROVINCE OF QUEBEC, DISTRICT OF MONTREAL.

Public notice is hereby given that the undersigned Euclide Mathieu, doctor in medicine, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature, at its next session, for the adoption of a law to authorize the College of physicians and surgeons of the Province of Quebec to admit him to the practice of the medicine, surgery and obstetrics.

Montreal, December 20th, 1928.

6472-52-4 EUCLIDE MATHIEU.

Avis est, par les présentes, donné que "La Maison Ste-Claire, Ltée.", corporation ayant sa place d'affaires en la cité des Trois-Rivières, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi amendement sa charte d'Incorporation à elle accordée par Son Excellence Le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, l'Honorable Charles Fitzpatrick, le 7 juin 1919, et pour en obtenir tous les droits, pouvoirs et privilèges des corporations qui ont une fin spirituelle, religieuse, éducative, charitable et de bienfaisance, et notamment:

Le changement de son nom en celui de "La Fraternité du Tiers-Ordre de St-François d'Assise du Diocèse des Trois-Rivières".

Le droit d'acquérir, louer, aliéner, emprunter, hypothéquer, agir et contracter de toute manière, pourvu qu'elle ne fasse rien d'incompatible avec la règle du Tiers-Ordre et les lois de la Province de Québec.

Le droit de fonder, établir et soutenir ou aider à établir et soutenir en tout lieu dans cette Province, des Associations, Institutions, fonds et fiducies de nature à profiter à ses membres du "Tiers-Ordre", à leurs soutiens ou alliés, et à toutes personnes quelconques particulièrement aux jeunes filles ouvrières.

Le droit de fonder et d'établir, en se conformant aux formalités requises et aux conditions exigées par la loi et les règlements du Conseil d'Hygiène de la Province de Québec, des hospices, hôpitaux, dispensaires pouvant être utiles aux membres du "Tiers-Ordre", aux personnes qui leur sont alliées et au public en général.

Le droit de souscrire ou garantir des fonds pour des fins de charité ou de bienfaisance.

Le droit d'ériger toutes constructions propres ou utiles à ces fins.

La ratification par la Législature d'une Résolution du Conseil de la Cité des Trois-Rivières, et une autre de la Commission Scolaire des Trois-Rivières, exemptant la dite Corporation de toutes taxes municipales et scolaires sur ses biens meubles et immeubles présents et à venir, aux conditions y mentionnées.

Trois-Rivières, 11 décembre 1928.

Pour la Pétitionnaire,

6481—52-4 J.-A. TRUDEL, Agent.

Avis est, par les présentes, donné que les Religieuses Carmélites, dont le but est de se livrer en commun aux œuvres de piété, de miséricorde et de charité que peut comporter la vie contemplative et les règles et règlements de leur ordre, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi les incorporant sous le nom de "Moniales Carmélites", et leur conférant, en la Province de Québec, tous les droits, pouvoirs et privilèges conformes à leur ordre ainsi que tous les droits, pouvoirs et privilèges des corporations ayant une fin spirituelle, religieuse, morale et civile.

Trois-Rivières, 10 décembre 1928.

Pour les pétitionnaires,

6483—52-4 J.-A. TRUDEL, Agent.

L'on demandera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, lors de l'étude du bill de la cité de Québec, la division en deux du quartier Saint-Sauveur.

Le procureur du comité des propriétaires

du quartier Saint-Sauveur,

6487—52-4 RODOLPHE DE BLOIS.

Notice is hereby given that "La Maison Ste-Claire, Ltée.", corporation having its place of business in the city of Three Rivers, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain the adoption of a law amending its charter of incorporation granted by His Excellency The Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, The Honourable Charles Fitzpatrick, on the 7th of June 1919, and in order to obtain all the rights, powers and privileges of corporations having a spiritual, religious, educational, charitable and benevolent purpose, and namely:

The change of its name in that of "La Fraternité du Tiers-Ordre de St-François d'Assise du Diocèse des Trois-Rivières".

The right to acquire, rent, transfer, borrow, mortgage, deal and transact in any manner, provided that no such deals or transactions shall be in any way discordant with the rules of the "Tiers-Ordre" or the laws of the Province of Quebec.

The right to create, establish and support or to help in establishing and supporting in any place in this Province, associations, institutions, funds and trust funds profitable and advantageous to its members of the "Tiers-Ordre", their supports or relatives, or any body else, and particularly to the young working girls.

The right to create and establish in compliance with the requirements and conditions of the law and with the by-laws of the Board of Health of the Province of Quebec, hospitable houses, hospitals and dispensaries which may prove to be useful to the members of the "Tiers-Ordre", the persons related to them and to the general public.

The right to subscribe or guarantee funds for charitable or benevolent purposes.

The right to build constructions proper or useful to these purposes.

The ratification by the Legislature of a resolution of the City Council of Three Rivers, and of another one of the Schools Commission of Three Rivers, dispensing the said corporation with the payment of all municipal and school taxes, to the conditions therein mentioned.

Three Rivers, December 11th, 1928.

For the Petitioner,

6482—52-4 J. A. TRUDEL, Agent.

Notice is hereby given that the 'Carmelites Nuns', whose end is to jointly devote themselves to all acts of piety, mercy and charity of the contemplative life, according to the regulations of their Order, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain the adoption of a Law incorporating themselves under the name of "Moniales Carmelites", and granting themselves, in the Province of Quebec, all the rights, attributions and privileges proper to their Order, and also all the rights, attributions and privileges of the corporations having a spiritual, religious, moral and civil end.

Three Rivers, December 10th, 1928.

For the Petitioners,

6484—52-4 J. A. TRUDEL, Agent.

Application will be made to the Legislature of Quebec, at its next session, when the Bill of the city of Quebec comes up for consideration, to divide Saint-Sauveur into two wards.

RODOLPHE DE BLOIS,

Attorney for the Committee of the prop-

erty-owners of Saint Sauveur ward.

Avis est par les présentes donné que "La Villa La Broquerie", ayant sa principale place d'affaires à Boucherville, district de Chambly, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi la constituant en corporation et pour la détermination de ses droits, pouvoirs et obligations.

Montréal, 22 décembre 1928.

Le procureur de la requérante,
6485—52-4 GUY HUDON.

Notice is hereby given that "La Villa La Broquerie", having its office at Boucherville, district of Chambly, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating it, and to determine its rights, powers and obligations.

Montreal, December 22nd, 1928.

GUY HUDON,
6486—52-4 Attorney for the Petitioner.

Avis est donné que Richard-W. LaRue, notaire, Docteur Philippe Hamel, dentiste, Eugène Audet, industriel, Cyrille Bignell, marchand, tous de la cité de Québec, et autres propriétaires riverains du Lac Beauport, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour lui demander d'amender la charte de la cité de Québec, relativement aux dispositions qui régissent l'aqueduc et les sources d'alimentation de la cité, et spécialement le paragraphe 15 de l'article 36 du Statut 29 Victoria, chapitre 57.

Le procureur des requérants,
PIERRE AUDET.

Québec, 24 décembre 1928. 6493—52-4

Notice is given that Richard W. LaRue, notary, Doctor Philippe Hamel, dentist, Eugène Audet, manufacturer, Cyrille Bignell, merchant, all of the city of Quebec, and other riparian proprietors of Lake Beauport, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the amendment of the charter of the city of Quebec, respecting the provisions which govern the aqueduct and the intake supply of the city and especially paragraph 15 of article 36 of Statute 29 Victoria, chapter 57.

PIERRE AUDET,
Attorney for the Petitioners.

Quebec, December 24th, 1928. 6494—52-4

Avis est par les présentes donné que les Commissaires d'Ecoles de la paroisse de Beauport s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi à l'effet d'abroger la loi 7 Edouard VII, chapitre 115, de mettre l'école Saint-Edouard à Beauport sous leur contrôle et d'édicter toutes dispositions nécessaires à cette fin.

Le procureur des requérants,
GUY HUDON.

Québec, le 24 décembre 1928. 6503—52-4

Notice is hereby given that the School Commissioners of the parish of Beauport will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act repealing the Act 7 Edward VII, chapter 115, granting them the control of the school Saint Edouard, at Beauport, and enacting all necessary provisions therefor.

GUY HUDON,
Attorney for the petitioners.

Quebec, December 24th, 1928. 6504—52-4

Avis public est par les présentes donné que le Conseil de la Cité des Trois-Rivières s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour lui demander la passation d'une loi amendant sa charte pour obtenir les pouvoirs suivants:

Pour autoriser le Conseil à faire fixer par les estimateurs la valeur locative sur les établissements susceptibles de payer la taxe d'affaires et qui viennent s'établir dans la cité après le dépôt ou l'homologation du rôle d'évaluation;

Pour autoriser le Conseil à imposer une taxe spéciale dite "améliorations locales", comprenant les services d'éclairage des rues, la construction d'égouts, de pavage, de trottoirs, de ponts, de tunnel, établissement ou embellissement de parcs, pour expropriations futures ou déjà faites;

Pour autoriser le Conseil à prendre à sa charge l'entretien des trottoirs en hiver et de prélever une taxe à cette fin;

Pour autoriser le Conseil à faire signifier les comptes de taxes par la poste aux contribuables, ainsi que les avis spéciaux relatifs au paiement des taxes;

Pour changer le mode de paiement de la charge additionnelle aux contribuables arriérés dans le paiement de leurs taxes, et prescrire l'intérêt à payer sur les arrérages de taxes;

Pour autoriser le Conseil à établir des zones où il sera permis ou défendu de construire des postes pour la vente de l'huile et de la gasoline aux automobiles, et établir des zones résidentielles et commerciales et prescrire le mode de construction dans ces zones;

Pour permettre au Conseil de diviser en plusieurs versements le paiement des taxes annuelles;

Pour permettre au Conseil de rémunérer ses membres;

Public notice is hereby given that the Council of the City of Trois-Rivières will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an act amending its Charter to obtain the following powers:

To authorize the Council to have the assessors fix the renting value on establishments susceptible of paying the business tax and which get established in the City after the deposit or homologation of the valuation roll;

To authorize the Council to impose a special tax called "Local improvements", including the service of lighting the streets, the construction of sewers, paving, sidewalks, bridges, tunnels, establishment or embellishment of parks, for future or already made expropriations;

To authorize the Council to undertake the maintenance of the sidewalks in winter and to levy a tax for such purpose;

To authorize the Council to have the accounts for taxes sent by mail to the ratepayers and also the special notices respecting the payment of taxes;

To change the mode of payment of the additional charge to the ratepayers in arrears for the payment of their taxes and prescribe the interest to be paid on the arrears of taxes;

To authorize the Council to establish zones where it shall be permitted or prohibited to construct stations for the sale of oil and gasoline for automobiles, and to establish residential and commercial zones and prescribe the mode of construction in such zones;

To permit the Council to divide into several instalments the payment of the annual taxes;

To permit the Council to remunerate its members;

Pour fixer des taux pour les taxis-cab;

Pour autoriser le Conseil à se faire payer pour collection des taxes scolaires;

Pour autoriser le Conseil à consolider le fonds d'amortissement pour 40 ans de 1929 ou d'une date à être fixée;

Pour établir un fonds de roulement de \$100,000.00 ou de 50% des arriérés de taxes, au moyen d'emprunt sur obligations ou billets promissaires, dans le but de flotter les arriérés de taxes.

Le greffier,

6527—52-4

ARTHUR BELIVEAU.

To fix rates for the taxi-cabs;

To authorize the Council to be paid for collection of the school taxes;

To authorize the Council to consolidate the sinking fund for 40 years from 1929 or a date to be fixed;

To establish a circulation fund of \$100,000.00 or 50% of the arrears of taxes by way of a loan on bonds or promissory notes, for the purpose of floating the arrears of taxes

ARTHUR BELIVEAU,

6528—52-4

Clerk.

Avis public est par les présentes donné que Monsieur Arsène Charlebois, Chirurgien Dentiste, de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, aux fins d'obtenir la passation d'une loi, autorisant le Collège des Chirurgiens Dentistes de la Province de Québec, à lui permettre de pratiquer sa Profession de Chirurgien Dentiste, dans la Province de Québec, après examen pour la pratique, mais sans examen pour admission à l'étude.

Montréal, 14 décembre 1928.

Le procureur du requérant,

6325—51-4

ARMAND LE BEAU.

LA CITE DE VERDUN

La Cité de Verdun donne avis qu'elle s'adressera à la Législature Provinciale, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

Expropriation, fermeture d'une partie de l'Avenue Melrose, changement des heures de votation, groupement des bureaux de votation, réglementation du trafic.

Verdun, 13 décembre, 1928.

Les procureurs de la Cité de Verdun,

6327—51-4

FAUTEUX & FAUTEUX.

Avis public est par les présentes donné que la Commission Métropolitaine de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour faire amender sa charte concernant les objets suivants: cours du Recorder dans les municipalités aidées par elle; fonds d'amortissement; aqueducs sur l'île de Montréal; boulevard projeté à travers l'île de Montréal et pour autres fins.

Montréal, 13 décembre 1928.

Le secrétaire-trésorier,

6329—51-4

E. T. SAMPSON.

Avis est par les présentes donné que Geo.-T. Davie & Sons s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine Session pour demander l'adoption d'une loi ratifiant une résolution du Conseil Municipal de la Ville de Lauzon, adoptée le 17 avril, 1928, pour déterminer pendant une période d'années l'évaluation des propriétés détenues par eux pour les fins de son industrie dans les limites de la dite ville, et autorisant la Commission Scolaire à adopter une résolution au même effet.

Québec 13 décembre, 1928.

Les procureurs de la requérante,

6331—51-4

ST-LAURENT, GAGNE, DEVLIN & TASCHEREAU.

Avis est par les présentes donné qu'une demande sera faite à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, par la Compagnie de chemin de fer Québec & Chibougamau, d'amender sa charte en changeant son nom de

Public notice is hereby given, that Arsène Charlebois, Dental Surgeon, of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for obtaining the passing of an act, to authorize the College of Dental Surgeons of the Province of Quebec, to admit him to the practice of the profession of Dental Surgeon, in the Province of Quebec, after examination for practice, but without examination for admission to study.

Montreal, 14 December, 1928.

ARMAND LE BEAU,

6326—51-4

Attorney for the petitioner.

CITY OF VERDUN

The City of Verdun gives notice that it will apply to the Provincial Legislature at its next session, for amendments to its charter on the following matters:

Expropriation, closing of part of Melrose Avenue, changing the hours of voting, grouping all polls, regulation of traffic.

Verdun, December 13th, 1928.

FAUTEUX & FAUTEUX,

6328—51-4

Attorneys for the City of Verdun.

Public notice is hereby given that The Montreal Metropolitan Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to have its charter amended concerning the following objects: Recorder's Court in aided municipalities; sinking fund; aqueducts upon the Island of Montreal; proposed boulevard across the Island of Montreal, and for other purposes.

Montreal, December 13th, 1928.

E. T. SAMPSON,

6330—51-4

Secretary-treasurer.

Notice is hereby given that George T. Davie & Sons will apply to the Legislature at its next Session, praying for an Act ratifying a resolution of the Municipal Council of the Town of Lauzon, voted on the 17th of April, 1928, to determine for a period of years the valuation of the real estate held by them for the purposes of their industry within the limits of the said parish and authorizing the School Commissioners to adopt a resolution for the same purposes.

Quebec, December 13th, 1928.

ST-LAURENT, GAGNE, DEVLIN & TASCHEREAU,

6332—51-4

Attorneys for petitioner.

Notice is hereby given that an application will be made to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session, by the "Quebec and Chibougamau Railway Company" for an Act to amend its Charter changing the name of

"La Compagnie de chemin de fer Québec et Chibougamau" en celui de "La Compagnie de chemin de fer Québec, Saguenay et Chibougamau" et pour l'autoriser à continuer son chemin de fer à partir d'un point à ou près du lac Chibougamau jusqu'à un point à ou près de la rive Sud-Est de la Baie James.

Québec, 14 décembre, 1928.

Les procureurs de la requérante,
ST-LAURENT, GAGNE, DEVLIN &
6333-51-4 TASCHEREAU.

Avis est, par les présentes, donné qu'à la prochaine session de la Législature de la Province de Québec, une requête sera présentée demandant la passation d'un bill aux fins de changer le nom de "Samuel Jacob Aronsberg" de la Cité de Verdun, dans le district de Montréal, à Samuel John Dunning.

Montréal, le 15 décembre, 1928.

Le procureur du Requérent,
6359-51-4 JOHN-E. CRANKSHAW.

Avis est par les présentes donné que "Les Sœurs de la Charité de Québec", corporation légale dûment constituée, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi à l'effet d'annexer pour toutes fins à la paroisse de Saint-Michel Archange une partie du lot numéro sept cent trente-trois (733) et les lots numéros sept cent trente-cinq (735), sept cent trente-six (736) et sept cent quarante-deux (742), tous quatre du cadastre officiel de la paroisse de Beauport; et de reviser les limites de la dite paroisse de Saint-Michel-Archange conformément aux lois qui les ont modifiées.

Québec, le 17 décembre, 1928.

Pour les pétitionnaires,
6363-51-4 PREVOST, TASCHEREAU & BRESSE.

Avis public est par les présentes donné que MM. Albert-Pancrasse L'Espérance, gérant de banque, Joseph-Maurice Bastien, avocat, et Alphonse Millette, administrateur, tous trois des cité et district de Montréal, et Raymond Masson, sculpteur, de la cité d'Outremont, district de Montréal, en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et de fiduciaires de la succession de feu l'Honorable Joseph Masson, s'adresseront à la législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale aux fins de mieux définir et d'étendre leurs pouvoirs et, notamment, de leur reconnaître et conférer le droit d'organiser une compagnie dont le capital social sera composé des biens formant le lot No 9 et d'employer les deniers de la succession à acquérir, en tout ou en partie, les parts héréditaires des héritiers qui désireront en disposer, à un prix à être convenu de gré à gré, ou déterminé par arbitrage ou expertise; aussi de proroger la date du partage de la succession, et pour autres fins.

Les procureurs des requérants,
BEAULIEU, GOVIN, MERCIER,
6365-51-4 GOVIN & TELLIER.

Avis est par les présentes donné qu'en prévision d'annexions futures au territoire de la cité de Shawinigan Falls de terrains adjacents situés dans la paroisse de Sainte-Flore, comté de Saint-Maurice, demande sera faite à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, par la Corporation de la Cité de Shawinigan Falls, pour la passation d'une loi soumettant à l'approbation du conseil de la dite Corporation de la Cité de

the Company from the "Quebec and Chibougamau Railway Company" to Quebec, Saguenay & Chibougamau Railway Company, and authorizing the Company to extend its Railway from a point at or near Lake Chibougamau, to a point at or near the south-east shore of James Bay.

Québec, December 14th, 1928.

ST. LAURENT, GAGNE, DEVLIN & TASCHEREAU,
6334-51-4 Attorneys for Petitioner.

Notice is hereby given that, at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec, application will be made by "Samuel Jacob Aronsberg", of the City of Verdun, in the District of Montreal, for the passing of a private Bill to change his name from Samuel Jacob Aronsberg to "Samuel John Dunning".

Montreal, December 15th, 1928.

JOHN E. CRANKSHAW,
6360-51-4 Attorney for Applicant.

Notice is hereby given that "Les Sœurs de la Charité de Québec", a body politic duly incorporated, with apply to the Quebec Legislature, at its next session, in order to obtain a law annexing for all purposes to the parish of Saint Michel Archange part of lot number seven hundred and thirtythree (733) and lots numbers seven hundred and thirty five (735), seven hundred and thirty six (736) and seven hundred and forty two (742), all four of the official cadaster for the parish of Beauport; and revising the boundaries of said parish of Saint Michel Archange according to the laws which modified them.

Québec, December 17th, 1928.

PREVOST, TASCHEREAU & BRESSE,
6364-51-4 For the petitioners.

Public notice is hereby given that Messrs Albert Pancrasse L'Espérance, bank manager, Joseph Maurice Bastien, barrister, and Alphonse Millette, manager, all of the city and district of Montreal, and Raymond Masson, sculptor, of the city of Outremont, district of Montreal, in their quality of testamentary executors and trustees of the estate of the late Honourable Joseph Masson, shall apply to the legislature of the Province of Quebec, during its next session, in order to obtain a special law for the purposes of better defining and extending their powers and, more particularly, of acknowledging and granting the power to organize a company, the capital stock whereof shall consist of the property forming lot No 9 and of using the monies of the estate to acquire, in whole or in part, the shares of the heirs who may desire to dispose of same, at a price to be agreed upon or to be fixed by arbitrators or experts; also for the purpose of postponing the partition of the estate and for other purposes.

BEAULIEU, GOVIN, MERCIER, GOVIN & TELLIER,
6366-51-4 Attorneys for Applicants.

Notice is hereby given that in prevision of the future annexation of certain adjacent lands situate in the parish of Sainte Flore, county of Saint Maurice, to the territory of the city of Shawinigan Falls, application shall be made to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, by the Corporation of the City of Shawinigan Falls, for the passing of an Act submitting to the approval of the Council of the

Shawinigan Falls toutes subdivisions cadastrales de toute partie du territoire de la dite paroisse de Sainte-Flore situé dans un rayon de deux milles des limites du territoire de la dite cité de Shawinigan Falls et tout plan et livre de renvoi officiels comportant telles subdivisions.

Shawinigan Falls, 18 décembre 1928.

Les procureurs de la requérante,
6371—51-4 DESILETS & ASSELIN.

"La Corporation de Garantie de Titres et de Fiducie du Canada", donne avis qu'elle s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte pour lui permettre de recevoir des dépôts en argent, en garantir le remboursement et émettre des reçus ou certificats de placements garantis pour tels dépôts, et permettre aux personnes qui placent les biens d'autrui de faire des placements dans des certificats de placements garantis par la Compagnie, pour permettre à la Compagnie d'avoir un ou plusieurs sceaux et pour lui permettre de faire signer les documents de la Compagnie par tout procureur autorisé sous son sceau et pour autres fins.

Montréal, 19 décembre 1928.

"LA CORPORATION DE GARANTIE DE TITRES ET DE FIDUCIE DU CANADA"

Le secrétaire,
6397—51-4 E. LEMIEUX.

Canada, Province de Québec.

Avis est par les présentes donné que Joseph Arthur Lapierre, comptable, de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi ratifiant et validant, à toutes fins que de droit, la vente d'un immeuble faite par la succession de Ferdinand Poirier à Léontine Lacroix, veuve de ce dernier, passée devant C. Paquet, notaire, le 14 janvier 1920, et enregistrée à Hochelaga et Jacques-Cartier, sous le No 391204.

Le pétitionnaire,
J.-A. LAPIERRE.

Montréal, 19 décembre 1928. 6399—51-4

Avis public est, par les présentes donné, que la Commission des Ecoles Catholiques de Montréal, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, afin d'obtenir certains amendements aux lois qui régissent cette corporation, et notamment l'autorisation: a) d'un pouvoir d'emprunt n'excédant pas deux millions de dollars (\$2,000,000.00); b) de la vente de gré à gré des propriétés immobilières de la Commission non utilisées pour fins scolaires; c) de procéder devant la Commission des Services Publics pour l'acquisition, par voie d'expropriation, de propriétés immobilières, et pour autres fins.

Montréal, ce dix-neuvième jour de décembre mil neuf cent vingt-huit.

Le procureur de la requérante,
6401—51-4 AYMÉ LAFONTAINE.

Avis est par les présentes donné que Les Révérendes Dames Marie-Zélia Mercier, dite mère Saint-Albert, supérieure, Marie-Eméline Goulet, dite mère Saint-Lucien, assistante, Marie-Elmire Gagné, dite mère Sainte-Cécile, économe, et Marie-Aldina Mongeau, dite mère Saint-Edmond, secrétaire, toutes quatre des Sœurs de la Charité de Québec, demeurant actuellement à Thetford-les-Mines, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa

said Corporation of Shawinigan Falls all the cadastral subdivisions of any part of the territory of the said parish of Sainte Flore situate within a radius of two miles from the limits of the territory of the said city of Shawinigan Falls and any official plan and book of reference comprising such subdivisions.

Shawinigan Falls, December 18, 1928.

DESILETS & ASSELIN,
6372—51-4 Attorneys for the Petitioner.

"The Title Guarantee and Trust Corporation of Canada", hereby gives notice that it shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for an Act amending its charter so that it may receive deposits of money, guarantee the reimbursement thereof and issue guaranteed investment receipts or certificates in respect thereof, and allow persons who invest moneys belonging to other persons to invest moneys in such guaranteed investment certificates or receipts of the Company, to allow the Company to have one or more seals and to allow it to have the documents of the Company signed by any lawfully empowered attorney under its seal and for other purposes.

Montreal, December 19th, 1928.

"THE TITLE GUARANTEE AND TRUST CORPORATION OF CANADA"

E. LEMIEUX,
6398—51-4 Secretary.

Canada, Province of Quebec.

Notice is hereby given that Joseph Arthur Lapierre, of Montreal, accountant, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for the adoption of a law ratifying and validating, for all purposes of right, the sale of an immoveable property made by the Estate of Ferdinand Poirier to Leontine Lacroix, widow of the latter, passed before C. Paquet, notary, the 14 January, 1920, and registered at Hochelaga and Jacques Cartier under the No. 391204.

J. A. LAPIERRE,
Petitioner.

Montreal, 19th December, 1928. 6400—51-4

Public notice is hereby given that the Catholic School Commission of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, in order to obtain certain amendments to the laws which govern such corporation, and especially for authorization: a) for borrowing power not exceeding two million dollars (\$2,000,000.00); b) for the private sale of the Commission's immoveable property, not in use for school purposes; c) to proceed, before the Public Service Commission, for the acquisition, by means of expropriation, of immoveable property, and for other purposes.

Montreal, this nineteenth day of December, nineteen hundred and twenty eight.

AYMÉ LAFONTAINE,
6402—51-4 Attorney for the Petitioner.

Notice is hereby given that the Reverendes Dames Marie Zélia Mercier, dite Mère Saint Albert, supérieure, Marie Emelina Goulet, dite Mère Saint Lucien, assistante, Marie Elmire Gagné, dite Mère Sainte Cécile, économe, et Marie Aldina Mongeau, dite Mère Saint Edmond, secrétaire, all four of Les Sœurs de la Charité de Québec, actually residing at Thetford Mines, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a

prochaine session, pour en obtenir une loi les constituant en corporation sous le nom de "L'Hôpital de Saint-Joseph de Thetford-Mines Sud", définissant ses fins, et lui accordant tous les pouvoirs et droits habituellement conférés à ces corporations, avec en outre le droit d'établir un cimetière.

Québec, le 6 décembre 1928.

Pour les pétitionnaires,
6203—50-4 PREVOST, TASCHEREAU & BRESSE.

Avis est, par les présentes, donné qu'à la prochaine session de la Législature de la province de Québec, une requête sera présentée au nom de Alfred-John Gillett, de la cité d'Outremont, dans le district de Montréal, demandant la passation d'une loi l'autorisant à adopter sa nièce Thérèse Sénécal.

Montréal, le 11 décembre 1928.

Le procureur,
6219—50-4 JOHN-P. CALLAGHAN.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie dite "The Royal Trust Company", corporation légalement constituée ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi amendement et changeant la charte de la compagnie en pourvoyant (a) Que la compagnie pourra avoir un ou plusieurs sceaux communs et que les documents signés au nom de la compagnie par tout procureur légalement autorisé sous son sceau lieront la compagnie comme s'ils étaient scellés avec son propre sceau; et (b) Que la compagnie pourra recevoir des dépôts d'argent, en garantissant le remboursement et émettre des reçus ou certificats de placement garantis pour tels dépôts, et que les personnes obligées, en vertu des dispositions de l'article 981° du Code Civil, de faire des placements de deniers, suivant qu'il est pourvu au dit article, soient autorisées à faire des placements de deniers dans tels certificats ou reçus de placement garantis de la compagnie.

Montréal, le 11 décembre 1928.

Les procureurs de la requérante,
6221—50-4 BEAULIEU, GOUIN, MERCIER,
GOUIN & TELLIER.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Soulanges Power Company" s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi amendement sa charte (1 George V, chapitre 81) et renouvelant et étendant les pouvoirs accordés par la dite charte, et particulièrement lui permettant de changer la location du canal qu'elle est autorisée, par sa charte, à construire et augmentant et changeant ses pouvoirs d'expropriation.

Montréal, le 5 décembre 1928.

Les procureurs de la requérante,
6223—50-4 BEAULIEU, GOUIN, MERCIER,
GOUIN & TELLIER.

CITE DE MONTREAL

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Montréal s'adressera à la Législature de Québec, lors de sa prochaine session, pour obtenir certains amendements à sa charte, le statut 62 Victoria, chapitre 58, et aux différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

Suppression de certains mots devenus inutiles dans les articles 35a et 176a; élections: nomination des sous-officiers rapporteurs, signature

law constituting them in corporation under the name of "L'Hôpital de Saint Joseph de Thetford-Mines Sud", defining its ends, and granting it all the powers and rights usually conferred upon such corporations, together with the right to establish a cemetery.

Quebec, December 6th, 1928.

PREVOST, TASCHEREAU & BRESSE,
6204—50-4 For the petitioners.

Notice is hereby given that at the next Session of the Legislature of the Province of Quebec, an application for Private Bill will be presented in the name of Alfred John Gillett, of the City of Outremont, in the District of Montreal, asking for the passage of a Private Bill to authorize the adoption by him of his niece Thérèse Senecal.

Montreal, December 11th, 1928.

JOHN. P. CALLAGHAN,
6220—50-4 Attorney.

Notice is hereby given that "The Royal Trust Company", a body corporate having its head office in the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next session thereof, for an Act amending and varying the Charter of the Company by providing (a) that the Company may have a Common Seal or Seals and that documents signed on behalf of the Company by any lawfully empowered attorney under his seal shall be binding upon the Company as if sealed with its own seal; and (b) that the Company may receive deposits of money, guarantee the repayment thereof and issue guaranteed investment receipts or certificates in respect thereof, and that persons required under the provisions of 981° of the Civil Code to invest moneys as therein provided, be authorized to invest moneys in such guaranteed investment certificates or receipts of the Company.

Montreal, December 11th, 1928.

BEAULIEU, GOUIN, MERCIER,
6222—50-4 GOUIN & TELLIER,
Attorneys for Petitioner.

Notice is hereby given that "The Soulanges Power Company" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act amending its Charter (1 George V, Chapter 81) and renewing and extending the powers granted under the same, and in particular by permitting it to change the location of the canal which it is empowered by its Charter to build and by extending and changing its powers of expropriation.

Montreal, 5th December 1928.

BEAULIEU, GOUIN, MERCIER,
6224—50-4 GOUIN & TELLIER,
Attorneys for Petitioner.

CITY OF MONTREAL

Public notice is hereby given that the City of Montreal will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for certain amendments to its Charter, the Act 62 Victoria, chapter 58, and to the different Acts amending the same, on the following matters:

Suppression of certain words that have become useless in articles 35a and 176a; elections: appointment of deputy returning officers, signing

de certaines procurations, avis relatif aux décomptes, appels en cas de contestation, nombre d'électeurs par bureau de votation, identification des électeurs; referendums: pour emprunts, nombre d'électeurs par bureau de votation, heures de votation; réglementation: jeux et amusements, travaux exécutés la nuit, enlèvement de la neige des ruelles, entretien des trottoirs, exposition de vieux matériaux sur terrains privés, frais re: causes de fermetures au cadenas, fermeture des endroits publics pour violation des lois ou règlements, coupes ou excavations dans les ruelles privées, pose de plaques sur automobiles d'un certain poids, pénalité pour infractions à certains règlements; taxes: sur certains courtiers, sur commerçants de viande venant de l'extérieur, sur magasins temporaires, pour l'inspection des établissements des marchands de viande à commission, en rapport avec la rétrocession d'immeubles vendus par le shérif, sur bureaux de placement, sur automobiles, exemption sur certains terrains appartenant à la Cité dans d'autres municipalités, exemption accordée par l'ancienne ville de Maisonneuve à la Succession A. Desjardins; chauffeurs de camions-automobiles d'un poids élevé et de voitures de roulage; répartition de l'intérêt sur chacun des versements re: travaux permanents ou expropriations; prescription en rapport avec rôles d'évaluation ou de contribution foncière ou rôles de perception; avis de réclamation re: chutes sur le trottoir; expropriations: rôle de répartition, rue Rachel, rue Hochelaga, rue Sherbrooke, répartition du coût de certaines expropriations, quartier Notre-Dame-de-Grâces, indemnité à accorder, paiement du coût, chemin de la Côte St-Luc; achat de terrains pour non-paiement de taxes: construction de viaducs, tunnels, passerelles, etc., et pose de conduites, de câbles etc.; changement de limites des quartiers; emprunts: achat et aménagement de terrains de jeu, marchés publics, incinérateurs et dépendances, tunnels, système d'alarme d'incendie, système d'alarme et de signaux pour le département de police, postes de police et de pompiers, cour des jeunes délinquants, ponts Viau et Lachapelle; signature de quittances; ratification d'actes, de résolutions et de règlements; terme d'office du maire et des échevins; disposition des fonds provenant du pouvoir d'emprunt; paiement du coût des pavages; revision de la liste électorale.

Le greffier de la Cité,
J.-ETIENNE GAUTHIER.

Bureau du greffier de la Cité,
Hôtel de ville.

Montréal, 12 décembre, 1928. 6253—50—4

Avis est par les présentes donné que Jacob Friedman, Harry Rosenbaum, Benjamin Michalson, Aaron Genzer, Meyer Sierkin, Simcha B. Schwartz, marchands, et Israel Tannenhouse, Michael Tannenhouse, plombiers, et Jacob Charness et Abraham Joseph Signer, révérends, tous de la cité et du district de Montréal, s'adresseront à la Législature de cette province, à sa prochaine session, pour les constituer en corporation, sous le nom de "Congregation Beth Joseph", avec pouvoirs d'acquérir et posséder des propriétés mobilières et immobilières, de tenir des registres des actes de l'état civil, et exercer tous les autres droits inhérents aux corporations religieuses pour toutes autres telles fins.

Montréal, le 28 décembre 1928.

Le procureur des requérants,
67—1—4 I. J. CHARNESS.

of certain powers of attorney, notice in connection with recounts, appeals in contestation cases, number of electors per poll, identification of electors; referendums: re: loans, number of electors per poll, polling hours; regulation: games and amusements, works carried out at night, removal of snow from lanes, maintenance of sidewalks, depositing of old materials on private lands, costs re: padlocking cases, closing of public places for infraction of laws or by-laws, cuts or excavation in private lanes, affixing of plates to automobiles of a certain weight, penalty for infraction of certain by-laws; taxes: on certain brokers, on meat dealers coming from outside points, on temporary stores, for inspection of the establishments of commission meat dealers, in connection with the retrocession of properties sold by the Sheriff, on employment offices, on automobiles, exemption on certain lands belonging to the City in other municipalities, exemption granted by the former Town of Maisonneuve to the A. Desjardins Estate; chauffeurs of heavy motor trucks and of common carriers' vehicles; distribution of interest charges over each of the instalments re: permanent works or expropriations; prescription in connection with valuation or assessment rolls or tax collection rolls; notice of claims re: falls on sidewalks; expropriations: apportionment roll, Rachel Street, Hochelaga Street, Sherbrooke Street, apportionment of the cost of certain expropriations, Notre Dame de Grâce ward, indemnity to be awarded, payment of cost, Côte St. Luc Road; purchase of lots for non-payment of taxes; construction of viaducts, tunnels, overhead bridges, etc., and laying of conduits, installation of cables, etc.; change of the boundaries of wards; loans: purchase and equipment of play-grounds, public markets, incinerators and appurtenances, tunnels, fire alarm system, alarm and signal system for the Police Department, police and fire stations, Court for Juvenile Delinquents, Viau and Lachapelle bridges; signing of discharges: ratification of deeds, resolutions and by-laws; term of office of the Mayor and Aldermen; how funds derived from the borrowing power to be disposed of; payment of cost of pavings; revision of voters' list.

J. ETIENNE GAUTHIER,
City Clerk.

City Clerk's Office,
City Hall,

Montreal, 12th December, 1928. 6254—50—4

Notice is hereby given that Jacob Friedman, Harry Rosenbaum, Benjamin Michalson, Aaron Genzer, Meyer Sierkin, Simcha B. Schwartz, merchants, and Israel Tannenhouse, Michael Tannenhouse, plumbers, and Jacob Charness and Abraham Joseph Signer, Reverends, all of the City and District of Montreal, will apply to the Legislature of this Province, at its next session, to be incorporated under the name of "Congregation Beth Joseph", with powers to acquire and possess moveable and immoveable property; to keep registers of acts of civil status, and to exercise all other rights incorporate to religious corporations for all other such purposes.

Montreal, December 28th, 1928.

I. J. CHARNESS,
68—1—4 Attorney for Petitioners.

Département des affaires municipales

Department of Municipal Affairs

CHAMBRE DU CONSEIL EXECUTIF

Québec, le 28 décembre 1928.

PRESENT: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Attendu qu'une résolution passée par le conseil municipal du village de Saint-Moïse, dans le comté de Matapédia, le septième jour de décembre 1928, a fait voir à Son Honneur le lieutenant-gouverneur que la publication de tout avis, règlement ou résolution du dit conseil municipal à être faite en vertu du code municipal de la province de Québec, pourra se faire dans la langue française seulement, sans préjudice pour aucun des habitants de la dite municipalité; et attendu que toutes les formalités de la loi ont été remplies;

Il est ordonné que les avis, règlements et résolutions du dit conseil municipal du village de Saint-Moïse, dans le comté de Matapédia, dont la publication est prescrite par les dispositions du code municipal de la province de Québec, se publient à l'avenir dans la langue française seulement.

Le greffier du Conseil Exécutif,

A. MORISSET.

Publié en conformité de l'article 131 du Code municipal de la province de Québec.

Le sous-ministre des Affaires Municipales,

OSCAR MORIN.

Québec, 28 décembre, 1928.

83

EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER.

Quebec, December 28, 1928.

PRESENT: the Lieutenant-Governor in Council.

Whereas, by resolution passed by the municipal council of the village of Saint Moïse, in the county of Matapédia, the seventh day of December, 1928, it hath been shewn to His Honour the Lieutenant-Governor that the publication of any notice, by-law or resolution of the said municipal council to be made under the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, may be so made in the French language only, without detriment to any of the inhabitants of said municipality, and whereas all the formalities required by law have been observed;

It is ordered that the notices, by-laws and resolutions of the said municipal council of the village of Saint Moïse, in the county of Matapédia, the publication of which is required by the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, be henceforth published in the French language only.

A. MORISSET,

Clerk Executive Council.

Published in conformity with article 131 of the Municipal Code of the Province of Quebec.

OSCAR MORIN,

Deputy Minister of Municipal Affairs.

Quebec, December 28, 1928.

84

Actions en séparation de biens

Actions for separation as to property

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No E-46070. Cour Supérieure. Aurore Goyette, épouse commune en biens de Avila Brien dit Desrochers, demanderesse; vs Avila Brien dit Desrochers, charretier, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 15e jour de décembre 1928.

Montréal, le 27 décembre 1928.

Le procureur de la demanderesse,

37-1-4

H.-N. GARCEAU.

Province de Québec, District de Montréal, No C-44175. Cour Supérieure. Eglantina Demers, de Montréal, épouse de Arthur Lecompte, employé civique, du même lieu, demanderesse; vs Ledit Arthur Lecompte, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28 décembre 1928.

Montréal, 28 décembre 1928.

Les procureurs de la demanderesse,

39-1-4

RHEAUME & GAUTHIER.

Province de Québec, District d'Iberville, No 1267. Cour Supérieure. Dame Régina Lafleur, de la Cité de Saint-Jean, District d'Iberville, épouse commune en biens de William Alain, cantonnier, des mêmes lieux, demanderesse; vs William Alain, cantonnier, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse, dûment autorisée, contre le défendeur, le 8 juin 1928.

St-Jean, 26 décembre 1928.

Les procureurs de la demanderesse,

41-1-4

POULIN & DEMERS.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. E-46070. Superior Court. Aurore Goyette, wife common as to property of Avila Brien dit Desrochers, plaintiff; vs Avila Brien dit Desrochers, carter, City and District of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 15th day of December 1928.

Montreal, December 27th, 1928.

H. N. GARCEAU,

38-1-4

Attorney for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, No. C-44175. Superior Court. Eglantina Demers, of Montreal, wife of Arthur Lecompte, civic employee, of the same place, plaintiff; vs said Arthur Lecompte, defendant.

An action in separation as to property has been instituted on the 28th of December 1928.

Montreal, December 28th, 1928.

RHEAUME & GAUTHIER,

40-1-4

Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Iberville, No. 1267. Superior Court. Dame Regina Lafleur, of the city of Saint John's, district of Iberville, wife common as to property of William Alain, section-man, of the same place, plaintiff; vs William Alain, section-man, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted by the plaintiff, duly authorized, against the defendant, on the 8th of June, 1928.

Saint John's, December 26, 1928.

POULIN & DEMERS,

42-1-4

Attorneys for the plaintiff.

Dans la Cour Supérieure, province de Québec, district de Montréal, No 38918.

Dame Mary Jane Allum, de Montréal, épouse de Herbert F. Hartland, agent, du même endroit, a poursuivi son dit mari en séparation de biens.

Montréal, 20 décembre 1928.

Le procureur de la demanderesse,

ROYAL E. C. WERRY.

355 rue Saint-Jacques,
(Chambre 309)

6451-52-4

Province de Québec, district de Chicoutimi, dans la Cour Supérieure, No 2958. Dame Annabelle Tremblay, de Laterrière, épouse de Adélard Gagnon, journalier, de Laterrière, dûment autorisée à ester en justice, demanderesse; vs le dit Adélard Gagnon, de Laterrière, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, le onzième jour de décembre 1928.

Chicoutimi, 23 décembre 1928.

Le procureur de la demanderesse,

6453-52-4

RAOUL GAGNON.

Dans la Cour Supérieure pour la province de Québec, District de Montréal, No. D-45024. Dame Doralice Denis, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens d'Oscar Lussier, marchand, de la cité et du district de Montréal, demanderesse; contre Oscar Lussier, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

La demanderesse a institué contre le défendeur une action en séparation de biens.

Montréal, le 14 décembre 1928.

Les procureurs de la demanderesse,

6315-51-4

SHULMAN & SHULMAN.

Province de Québec, District d'Abitibi, No 2015. Cour Supérieure. Dame Victoria Lamontagne, d'Amos, épouse de Pierre Fortin, jusqu'à ces derniers temps de Dalquier, et maintenant de lieux inconnus, demanderesse; vs Ledit Pierre Fortin, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 7ième jour de septembre 1928.

Amos, ce 5 décembre, 1928.

Le procureur de la demanderesse,

6211-50-4

L.-A. LADOUCEUR.

Province de Québec, District de Montréal, No C-44016. Cour Supérieure. Dame Louisa-Georgiana Robson, de la cité et du district de Montréal, épouse commune en biens de Barthelomea Lefebvre, des mêmes lieux, agent d'immeubles, demanderesse; vs Le dit Barthelomea Lefebvre, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le dixième jour de décembre 1928.

Montréal, le 11 décembre 1928.

Les procureurs de la demanderesse,

CHAUVIN, WALKER, STEWART & MARTINEAU.
6217-50-4

Province de Québec, District de Montréal, No. B-37999. Cour Supérieure. Dame Corinne Dagenais, épouse commune en biens de Joseph-Alcide Beaumier, médecin, de la cité et du district de Montréal, demanderesse; vs Joseph-Alcide Beaumier, médecin, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été inten-

In the Superior Court, Province of Quebec, District of Montreal, No. 38918.

Dame Mary Jane Allum, of Montreal, wife of Herbert F. Hartland, agent, of the same place, has sued her said husband in separation as to property.

Montreal, December 20th, 1928.

ROYAL E. C. WERRY,

Attorney for Plaintiff.

355 Saint James Street,
(Room 309)

6452-52-4

Province of Quebec, District of Chicoutimi, in the Superior Court, No. 2958. Dame Annabelle Tremblay, of Laterrière, wife of Adélard Gagnon, labourer, of Laterrière, duly authorized to *ester en justice*, Plaintiff; vs the said Adélard Gagnon, of Laterrière, Defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause on the eleventh day of December, 1928.

Chicoutimi, December 23, 1928.

RAOUL GAGNON,

Attorney for the Plaintiff.

6454-52-4

In the Superior Court for the Province of Quebec, District of Montreal, No. D-45024. Dame Doralice Denis, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Oscar Lussier, merchant, of the City and District of Montreal, Plaintiff; against Oscar Lussier, of the City and District of Montreal, defendant.

The plaintiff has taken against the defendant an action for separation as to property.

Montreal, December 14th, 1928.

SHULMAN & SHULMAN,

Attorneys for plaintiff.

6316-51-4

Province of Quebec, District of Abitibi, No. 2015, Superior Court. Dame Victoria Lamontagne, of Amos, wife of Pierre Fortin, until lately of Dalquier, and now of parts unknown, plaintiff; vs the said Pierre Fortin, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this cause the 7th day of September, 1928.

Amos, December 5, 1928.

L. A. LADOUCEUR,

Attorney for Plaintiff.

6212-50-4

Province of Quebec, District of Montreal, No. C-44016. Superior Court. Dame Louisa-Georgiana Robson, of the City and District of Montreal, wife common as to property of Barthelomea Lefebvre, of the same place, Real Estate Agent, plaintiff; vs The said Barthelomea Lefebvre, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this case on the 10th day of December 1928.

Montreal, December 11th 1928.

CHAUVIN, WALKER, STEWART & MARTINEAU,
6218-50-4

Attorneys for plaintiff.

Province of Quebec, District of Montreal, No. B-37999. Superior Court. Dame Corinne Dagenais, wife common as to property of Joseph-Alcide Beaumier, physician, of the city and district of Montreal, plaintiff; vs Joseph-Alcide Beaumier, physician, of the city and district of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has

tée en cette cause le sixième jour de décembre 1928.

Les avocats de la demanderesse,
6257-50-4 BARIL & TOUSIGNANT.

been instituted in this cause on the sixth day of December, 1928.

6258-50-4 BARIL & TOUSIGNANT,
Attorneys for plaintiff.

Avis divers

"THE BEACON COAL COMPANY, LIMITED".

Règlement spécial "A"—Que le nombre des directeurs de la compagnie soit changé en diminuant le nombre des dits directeurs de cinq à trois.

Montréal, le 4e jour de décembre 1928.

Le secrétaire,
63 F.-G. BUSH.

Miscellaneous Notices

"THE BEACON COAL COMPANY, LIMITED".

Special By-Law "A"—That the number of Directors of the Company be varied by decreasing the number of such Directors from five to three.

Montreal, 4th day of December, 1928.

64 F. G. BUSH,
Secretary.

Bureaux-chef

"CIE DE PUBLICATION DU NORD, LTEE".

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Cie de Publication du Nord, Ltée", constituée en corporation par lettres patentes le septième jour de décembre 1928, et ayant son bureau chef en la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 80 rue Saint-Pierre, dans le bureau de MM. Rochette & Gosselin, en la dite Cité de Québec.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Québec, ce douzième jour de décembre, 1928.

43 Le président,
GERARD MARQUIS.

JOSEPH ELIE, LIMITEE

Avis est donné que la compagnie "Joseph Elie, Limitée", constituée en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec le 16 novembre, 1928, et ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, a établi son bureau au No. 393 rue Hibernia.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce 24 décembre, 1928.

45 Le président,
JOSEPH ELIE.

"CIE DE PUBLICATION DU NORD, LTEE".

Notice is hereby given that the company "Cie de Publication du Nord, Ltée", incorporated by Letters Patent on the seventh day of December, 1928, and having its head-office in the city of Quebec, has established its office at No. 80 Saint Peter street, in the office of Messrs Rochette & Gosselin, in the said city of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head-office.

Dated at Quebec, this twelfth day of December, 1928.

44 GERARD MARQUIS,
President.

JOSEPH ELIE, LIMITEE

Notice is hereby given that the company "Joseph Elie, Limitée", incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 16th of November, 1928, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at No. 393 Hibernia street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head-office.

Dated at Montreal, this 24th of December, 1928.

46 JOSEPH ELIE,
President.

Examens du barreau—Bar Examinations

BARREAU DES TROIS-RIVIERES. — BAR OF THREE RIVERS.

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT.—CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE LAW.

Examens de janvier 1928—Examinations, January 1928.

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence
Lesage.....	Joseph-Miville.....	26	Louiseville, Cte Maskinongé.

Le secrétaire du Barreau des Trois-Rivières,
MAURICE LAURIN,
Secretary of the Bar of Three Rivers.

Les Trois-Rivières, le 24 décembre 1928.—Three Rivers, December 24th, 1928.

6501-02-52-2

BARREAU DE MONTREAL. — BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A LA PRATIQUE DU DROIT. — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF THE LAW.

Examens du 8 janvier 1922. — Examinations, January 8th, 1922.

Noms — Names	Prénoms — Surnames	Age	Résidence — Residence
1.—Archambault	Gaston	24	Outremont.
2.—Barré	S. C. V.	31	Montréal.
3.—Beauregard	Philippe	24	"
4.—Coveler	David	27	"
5.—Casey	Paul-Charles	24	"
6.—Dénéchaud	Jean	25	"
7.—Desjardins	Roméo	27	Outremont.
8.—Fortin	Maurice	26	St-Sébastien.
9.—Gauthier	Jean	23	Westmount.
10.—Hurteau	Paul	23	Montréal.
11.—Lafamme	J.-J.-Oscar	26	St-Hyacinthe.
12.—Lapierre	Georges-Émile	21	Joliette.
13.—Laidley	Wendell H.	26	Montréal.
14.—Lemire	Gérard	29	"
15.—Lévesque	Léonidas	24	"
16.—Lévesque	Paul-Henri	24	"
17.—Lévesque	Théodore	23	Westmount.
18.—Marchand	Jean-Charles	24	St-Jérôme.
19.—Munnoch	Norman Allan (Ont. Bar.)	30	Montréal.
20.—Oxorn	Milan	42	"
21.—Rodier	Lucien	24	Outremont.
22.—Roux	Lucien	24	Montréal.
23.—Tarte	Jean-Louis	24	Westmount.
24.—Viau	Paul	24	Outremont.
25.—West	Alfred M.	27	Montréal.
26.—Wilson	Alexander (Alberta Law Society)	45	Montréal-Est.
27.—Laurence	Ulric G.	24	Montréal.

Le secrétaire du Barreau de Montréal.

CHARLES CODERRE.

Secretary of the Bar of Montreal.

Montréal, le 26 décembre 1928. — Montreal, December 26th, 1928.

6490-6500—52-

BARREAU DE MONTREAL. — BAR OF MONTREAL.

CANDIDATS POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT. — CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF THE LAW.

Examens du 8 janvier 1929 — Examinations, January 8th, 1929.

Nom — Name	Prénom — Surname	Age	Résidence — Residence	Collèges — Colleges
Dupré	Jules	20	Outremont.	Collège St-Jean-Berchmans, Anvers et Collège Ste-Marie.

Le secrétaire du Barreau de Montréal.

CHARLES CODERRE.

Secretary, Bar of Montreal

6497-8—52-2

Montréal, le 26 décembre 1928 — December 26th, 1928.

BARREAU DE LA PROVINCE DE QUEBEC. — BAR OF THE PROVINCE OF QUEBEC.

LISTE DES ASPIRANTS A LA PRATIQUE DU DROIT. — LIST OF CANDIDATES FOR THE PRACTICE OF LAW.

Examens du 8 janvier 1929. — Examinations of the 8th of January, 1929.

Noms — Names	Prénoms — Forename	Age	Résidence — Residence
Dionne	Jean-Paul	25 ans-years	Beauportville, P.Q.
Germain	Stanislav	24 " "	Québec, P.Q.
Galipeault	Langis	24 " "	"
Joyal	Albert	26 " "	Yamaska, P. Q.
Pelletier	Albert	26 " "	Québec, P.Q.
Viel	Réal	25 " "	Rivière-du-Loup, P.Q.

Par ordre — By order,

Le secrétaire du Barreau de Québec.

ANTOINE LEMIEUX.

Secretary of the Bar of Québec.

Québec, le 31 décembre 1928. — December 31st, 1928.

85-86—1-2

Failli

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No. E-13960. Cour Supérieure. Wong Wen, demandeur; vs Wong Suey, défendeur, et Le dit Wong Suey, de la Cité et District de Montréal, buandier, actuellement de la Prison de Bordeaux, débiteur, et Le dit Wong Wen, créancier.

Avis est par le présent donné que ledit débiteur a fait ce jour cession de ses biens pour le bénéfice de ces créanciers, au bureau du protonotaire de la Cour Supérieure, à Montréal.

Montréal, le 21 décembre, 1928.

Le gardien provisoire,
51 WILLIAM GEORGE FINLAYSON.

Insolvent

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. E-13960. Superior Court. Wong Wen, plaintiff; vs Wong Suey, defendant, and The said Wong Suey, of the City and District of Montreal, laundry man, presently residing in the common gaol of Bordeaux, debtor, and The said Wong Wen, creditor.

Notice is hereby given that the said debtor has this day abandoned his effects for the benefit of his creditors, at the office of the prothonotary of the Superior Court, at the City of Montreal, in the District of Montreal.

Montreal, 21st December, 1928.

WILLIAM GEORGE FINLAYSON,
52 Provisional Guardian.

Liquidation—Avis de

RE: SHIPWORKMEN'S MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION OF THE PORT OF MONTREAL

Avis est par les présentes donné que l'association ci-haut mentionnée sera liquidée volontairement; que cette association a discontinué de prendre des contrats depuis le quinzième jour d'avril 1928; que J. Griffith, 218 Bâtisse de la Chambre de Commerce, Montréal, est le liquidateur que l'association se propose de nommer, le 17ème jour de décembre 1928.

Montréal, le 15 décembre 1928.

Les procureurs de "Shipworkmen's Mutual Benefit Association of the Port of Montreal",
ATWATER, BEAUREGARD & PHILLIMORE.
6511—52-2

Winding up Notice

RE: SHIPWORKMEN'S MUTUAL BENEFIT ASSOCIATION OF THE PORT OF MONTREAL

Notice is hereby given that the above association will be voluntarily wound up; that contracts have ceased to be taken since the fifteenth day of April, 1928; that J. Griffith, 218 Board of Trade Building, Montreal, is the liquidator whom the association proposes to appoint on the 17th day of December, 1928.

Montreal, December 15th, 1928.

ATWATER, BEAUREGARD & PHILLIMORE,
Attorneys for the "Shipworkmen's Mutual Benefit Association of the Port of Montreal."
6512—52-2

Ventes—Loi de faillite

Canada, Province de Québec, District de Hull, Loi de faillite No 1723.

Dans l'affaire de "Hull Amusement Park, Limited", corps politique légalement constitué ayant son principal siège d'affaires en la cité de Hull, district de Hull, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le SEPTIEME jour de FEVRIER, 1929, à DEUX heures de l'après-midi, seront vendus par enchère publique, au bureau du shérif, (ou en toute autre salle que le shérif mettra à la disposition du syndic soussigné), dans le palais de justice en la Cité de Hull, les immeubles suivants, savoir:

1. Cette partie du lot numéro treize du cadastre pour le quartier numéro un de la cité de Hull, aux plan et livre de renvoi officiels de la dite cité, et telle partie de lot plus particulièrement décrite comme suit: commençant à un point situé sur le côté sud du chemin d'Aylmer, à cent cinquante pieds à l'ouest de la ligne de division entre le lot treize et le lot quinze du susdit quartier un; de là en allant vers l'ouest en suivant la ligne sud du dit chemin d'Aylmer, jusqu'à un point situé au centre d'un ruisseau traversant le chemin d'Aylmer; de là en longeant la ligne centre du dit ruisseau, en allant vers le sud jusqu'à la ligne nord du droit de passage ou voie ferrée de la "Hull Electric Company"; de là en allant vers l'est en longeant la ligne nord de la dite voie ferrée de la

Sales—Bankruptcy Act

Canada, Province of Quebec, District of Hull. Bankruptcy Act, No. 1723.

In the matter of "Hull Amusement Park, Limited", a body politic duly incorporated having its head office in the city of Hull, district of Hull, authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the SEVENTH day of FEBRUARY, 1929, at TWO o'clock in the afternoon, the immoveable properties hereinafter described shall be sold by auction sale, at the Sheriff's Office, or in any other hall which the sheriff may place at the disposal of the undersigned Trustee, in the Court House of the city of Hull, namely:

All that property known and described according to the official plan and book of reference for ward number one of the city of Hull, as part of lot thirteen (13) which may be more particularly described as follows: starting at a point on the south side of the Aylmer macadamized road at one hundred and fifty feet (150) west of the line dividing lot thirteen from lot 15 fifteen in said ward one; thence going in a westerly direction, following the south side of the Aylmer macadamized road to a point in the center of the gully or creek crossing the Aylmer Road; thence following the center line of said creek going in a southerly direction to the north side of the right of way of the "Hull Electric Railway"; thence going in an easterly direction, following the north side of the said

"Hull Electric Company" jusqu'à un point situé à cent cinquante pieds à l'ouest de la ligne de division entre les lots susdits treize et quinze; de là en allant vers le nord dans une ligne parallèle à la dite ligne de division entre les lots treize et quinze et à cent cinquante pieds à l'ouest d'icelle jusqu'au point de départ; et bornée comme suit: au nord par le chemin d'Aylmer, au sud par la voie ferrée de la "Hull Electric Company"; à l'est par la portion est du lot treize et à l'ouest par l'extrême portion ouest du même lot treize; le tout contenant six acres de terre en superficie plus ou moins et sujet à un droit de passage pour piétons sur la partie est du susdit lot treize, établi en faveur du propriétaire du lot neuf du dit quartier un.

2. Cette partie du lot quatorze du susdit quartier numéro un de la cité de Hull, et tellé partie de terrain plus particulièrement décrite comme suit: Commencant à un point situé sur la ligne sud de la voie ferrée de la Hull Electric et du Pontiac Pacific Railways à cent cinquante pieds à l'ouest de la ligne de division entre les lots quatorze et trois cent quarante du susdit quartier un; de là, en allant vers l'ouest en suivant la ligne sud de la dite voie ferrée jusqu'à un point situé au centre du susdit ruisseau; de là, en allant vers le sud en suivant la ligne centrale du susdit ruisseau jusqu'à la rivière Ottawa; de là, en allant vers l'est en suivant la rivière Ottawa jusqu'à un point situé à cent cinquante pieds à l'ouest de la ligne de division entre les susdits lots quatorze et trois cent quarante; de là, en allant vers le nord dans une direction parallèle à la ligne de division entre les lots quatorze et trois cent quarante à une distance de cent cinquante pieds à l'ouest d'icelle jusqu'au point de départ; bornée comme suit: Au nord par la voie ferrée de la Hull Electric Company et du Pontiac Pacific Railways; au sud par la rivière Ottawa, à l'ouest par la partie extrême ouest du susdit lot quatorze et à l'est par la partie extrême est du susdit lot quatorze, et le tout contenant seize acres de terre en superficie, plus ou moins—avec toutes les bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances pouvant appartenir à "Hull Amusement Park, Limited."

Les immeubles susdits seront vendus conformément aux termes d'un jugement de la Cour Supérieure du district de Hull, en matière de faillite, rendu le 29ième jour de décembre 1928 et portant le numéro 1723 des dossiers de la dite Cour, et pour avoir l'effet du décret.

Les titres et certificats peuvent être examinés à demande, au bureau du syndic.

Cette vente est faite conformément aux dispositions prescrites aux termes des articles 716 et 717 et suivants, C. P. C., et de l'article 20, paragraphe 4 A, B, C, etc., de la loi de faillite.

Conditions: Sujet aux obligations et réserves mentionnées dans le cahier des charges; paiement: Argent comptant.

Hull, ce 29ième jour de décembre 1928.

Le syndic,

F.-A. LABELLE.

DE LABELLE & DESROSNIERS,
Notaires.

165 rue Principale, Hull.

53—1-2

right of way of the "Hull Electric Railway", to a point at one hundred and fifty feet (150) from the division line between lots thirteen and fifteen, thence going in a northerly direction following a line parallel to the line dividing lots thirteen and fifteen and at one hundred and fifty feet (150) therefrom to the point of commencement, and bounded as follows: to the north by the Aylmer macadamized road; to the south by the right of way of the "Hull Electric Railway"; to the east by the easterly portion of said lot thirteen, and to the west by the most westerly part of the said lot thirteen in said ward one, containing thereabout six acres more or less without any guarantee as to precise measurement, and subject to a certain right of way for foot passage over the easterly portion of said lot thirteen, established for the benefit of owner of lot number nine in said ward one (Homestead Inn).

2. All that property known and described according to the official plan and book of reference for ward number one of the city of Hull, as part of lot number fourteen and more particularly described as follows: starting on a point of the south side of the right of way of the Hull Electric and the Pontiac Pacific Railways, at one hundred and fifty feet (150) from the division line between lots fourteen and lot three hundred and forty of said ward one; thence going in a westerly direction following the south side of the right of way of the Hull Electric and the Pontiac Pacific Railways to the center of a creek; thence going in a southerly direction, following the said center line of the said creek to the Ottawa River, thence going in an easterly direction following the said Ottawa River with the stream to a point at one hundred and fifty feet from the line dividing lots fourteen and three hundred and forty; thence going in a northerly direction parallel to the said dividing line between lots three hundred and forty and fourteen at one hundred and fifty feet therefrom to the place of beginning and bounded as follows, viz: to the north by the right of way of the Hull Electric and the Pontiac Pacific Railways, to the south by the Ottawa River, to the west by the most westerly portion of lot fourteen and to the east by the most easterly part of lot fourteen and containing about sixteen acres more or less without any guarantee as to precise measurement,— the whole with all the buildings thereon erected and belonging to the "Hull Amusement Park, Limited."

The above described properties shall be sold according to a judgment rendered by the Superior Court of the District of Hull, sitting in Bankruptcy, rendered on December the 29th 1928, and bearing No 1723 of the records of the said Court.

The titles and certificates may be examined at the office of the Trustee on demand;

This sale shall be made pursuant to articles 716, 717, C. C. P., and also to article 20 of the Bankruptcy Act, paragraphs 4, a, b, c, etc.

Conditions: Subject to the obligations and reserves mentioned in the list of charges;

Payment: Cash.

The whole to be sold in block.

Hull, this 29th day of December, 1928.

F. A. LABELLE,

Trustee.

OF LABELLE & DESROSNIERS,

Notaries.

Hull, P. Que.

54—1-2

Cour Supérieure. (En faillite).

Canada, province de Québec, district de Montréal, No. 80. Dans l'affaire de Lorne Schwartz, marchand, de Montréal, district de Montréal, Qué., Cédant autorisé.

Avis public est par les présentes donné que suivant jugements de la Cour Supérieure, siégeant en Faillite, rendus respectivement en date du 12 et du 13 décembre 1928, le soussigné vendra par enchères publiques, le MARDI, DOUZIÈME jour de FEVRIER 1929, à ONZE heures de l'avant-midi, au bureau du shérif, au Palais de Justice à Montréal, séparément, les immeubles suivants, savoir:

"A"

"Un certain emplacement faisant front sur la rue Saint-Paul Ouest à Montréal, connu et désigné comme étant le numéro quarante-et-un (41) du quartier Ouest en la cité de Montréal, de formes irrégulières, borné en front au Sud-Est, par la rue Saint-Paul Ouest, en arrière au Nord-Ouest par le lot numéro quarante-trois (43) du même cadastre, d'un côté au Nord-est par les lots numéros quarante et quarante-trois (40 & 43) du même cadastre, et de l'autre côté au sud-ouest partie par le lot No quarante-deux (42) et partie par la rue Saint-Eloi—avec bâtisses dessus érigées portant les numéros 281 à 285 inclusivement de la rue Saint-Paul, et le numéro 5 de la dite rue Saint-Eloi, dont les murs sont mitoyens avec les propriétés adjacentes, sujets au droit de passage et de vue existant en faveur du lot numéro quarante-trois (43) dans la cour située en arrière de la dite bâtisse, et droit de passage sur une certaine lisière de terrain mesurant huit pieds de largeur par trente-quatre pieds et six pouces de profondeur à partir de la dite rue Saint-Eloi, située la dite lisière de terrain à l'extrême partie Nord-Ouest du dit lot numéro quarante-et-un (41);

Un dépôt de \$3200.00 sera exigé de chaque enchérisseur suivant jugement rendu par la Cour Supérieure le 20 décembre 1928.

"B"

Un certain emplacement avec bâtisses dessus érigées situé sur la rue Prince-Arthur à Montréal, connu et désigné sous le numéro sept (No 7) de la subdivision officielle du lot numéro huit cent quatre-vingt-cinq (885-7) des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Louis—avec droit de mitoyenneté au mur Sud-Ouest.

Un dépôt de \$600.00 sera exigé de chaque enchérisseur, suivant jugement rendu par la Cour Supérieure le 20 décembre 1928.

Conditions de vente: Comptant.

Ces ventes seront faites conformément aux exigences de l'Article 45, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8 de la Loi des Faillites, chapitre 11 des Statuts Révisés du Canada 1927, et de façon à donner à la dite vente l'effet du décret.

Le cahier des charges pourra être examiné au bureau du soussigné.

Le syndic,
FRED.-H. POPE.

Tél. Main 6705-7521.

407, rue McGill, Montréal.
Montréal, le 21 décembre 1928.

55—1-2

Superior Court. In Bankruptcy.

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 80. In the matter of Lorne Schwartz, merchant, of Montreal, district of Montreal, Que., Authorized Assignor.

Public notice is hereby given that according to judgments of Superior Court dated respectively the 12th & the 13th of December 1928, the undersigned shall sell by public auction, on TUESDAY, the TWELFTH day of FEBRUARY 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon, at the Sheriff's office in the Court House at Montreal, separately, the following immovables:

"A"

A piece of land fronting on Saint Paul Street West in Montreal, known as lot number forty-one (41) of the West ward in the city of Montreal, of irregular forms, bounded in front to the South East by Saint Paul Street, West, in rear to the North-West by lot number forty-three (43) of the same plan and book of references, on one side to the North-East by lots forty & forty-three (40 & 43) and on the other side to the South West, partly by lot forty-two (42) and partly by Saint Eloi Street—with buildings thereon erected bearing numbers 281 to 285 inclusively of Saint Paul Street West and number 5 of Saint Eloi Street with right of *mitoyen* wall with the adjoining properties, subject to a right of passage and of sight existing in favor of lot number forty-three in the yard, and right of passage existing on a certain strip of land measuring eight feet wide by thirty-four feet and six inches long from Saint Eloi Street, located the said strip of land on the extreme North-West part of said lot number forty-one (41);

A deposit of \$3200.00 will be required from each bidder, according to a judgment rendered by Superior Court on the 20th of December 1928.

"B"

A piece of land with buildings thereon erected located on Prince-Arthur Street, in the city of Montreal, and designated under number seven of the official subdivision of the original lot number eight hundred and eighty-five (885-7) of the official plan and book of references of the Saint Louis Ward, with right of *mitoyenneté* on the South-West gable wall;

A deposit of \$600.00 will be required from each bidder, according to a judgment rendered by Superior Court on the 20th day of December 1928.

Conditions of sale: Cash.

These sales shall be made pursuant to the provisions of article 45, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 & 8 of the Bankruptcy Act, Chapter 11 of the Revised Statutes of Canada 1927, so as to give the said sales the effect of a sheriff's sale.

The list of charges may be examined at the office of the undersigned.

FRED. H. POPE,
Trustee.

Tel. Main 6705-7521

407 McGill St., Montreal.

Montreal, December the 21st, 1928. 56—1-2

Province de Québec, district des Trois-Rivières, No. 183.

Dans l'affaire de Elzéar Leblanc, de la Cité de Grand'Mère, y faisant affaires seul sous la raison sociale de "La Crèmerie de Grand'Mère, Enrg.", Grand'Mère, Qué., cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'une ordonnance en date du douzième jour de décembre, mil neuf cent vingt-huit, portant le numéro cent quatre-vingt-trois de la Cour Supérieure siégeant en matière de faillite, à Trois-Rivières, le terrain suivant avec les édifices y dessus érigés appartenant à cette faillite, sera offert en vente à l'enchère, à l'heure et à l'endroit mentionnés ci-après:

"Un terrain à Grand'Mère, mesurant cinquante (50) pieds de largeur sur la profondeur de cent vingt (120) pieds, borné en front et du côté nord-ouest par des rues; en profondeur par Prosper Laviolette et du côté sud-est par John Gagné, faisant partie des numéros cent trente-huit et cent trente-neuf (p. 138 et p. 139) du cadastre hypothécaire de Ste-Flore—avec maison, manufacture et bâtisses y érigées".

Pour être vendu LUNDI, le VINGT-HUITIEME jour du mois de JANVIER, mil neuf cent vingt-neuf, à DIX heures de l'avant-midi, à la porte de l'église de la paroisse Saint-Paul, en la Cité de Grand'Mère, Comté de Champlain.

La vente se fera au plus haut enchérisseur.

Les titres et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du Syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716 et 717) du C. P. C., et aussi à l'article quarante-cinq (45) de la loi de faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Le syndic,

LEO DUGAL.

Bureau: Edifice Banque Canadienne

Nationale, Grand'Mère. 6339—51-2

Province of Quebec, District of Trois-Rivières, No. 183.

In the matter of Elzéar Leblanc, of the city of Grand'Mère, and there carrying on business alone under the firm name and style of "La Crèmerie de Grand'Mère, Enrg.", Grand'Mère, Que., Authorized Assignor.

Notice is hereby given that in virtue of an order dated the twelfth day of December, one thousand nine hundred and twenty eight, bearing number one hundred and eighty three of the Superior Court sitting in Bankruptcy, at Trois-Rivières, the following lot of land with the buildings thereon erected belonging to the said bankruptcy shall be offered for sale by auction, at the hour and place hereinunder mentioned:

A lot of land at Grand'Mère, measuring fifty (50) feet in width by the depth of one hundred and twenty (120) feet, bounded in front and on the northwest side by the streets, in depth by Prosper Laviolette and on the southeast side by John Gagné, forming part of numbers one hundred and thirty eight and one hundred and thirty nine (Pt. 138 and Pt. 139) on the registration cadastre for Sainte Flore—with a house, factory and buildings thereon erected.

To be sold on MONDAY, the TWENTY EIGHTH day of the month of JANUARY, one thousand nine hundred and twenty nine, at TEN o'clock in the forenoon, at the door of the church of the parish of Saint Paul, in the city of Grand'Mère, county of Champlain.

The sale shall be made to the highest bidder.

The titles and certificates may be examined at any time on applying to the office of the undersigned trustee.

This sale shall be made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716-717) C. C. P., and also to article 45 of the Bankruptcy Act, and has the effect of a sheriff's sale.

Terms of payment: cash.

LEO DUGAL,

Trustee.

Office: Banque Canadienne Nationale

Building, Grand'Mère. 6340—51-2

Dans l'affaire de: Jos. Prevost, Saint-Ignace de Giffard, Québec, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que VENDREDI le VINGT-CINQUIEME jour de JANVIER 1929, à ONZE heures de l'avant-midi, sera vendu à l'enchère publique, à nos bureaux, 71 rue Saint-Pierre, Québec, Edifice La Banque Canadienne Nationale, l'immeuble suivant:

1. A la charge des paiements futurs de la répartition d'église et suivant leurs échéances respectives, le lot numéro (203-1) deux cent trois-un du cadastre officiel de la ville de Montmagny—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu en bloc.

Cette vente est faite suivant les dispositions de l'article 45 de la Loi de Faillite, et a les mêmes effets qu'une vente faite par le shérif.

Conditions de paiement:—Suivant la Loi.

Pour conditions de vente et autres informations, s'adresser aux soussignés.

Les syndics,

J.-ARTHUR LARUE, EUGENE TRUDEL &

6375—51-2

EDOUARD PICHER.

In the matter of: Jos. Prevost, Saint Ignace de Giffard, Quebec, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that on FRIDAY, the TWENTY FIFTH day of JANUARY, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon, there will be sold by public auction, at our offices, 71, Saint Peter Street, Quebec, La Banque Canadienne Nationale Building, the following immovable:

1. Subject to the future payments of the church assessment and according to their respective maturities, the lot number (203-1) two hundred and three-one on the official cadastre for the town of Montmagny—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold in block.

This sale is made pursuant to the provisions of article 45 of the Bankruptcy Act and has the same effect as a sheriff's sale.

Conditions of payment: According to law.

For conditions of sale and other information, apply to the undersigned.

J. ARTHUR LARUE, EUGENE TRUDEL &

6376—51-2

EDOUARD PICHER,

Trustees.

*Sous la Loi de faillite**Under the Bankruptcy Act.*

Vente à l'encan. Dans l'affaire de J.-G. Vermette, hôtelier, Saint-Joseph-de-Beauce, Qué., cédant autorisé.

Avis est par le présent donné que JEUDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de JANVIER 1929, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale de Saint-Joseph-de-Beauce, Qué., un immeuble de cette faillite tel que ci-après décrit:

Item A.—Un certain terrain ou emplacement de la contenance de un arpent et un quart de profondeur sur une largeur de un demi-arpent, la largeur se mesurant le long du terrain de la compagnie du Québec Central, lequel emplacement est connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre pour la paroisse de Saint-Joseph-de-Beauce, comme partie du lot numéro six cent trente-deux-B (632b), étant toute cette partie du dit lot se trouvant du côté sud-ouest de la ligne du chemin de fer Québec Central—avec l'hôtel dessus construit, circonstances et dépendances; borné en front vers le nord-est au terrain de ladite compagnie Québec Central, en arrière vers le sud-ouest partie aux lots numéros six cent vingt-quatre et six cent vingt-cinq appartenant à Jean-Marie Lessard et Marcel Lessard, d'un côté vers le sud-est au lot numéro six cent trente-deux et de l'autre côté vers le nord-ouest au lot numéro six cent trente et un.

Un droit de passage en commun avec les dits Jean-Marie et Marcel Lessard pour vaquer et circuler devant l'hôtel à partir du chemin de fer Québec Central à aller jusqu'à la rivière Chaudière.

Cet item sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur.

Les titre et certificat peuvent être examinés en tout temps en s'adressant aux bureaux du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles sept cent seize et sept cent dix-sept (716 et 717) du C. P. C. et aussi à l'article quarante-cinq de la Loi de faillite; cette vente équivaut à la vente au shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Québec, le 18 décembre 1928.

Le syndic,

R. ERNEST LEFAIVRE.

Bureaux: 147 côte de la Montagne,
Québec, Qué.

6419—51-2

Province de Québec, District de Montréal, No 119. Cour Supérieure "En faillite".

In re: Jovite Duquette, Constructeur, Cédant autorisé, & Georges Duclos, Syndic requérant.

Avis est par les présentes donné qu'en vertu d'un jugement du Régistrare de la Loi de Faillite, District de Montréal, en date du 24ème jour de décembre, 1928, seront vendus par encan public, au bureau du shérif de Montréal, le JEUDI, SEPTIÈME jour de FEVRIER, 1929, à ONZE heures de l'avant-midi, les immeubles ci-après désignés:

DESIGNATION

1. Un emplacement ayant front sur la rue Drolet, en la Cité de Montréal, contenant trente pieds de largeur par quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur, et composé de (a) la subdivision numéro dix-huit cent quatre-vingt-quatorze du lot numéro deux mille six cent quarante-trois

Auction sale. In the matter of J. G. Vermette, hotel-keeper, Saint Joseph de Beauce, Que., authorized assignor.

Notice is hereby given that on THURSDAY, the TWENTY FOURTH day of JANUARY, 1929, at TWO o'clock in the afternoon, there will be sold by public auction, at the door of the parochial church of Saint Joseph de Beauce, Que., an immoveable in this matter such as hereunder described:

Item A.—A certain lot of land or emplacement measuring one arpent and one quarter in depth by a width of one half arpent, the width being measured along the land of the Quebec Central Company, the said emplacement being known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Joseph de Beauce as part of lot number six hundred and thirty two-B (632b) being all that part of said lot situate on the southwest side of the line of the Quebec Central Railway—with the hotel thereon erected, circumstances and dependencies; bounded in front to the northeast by the land of the said Quebec Central Company, in the rear to the southwest partly by lots numbers six hundred and twenty four and six hundred and twenty five, belonging to Jean Marie Lessard and Marcel Lessard, on one side to the southeast by lot number six hundred and thirty two and on the other side to the northwest by lot number six hundred and thirty one.

A right of way in common with the said Jean Marie and Marcel Lessard to travel and circulate before the hotel from the Quebec Central Railway to the Chaudiere River.

The said item shall be offered for sale to the highest and last bidder.

The titles and certificate may be examined at any time by applying at the offices of the undersigned trustee.

This sale is made pursuant to articles seven hundred and sixteen and seven hundred and seventeen (716 and 717) of the C. C. P., and also article forty five (45) of the Bankruptcy Act, which gives it the effect of a sheriff's sale.

Conditions of payment: Cash.

Québec, December 18, 1928.

R. ERNEST LEFAIVRE,

Trustee.

Office: 147, Mountain Hill,
Québec, Que.

6420—51-2

Province of Quebec, District of Montreal, No. 119. Superior Court. "In Bankruptcy".

In re: Jovite Duquette, builder, Authorized Assignor, & Georges Duclos, Trustee Petitioner.

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Registrar of the Bankruptcy Act, District of Montreal, dated the 24th. day of December, 1928, the immovables hereinafter designated shall be sold by public auction at the office of the Sheriff of Montreal, on THURSDAY, the SEVENTH day of FEBRUARY, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon:

DESIGNATION

1. An emplacement fronting on Drolet Street, in the city of Montreal, measuring thirty feet in width by ninety four feet in depth, and composed of (a) subdivision number eighteen hundred and ninety four of lot number two thousand six hundred and forty three (2643-1894) on the

(2643-1894) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, contenant vingt pieds de largeur par la dite profondeur; et de (b) la subdivision numéro un de la subdivision numéro dix-huit cent quatre-vingt-quinze du dit lot originaire numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-1895-1) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, contenant dix pieds de largeur par toute la profondeur—avec les bâtisses y érigées portant les numéros civiques 8401, 8403 et 8405 de la dite Rue Drolet, avec droit de passage à perpétuité dans la ruelle en arrière de la dite propriété, connue sous le No 2643-1873, en commun avec d'autres qui y ont droit.

2. Un emplacement ayant front sur la Rue Drolet, en ladite Cité de Montréal, contenant trente pieds de largeur par quatre-vingt-quatorze pieds de profondeur, et composé de (a) la subdivision numéro dix-huit cent quatre-vingt-seize du dit lot originaire numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-1896) aux susdits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, contenant vingt pieds de largeur par la dite profondeur et de (b) la subdivision numéro deux de la subdivision numéro dix-huit cent quatre-vingt-quinze du dit lot originaire numéro deux mille six cent quarante-trois (2643-1895-2) aux susdits plan et livre de renvoi officiels, contenant dix pieds de largeur par la dite profondeur—avec les bâtisses y érigées portant les numéros civiques 8407, 8409 et 8411 de la dite Rue Drolet; avec droit de passage à perpétuité dans la ruelle en arrière de la dite propriété, connue sous le numéro 2643-1873, en commun avec d'autres qui y ont droit.

La dite vente sera faite en vertu de l'article 45 de la dite Loi de Faillite, paragraphes 2, 3, 4, 5, 6, 7 et 8, des Statuts Révisés du Canada, 1927, Chapitre 11, et aura l'effet du décret.

Montréal, le 31 décembre, 1928.

Le syndic,
GEORGES DUCLOS.

10 Rue Saint-Jacques Est,
Montréal.

71-1-2

Province de Québec, District de Montréal,
No 207. Cour Supérieure siégeant en matière
de faillite.

Dans l'affaire de "The Quebec Realty Corporation, Limited", corporation légalement constituée, ayant son bureau-chef en la cité et le district de Montréal, débitrice.

Avis est par les présentes donné que les propriétés immobilières ci-après décrites seront vendues par encan public au bureau du shérif, au Palais de Justice, en la cité de Montréal, à ONZE heures de l'avant-midi, JEUDI, le QUATORZIEME jour de FEVRIER 1929.

2. Un lot de terre ayant front sur la rue Mayor en la cité de Montréal, étant partie du lot numéro deux cent onze, des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint Laurent, en la cité de Montréal, laquelle dite partie mesure quarante-deux pieds et six pouces de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-trois pieds, mesure anglaise et plus ou moins, avec les bâtisses sus-érigées, et est bornée comme suit: en front par la rue Mayor, en arrière par le lot No deux cent dix et par une partie du lot No deux cent douze, au nord-est par le lot No deux cent douze et au sud-ouest par une autre portion du dit lot No deux cent onze.

4. Un emplacement ayant front sur l'avenue Prudhomme, dans la cité de Montréal, connu et

official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent, measuring twenty feet in width by the said depth and (b) subdivision number one of subdivision number eighteen hundred and ninety five of said original lot number two thousand six hundred and forty three (2643-1895-1) on the aforesaid official plan and book of reference, measuring ten feet in width by the whole of the depth—with the buildings thereon erected bearing civic numbers 8401, 8403 and 8405 of said Drolet Street, with right of way in perpetuity in the lane at the rear of the said property, known under No. 2643-1873, in common with others having rights therein.

2. An emplacement fronting on Drolet Street, in the said city of Montreal, measuring thirty feet in width by ninety four feet in depth, and composed of (a) subdivision number eighteen hundred and ninety six of said original lot number two thousand six hundred and forty three (2643-1896) on the aforesaid official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent, measuring twenty feet in width by the said depth, and (b) subdivision number two of subdivision number eighteen hundred and ninety five of said original lot number two thousand six hundred and forty three (2643-1895-2) on the aforesaid official plan and book of reference, measuring ten feet in width by the said depth—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 8407, 8409 and 8411 of said Drolet Street, with right of way, in perpetuity, in the lane at the rear of the said property, known under number 2643-1873, in common with others having rights therein.

The said sale shall be made pursuant to article 45 of the said Bankruptcy Act, paragraphs 2, 3, 4, 5, 6, 7 and 8 of the Revised Statutes of Canada, 1927, Chapter 11, and shall have the effect of a Sheriff's Sale.

Montreal, December 31, 1928.

GEORGES DUCLOS,
Trustee.

10 Saint James Street East,
Montreal.

72-1-2

Province of Quebec, District of Montreal,
No. 207. Superior Court, in Bankruptcy.

In the matter of "The Quebec Realty Corporation, Limited", a body politic and corporate, having its head office in the City and District of Montreal, debtor.

Notice is hereby given that the immoveable properties hereinafter described, will be sold by Public Auction at the Sheriff's Office, at the Court House, in the City of Montreal, at ELEVEN o'clock a. m., on THURSDAY, the FOURTEENTH day of FEBRUARY, 1929.

2. A lot of land having front on Mayor Street, in the City of Montreal, being a portion of the lot number two hundred and eleven on the official plan and book of reference of the Saint Lawrence Ward, in the City of Montreal, which said portion measures forty-two feet and six inches in width by a depth of eighty-three feet, English measure and more or less, with the buildings thereon erected, and is bounded as follows: in front by Mayor Street, in rear by the lot No. two hundred and ten and by a part of the lot No. two hundred and twelve, to the North-East by the lot No. two hundred and twelve and to the South-west by one other portion of the said lot No. two hundred and eleven.

4. An emplacement having front on Prudhomme Ave., in the City of Montreal, known and

désigné sous le No quarante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire No cent quatre-vingt (180-49) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant le dit lot, vingt-cinq pieds de largeur sur cent pieds de profondeur, le tout mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par la rue Prudhomme, en arrière et d'un côté vers le sud-est par une ruelle en commun et de l'autre côté vers le sud-est par le lot officiel numéro 180-48, avec une maison et autres bâtisses dessus érigées.

5. Une propriété immobilière composée des lots Nos vingt-cinq-a, vingt-six et cinquante-deux, tous de la subdivision du lot originaire No douze cent onze des plan et livre de renvoi officiels du quartier Saint-Jacques, dans la cité de Montréal, mesurant soixante-et-neuf pieds de largeur sur une profondeur de quatre-vingt-deux pieds et deux pouces, mesure anglaise, et plus ou moins, avec toutes les bâtisses dessus érigées, la maison portant les numéros civiques-512 à 514 de la rue Roy, dans la cité de Montréal.

Et avec le droit de vue maintenant existant en faveur des dits lots ci-dessus décrits et vendus (l'un en faveur de l'autre), le tout tel qu'il apparaît sur un plan préparé par Joseph Meunier, arpenteur-géomètre, le 20 juillet dix-neuf cent vingt-quatre.

6. Une propriété immobilière composée du lot No cent neuf de la subdivision du lot originaire numéro trois mille quatre cent deux des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, avec les bâtisses dessus érigées portant les numéros civiques 20 à 28, tous deux inclusivement, de l'avenue Troy, dans la cité de Verdun, et avec le droit de passage en commun avec les autres dans la ruelle sur le côté nord-ouest de la dite propriété.

7. L'emplacement ayant front sur la rue Saint-Denis, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot de subdivision No 217 du lot officiel No 246 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet.

8. L'emplacement ayant front sur la rue Saint-Denis, dans la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot de subdivision No 415 du lot officiel No 246 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sault-au-Récollet.

9. Six lots de terre ayant front sur l'avenue Rosedale, dans la cité de Montréal, connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, comme étant les lots de subdivision Nos 517, 518, 519, 520, 521 et 522 du lot originaire No 151 de la paroisse de Montréal.

Les six lots de terre décrits dans le paragraphe 9 des présentes, seront vendus en bloc.

La dite vente est faite en vertu d'un jugement rendu le 18e jour de décembre 1928, par la Cour Supérieure (en matière de faillite) et aussi en vertu des dispositions de la Loi des Faillites (1927) section 45, et aura les mêmes effets qu'une vente par le shérif.

Conditions de paiement: Argent comptant.
Pour plus amples informations s'adresser au soussigné.

Le syndic,
PAUL-L. TURGEON.

445 rue Saint-François-Xavier,
Montréal.

69—1-2

designated under the No. forty-nine of the official subdivision of the original lot No. one hundred and eighty (180-49) of the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring the said lot twenty-five feet in width by one hundred feet in depth, the whole English measure and more or less, bounded in front by Prudhomme Street, in rear and on one side towards the southeast by a common lane and on the other side towards the South-east by lot official number 180-48, with a house and other buildings thereon erected.

5. An immoveable property composed of the lots Nos. twenty five a, twenty six and fifty-two, all of the subdivision of original lot No. twelve hundred and eleven on the official plan and in the book of reference of the Saint James ward, in the City of Montreal, measuring sixty-nine feet in width by a depth of eighty-two feet and two inches, English measure, and more or less, with all the buildings thereon erected, the house bearing the civic Nos. 512 to 514 of Roy Street, in the City of Montreal.

And with the right of view now existing in favor of the said lots above described and sold (one in favor of the other) the whole as it appears on a plan prepared by Joseph Meunier, land surveyor, on the 20th of July, nineteen hundred and twenty-four.

6. An immoveable property composed of the lot No. one hundred and nine of the subdivision of original lot number three thousand four hundred and two on the official plan and in the book of reference of the parish of Montreal, with the buildings thereon erected bearing the civic Nos. 20 to 28, both inclusive, of Troy Avenue, in the City of Verdun, and with the right of way in common with others in the lane being on the North West side of the said property.

7. The emplacement fronting on Saint Denis Street in the City of Montreal, known and designated as subdivision lot No. 217 of official lot No. 246 of the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet.

8. The emplacement fronting on Saint Denis Street, in the City of Montreal, known and designated as subdivision lot No. 415 of official lot No. 246 of the official plan and book of reference of the parish of Sault au Récollet.

9. Six lots of land, fronting on Rosedale Avenue, in the City of Montreal, known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, as subdivision lots Nos. 517, 518, 519, 520, 521 and 522 of original lot No. 151 of the parish of Montreal.

The six lots of land described in paragraph 9 hereof, will be sold *en bloc*.

The said sale is to be made pursuant to the judgment rendered on the 18th day of December 1928, by the Superior Court (In Bankruptcy) and also pursuant to the provisions of the Bankruptcy Act (1927) Section 45, and shall have the same effect as a sheriff's sale.

Terms of payment: Cash.

For further information, apply to the undersigned.

PAUL L. TURGEON,
Trustee.

445 Saint Francis Xavier Street,
Montreal.

70—1-2

Ventes pour taxes municipales

Sales for municipal taxes

PROVINCE DE QUÉBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

District de Montréal.

District of Montreal.

VILLE LASALLE.

TOWN OF LASALLE.

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous décrites seront vendues à l'enchère publique à la salle de l'Hôtel-de-Ville, dans la ville Lasalle au No 13, Avenue Strathyre, LUNDI, le VINGT et UNIÈME jour de JANVIER 1929, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes non payées et les intérêts mentionnées dans l'état, en plus des frais qui ont été ou qui pourront être encourus, à moins que lesdites taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given that the properties described hereunder will be sold by Public Auction in the office of the Town Hall, in the Town of Lasalle, 13th Strathyre Ave, on MONDAY, the TWENTY FIRST day of JANUARY, 1929, at TEN o'clock in the forenoon, for unpaid taxes, interest and costs mentioned in the statement, in addition to the costs which have been or may be incurred, unless said taxes, interest and costs be paid sooner.

NOM — NAME	No du cadastre. Paroisse de Lachine. — Cadastral Number. Parish of Lachine.	Subdivis.	Taxes municip. — Municip. taxes.	Frais — Costs	Intérêts — Interests.	Total.
Cassidy, Gordan.....	996.....	798	\$ 15.00	\$ 33.50	\$ 8.17	\$ 56.67
Boyle, John-F.....	996.....	162	29.59	18.05	13.98	61.62
Boyle, John F.....	996.....	163	29.59	18.05	13.98	61.62
Lizotte, Tancrède.....	996.....	1621	9.38	4.55	1.73	15.66
Lizotte, Tancrède.....	996.....	1622	9.38	4.55	1.73	15.66
Clark, W.-J.....	996.....	148	12.97		9.01	21.98
Brunet, Ernest.....	996.....	1099	5.86		.52	6.38
Brunet, Ernest.....	996.....	1100	5.86		.52	6.38

Donné à Ville Lasalle, ce 22ème jour de décembre 1928.

Given at the town of Lasalle, this 22nd day of December 1928.

Le secrétaire-trésorier,
6491—52-2 STANISLAS LEFEBVRE.

STANISLAS LEFEBVRE,
6492—52-2 Secretary-Treasurer.

PROVINCE DE QUÉBEC.

PROVINCE OF QUEBEC.

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ DE LÉVIS.

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF LEVIS.

Avis public est par les présentes donné, par Raoul Demers, Secrétaire-Trésorier du conseil municipal du Comté de Lévis, que les terrains ci-dessous mentionnés seront vendus par encan public, en la paroisse de Saint-Romuald-d'Etchemin, au lieu ordinaire où le conseil municipal du Comté de Lévis, tient ses sessions, dans les salles de l'Hôtel-de-Ville, MERCREDI, le SIXIÈME jour du mois de MARS, mil neuf cent vingt-neuf, à DIX heures de l'avant-midi, pour les taxes municipales et scolaires, les frais et les charges dues aux municipalités ci-dessous mentionnées, pour les divers lots ci-après désignés, à moins qu'elles ne soient payées avec les frais, avant la vente, savoir:

Public Notice is hereby given by Raoul Demers, the Secretary-Treasurer, that the lands herein-after mentioned shall be sold by public auction, in the Parish of Saint Romuald d'Etchemin, at place where the sessions of the municipal Council of the County of Levis are held, in the City Hall, on WEDNESDAY, the SIXTH day of the month of MARCH one thousand nine hundred and twenty-nine, at TEN o'clock in the forenoon, for the municipal and school taxes, fees and charges due to the municipalities hereinafter mentioned, upon the several lots hereinafter described, unless the sum be paid and fees, before the sale, to wit:

PROPRIÉTÉS SITUÉES DANS LA MUNICIPALITÉ
DE LA PAROISSE DE SAINT-NICOLAS.

PROPERTIES SITUATED IN THE MUNICIPALITY
OF THE PARISH OF SAINT NICOLAS.

Propriété de Joseph-I. Paquet, connue comme étant le lot numéro cent quatre-vingt-huit (188) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Nicolas, Comté de Lévis, pour le prix de dix-neuf piastres et huit centins (\$19.08) pour les taxes municipales, et les frais:

Property of Joseph I. Paquet, known and designated as being lot number one hundred and eighty-eight (188) of the official cadastre for the parish of Saint Nicolas, County of Levis, for the price of nineteen dollars and eight cents (\$19.08) for municipal taxes, and fees;

Propriété de Philippe Desrochers, connue comme étant le lot numéro cent vingt-huit (128) du susdit cadastre, pour le prix de quatre piastres

Property of Philippe Desrochers, known and designated as being lot number one hundred and twenty-eight (128) of the said cadastre, for

et cinquante-huit centins (\$4.58) pour les taxes municipales, et les frais;

Propriété de Nazaire Dion, connue comme étant les lots numéros cent treize, cent vingt-neuf, cent trente et cent trente-deux (113, 129, 130 et 132 du susdit cadastre, pour le prix de quarante-quatre piastres et vingt-cinq centins (\$44.25) pour les taxes municipales, et les frais;

Propriété de Raoul Demers, connue comme étant les lots numéros quarante, quarante-et-un et quarante-deux (40, 41 et 42) du susdit cadastre, pour le prix de trente-cinq piastres et quarante-trois centins (\$35.43) pour les taxes municipales, et les frais;

Propriété d'Arthur Baron, connue comme étant le lot numéro trois cent treize (313) du susdit cadastre, pour le prix de quarante-neuf piastres et quinze centins (\$49.15) pour les taxes scolaires et les frais;

Propriété d'Arthur Brochu, connue comme étant le lot numéro quatre cent soixante-trois (463) du susdit cadastre, pour le prix de cinquante-deux piastres et cinquante-trois centins (\$52.53), pour les taxes scolaires, et les frais.

PROPRIÉTÉ SITUÉE DANS LA MUNICIPALITÉ
DE LA PAROISSE DE SAINT-LOUIS DE GON-
ZAGUE DE PINTENDRE.

Propriété de Onésime Turgeon, connue comme étant le lot numéro deux cent soixante-quatre (264) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Joseph de Lévis, Comté de Lévis, située dans le Rang Arlaka Sud de cette municipalité, bornée à l'ouest à Dame Exias Ruel, et à l'est à Francis Noel, pour le prix de six piastres et trente-trois centins (\$6.33) pour les taxes municipales, et les frais.

PROPRIÉTÉS SITUÉES DANS LA MUNICIPALITÉ
DE LA PAROISSE DE SAINT-DAVID DE
L'AUBERIVIERE.

Propriété de Zacharie Bonneau, connue comme étant le lot numéro deux cent quatre vingt-onze (291) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-David de l'Auberivière, Comté de Lévis, pour le prix de quinze piastres et soixante-cinq centins (\$15.65) pour les taxes municipales, quatre piastres et soixante centins (\$4.60) pour les taxes scolaires, un total de vingt piastres et vingt-cinq centins (\$20.25), et les frais;

Propriété de Zacharie Bonneau, connue comme étant le lot numéro deux cent quatre-vingt-douze (292) du susdit cadastre, pour le prix de quatre-vingt-quatre piastres et cinquante-cinq centins (\$84.55) pour les taxes municipales, trente-deux piastres et vingt centins (\$32.20) pour les taxes scolaires, un total de cent seize piastres et soixante-quinze centins (\$116.75), et les frais.

PROPRIÉTÉ SITUÉE DANS LA MUNICIPALITÉ
DE LA PAROISSE DE SAINT-ÉTIENNE DE
LAUZON.

Propriétaire inconnu de l'immeuble connu comme étant le lot numéro deux cent vingt-trois A (223-A) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, Comté de Lévis, pour le prix de huit piastres et cinq centins (\$8.05) pour les taxes municipales, deux piastres et soixante-treize centins (\$2.73) pour les taxes scolaires, un total de dix piastres et soixante-dix-huit centins (\$10.78), et les frais.

the price of four dollars and fifty-eight cents (\$4.58) for municipal taxes, and fees;

Property of Nazaire Dion, known and designated as being lots numbers one hundred and thirteen, one hundred and twenty-nine, one hundred and thirty and one hundred and thirty-two (113, 129, 130 & 132) of the said cadastre, for the price of forty-four dollars and twenty-five cents (\$44.25) for municipal taxes, and fees;

Property of Raoul Demers, known and designated as being lots numbers forty, forty-one and forty-two (40, 41 & 42) of the said cadastre, for the price of thirty-five dollars and forty-three cents (\$35.43) for municipal taxes, and fees;

Property of Arthur Baron, known and designated as being lot number three hundred and thirteen (313) of the said cadastre, for the price of forty-nine dollars and fifteen cents (\$49.15) for school taxes, and fees;

Property of Arthur Brochu, known and designated as being lot number four hundred and sixty-three (463) of the said cadastre, for the price of fifty-two dollars and fifty-three cents (\$52.53) for school taxes, and fees.

PROPERTY SITUATED IN THE MUNICIPALITY OF THE
PARISH OF SAINT LOUIS DE GONZAGUE DE
PINTENDRE

Property of Onésime Turgeon, known and designated as being lot number two hundred and sixty-four (264) of the official cadastre for the Parish of Saint Joseph de Lévis, County of Lévis, situated in the Range of Arlaka Sud of this municipality, bounded to the West by Madam Exias Ruel and to the East by Francis Noel, for the price of six dollars and thirty-three cents (\$6.33) for municipal taxes, and fees.

PROPERTIES SITUATED IN THE MUNICIPALITY OF
THE PARISH OF SAINT DAVID DE L'AUBERIVIERE

Property of Zacharie Bonneau, known and designated as being lot number two hundred and ninety-one (291) of the official cadastre for the parish of Saint David de l'Auberivière, County of Lévis, for the price of fifteen dollars and sixty-five cents (\$15.65) for municipal taxes, four dollars and sixty cents (\$4.60) for school taxes, a total of twenty dollars and twenty five cents (\$20.25), and fees;

Property of Zacharie Bonneau, known and designated as being lot number two hundred and ninety two (292) of the said cadastre, for the price of eighty-four dollars and fifty cents (\$84.55) for municipal taxes, thirty-two dollars and twenty cents (\$32.20) for school taxes, a total of one hundred sixteen dollars and seventy-five cents (\$116.75), and fees.

PROPERTY SITUATED IN THE MUNICIPALITY OF
THE PARISH OF SAINT ETIENNE DE LAUZON

Proprietor unknown of the land known and designated as being lot number two hundred and twenty-three A (223-A) of the official cadastre for the parish of Saint Etienne de Lauzon, county of Lévis, for the price of eight dollars and five cents (\$8.05) for municipal taxes, two dollars and seventy-three cents (\$2.73) for school taxes, a total of ten dollars and seventy-eight cents (\$10.78), and fees.

PROPRIÉTÉ SITUÉE DANS LA MUNICIPALITÉ
DE LA PAROISSE DE SAINT-NICOLAS SUD.

Propriété d'Alfred Ross, connue comme étant le lot numéro quatre cent soixante-sept (467) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Nicolas, Comté de Lévis, pour le prix de huit piastres et quatre vingt-douze centins (\$8.92) pour les taxes municipales, et les frais.

PROPRIÉTÉ SITUÉE DANS LA MUNICIPALITÉ
DU VILLAGE DU TRES SAINT RÉDEMPTEUR.

Propriété d'Aimé Mailly, connue comme étant une partie du lot numéro trois (3) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, Comté de Lévis, bornée au nord par les chemins de fer Canadiens Nationaux, au sud par une rue projetée, à l'ouest par Sieur Georges Huot et Demoiselle Alice Vermette, et à l'est par J.-B. Huot, comprenant cent quatre-vingt-huit pieds (188') de front des côtés nord et sud, sur la profondeur qu'il peut y avoir entre le chemin de fer Canadien National et la rue projetée, pour le prix de six piastres et vingt-cinq centins (\$6.25) pour les taxes municipales, vingt-sept piastres et soixante-six centins (\$27.66) pour les taxes scolaires, un total de trente-trois piastres et quatre vingt-onze centins (\$33.91), et les frais.

PROPRIÉTÉ SITUÉE DANS LA MUNICIPALITÉ
DU VILLAGE DE CHARNY.

Propriété de Clermont Bouffard, connue comme étant une partie du lot numéro deux cent quarante-six (246) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, Comté de Lévis, pour le prix de deux piastres et cinquante centins (\$2.50) pour les taxes municipales, et les frais.

PROPRIÉTÉS SITUÉES DANS LA MUNICIPALITÉ
DE LA PAROISSE DE SAINT-ROMUALD
D'ETCHEMIN.

Propriété d'Achille Bouchard, connue comme étant une partie du lot numéro trois cent deux (302) du cadastre officiel pour la paroisse de Saint-Romuald d'Etchemin, Comté de Lévis, pour le prix de cinquante-huit piastres et vingt centins (\$58.20) pour les taxes municipales, soixante-dix-huit piastres et quatre-vingt-quinze centins (\$78.95) pour les taxes scolaires, un total de cent trente-sept piastres et quinze centins (\$137.15), et les frais;

Propriété de Madame Veuve Pierre Cantin, connue comme étant les lots numéros trois cent trente-sept, trois cent trente-huit, trois cent soixante-dix-neuf, trois cent soixante-cinq, trois cent soixante-six et trois cent soixante-sept (337, 338, 379, 365, 366 et 367) du susdit cadastre, pour le prix de deux cent vingt-huit piastres et quatre vingt-dix centins (\$228.90) pour les taxes municipales et les frais;

Propriété de Joseph Joncas, connue comme étant le lot numéro quarante-sept (47) du susdit cadastre, pour le prix de cent douze piastres (\$112.00) pour les taxes municipales, quatre-vingt-sept piastres et dix centins (\$87.10) pour les taxes scolaires, un total de cent quatre-vingt-dix-neuf piastres et dix centins (\$199.10), et les frais;

Propriété d'Arthur Lemieux, connue comme étant le lot numéro cinq cent soixante-douze (572) du cadastre officiel pour la paroisse de

PROPERTY SITUATED IN THE MUNICIPALITY OF THE
PARISH OF SAINT NICOLAS SUD

Property of Alfred Ross, known and designated as being lot number four hundred and sixty-seven (467) of the official cadastre for the parish of Saint Nicolas, County of Levis, for the price of eight dollars and ninety two cents (\$8.92) for municipal taxes, and fees.

PROPERTY SITUATED IN THE MUNICIPALITY OF THE
VILLAGE OF THE TRES SAINT REDEMPTEUR

Property of Aimé Mailly, known and designated as being a part of lot number three (3) of the official cadastre for the parish of Saint Etienne de Lauzon, county of Levis, bounded to the North by the Canadian National Railways, to the South by a proposed Street, to the West by Georges Huot and Miss Alice Vermette, and to the East by J. B. Huot, containing one hundred and eighty-eight feet (188') in front on the Southern and Northern sides, on the depth which may be between the Canadian National Railways and the proposed street, for the price of six dollars and twenty-five cents (\$6.25) for municipal taxes, twenty-seven dollars and sixty six cents (\$27.66) for school taxes, a total of thirty-three dollars and ninety-one cents (\$33.91) and fees.

PROPERTY SITUATED IN THE MUNICIPALITY OF THE
VILLAGE OF CHARNY

Property of Clermont Bouffard, known and designated as being part of lot number two hundred and forty-six (246) of the official cadastre for the parish of Saint Jean Chrysostôme, county of Levis, for the price of two dollars and fifty cents (\$2.50) for municipal taxes, and fees.

PROPERTIES SITUATED IN THE MUNICIPALITY OF
THE PARISH OF SAINT ROMUALD D'ETCHEMIN

Property of Achille Bouchard, known and designated as being part of lot number three hundred and two (302) of the official cadastre for the parish of Saint Romuald d'Etchemin, county of Levis, for the price of fifty-eight dollars and twenty cents (\$58.20) for municipal taxes, seventy-eight dollars and ninety-five cents (\$78.95) for school taxes, a total of one hundred thirty-seven dollars and fifteen cents (\$137.15), and fees;

Property of Madam Widow Pierre Cantin, known and designated as being lots numbers three hundred and thirty-seven, three hundred and thirty-eight, three hundred and seventy-nine, three hundred and sixty-five, three hundred and sixty-six and three hundred and sixty-seven (337, 338, 379, 365, 366 & 367) of the said cadastre, for the price of two hundred and twenty-eight dollars and ninety cents (\$228.90) for municipal taxes, and fees;

Property of Joseph Joncas, known and designated as being lot number forty-seven (47) of the said cadastre, for the price of one hundred twelve dollars (\$112.00) for municipal taxes, eighty seven dollars and ten cents (\$87.10) for school taxes, a total of one hundred ninety-nine dollars and ten cents (\$199.10), and fees.

Property of Arthur Lemieux, known and designated as being lot number five hundred and seventy-two (572) of the said cadastre, for the

Saint Romuald d'Etchemin, Comté de Lévis, pour le prix de cent soixante-treize piastres et soixante-quatorze centins (\$173.74) pour les taxes municipales, neuf piastres et soixante-huit centins (\$9.68) pour les taxes scolaires, un total de cent quatre-vingt-trois piastres et quarante-cent centins (\$183.42), et les frais.

Donné à Saint-Romuald d'Etchemin, ce troisième jour du mois de janvier, mil neuf cent vingt-neuf.

Le secrétaire-trésorier du C. M. C. L.
65—1-2 RAOUL DEMERS.

price of one hundred seventy-three dollars and seventy-four cents (\$173.74) for municipal taxes, nine dollars and sixty-eight cents (\$9.68) for school taxes, a total of one hundred eighty-three dollars and forty-two cents (\$183.42), and fees.

Given at Saint Romuald d'Etchemin, this third day of the month of January, one thousand nine hundred and twenty-nine.

RAOUL DEMERS,
66—1-2 Secretary-Treasurer of C. M. C. L.

VENTES PAR LE SHÉRIF ARTHABASKA

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HERITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure.—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: } S TANISLAS LE-
No 125. } BLOND, demandeur; vs ETIENNE LEBLOND, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:
Les lots Nos 17B et 17C du 9e rang du cadastre officiel du canton de Leeds, contenant environ 200 acres en superficie—avec les bâtisses y érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Jacques de Leeds (Leeds village), le SEPTIEME jour de FEVRIER prochain (1929) à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-E. GIROUARD.
Arthabaska, 3 janvier 1929. 57—1-2
[Première publication: 5 janvier, 1929]

SHERIFF'S SALES ARTHABASKA

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: } S TANISLAS LE-
No. 125. } BLOND, plaintiff; vs ETIENNE LEBLOND, defendant.

As belonging to the Defendant:
The lots Nos 17B and 17C of the 9th range of the official plan and book of reference for the township of Leeds, containing about 200 acres in superficies—with the buildings thereon erected.

To be sold at the parochial church door of Saint-Jacques-de-Leeds, (Leeds village) on the SEVENTH day of FEBRUARY next (1929), at TWO o'clock in the afternoon.

J. E. GIROUARD,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, January 3rd, 1929. 58—1-2
[First publication: January 5th, 1929]

BEAUHARNOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.

No 5647. } JOSEPH-ALBERT POU-
PART, demandeur; vs DAME OLIVINE CHALOUX, défenderesse.

Saisie comme appartenant à la dite défenderesse, savoir:

"Une terre sise et située en la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, comté de Châteauguay, connue et désignée sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, sous le numéro cinq cent quatre-vingt-quinze (No 595)—avec les bâtisses dessus érigées."

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme, comté de Châteauguay, district de Beauharnois, le SEIZIEME jour de FEVRIER 1929, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, DOMINA CREPIN.
Salaberry de Valleyfield, ce 31 décembre 1928.
[Première publication: le 5 janvier 1929]
73—1-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.

No. 5647. } JOSEPH ALBERT POU-
PART, Plaintiff; vs DAME OLIVINE CHALOUX, Defendant.

Seized as belonging to said defendant, to wit:
"A lot of land being and situate in the parish of Saint Jean Chrysostome, county of Chateauguay, known and designated on the official plan and book of reference for the said parish of Saint Jean Chrysostome under number five hundred and ninety five (No. 595)—with buildings thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church of the parish of Saint Jean Chrysostome, county of Chateauguay, district of Beauharnois, on the SIXTEENTH day of FEBRUARY, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

DOMINA CREPIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Salaberry de Valleyfield, December 31, 1928.
[First publication: January 5th, 1929]
74—1-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir: } DAME ANNA BER-
No 2716. } GERON, de la cité
de Chicoutimi, District de Chicoutimi, veuve de
feu THOMAS SIMARD, de son vivant du même
lieu; contre LOUIS-PHILIPPE VEZINA, ingé-
nieur-civil, du village de la rivière du Moulin,
district de Chicoutimi.

Tout ce lopin de terre ou emplacement for-
mant partie du lot connu et désigné au cadastre
officiel de la paroisse de Chicoutimi, sous le
numéro (71-A) soixante-onze-A du premier rang
Nord-Est du chemin Sydenham du canton de
Chicoutimi, lequel mesure cent pieds de profon-
deur du Nord-Est au Nord-Ouest, à prendre à
trente-six pieds du bord du quai en front du che-
min public, et cinquante pieds de largeur du
Nord-Ouest au Sud-Est, le tout mesure précise
à la mesure anglaise, et est borné vers le Nord-
Est par le dit chemin de front en lui laissant une
largeur de trente-six pieds à partir du bord du
quai, vers le Sud-Est et vers le Sud-Ouest par le
terrain de Anthime Larouche, ou représentants,
et vers le Nord-Ouest par le terrain de Joseph
Tremblay, ou représentants—avec toutes bâti-
sses dessus construites ou qui le seront à l'avenir
et toutes dépendances.

Pour être vendu au bureau du Shérif au Palais
de Justice de Chicoutimi, MERCREDI le SIX-
IEME jour de FEVRIER prochain, (1929), à
DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
ELZ. BOIVIN.
Bureau du shérif,
Chicoutimi, 31 décembre 1928.
[Première publication: le 5 janvier 1929]
75—1-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir: } JOS. MEDERIC GA-
No 2470. } GNE, industriel,
Kénogami; contre LUDGER BOUDREAULT,
journalier, Jonquière.

Une maison avec circonstances et dépendances,
située sur un emplacement de cent soixante et
quinze pieds carrés, (175) plus ou moins, lequel
emplacement fait partie du lot numéro deux (2)
du rang quatre (4) au cadastre officiel du canton
Kénogami, District de Chicoutimi, et est borné
comme suit: au Nord par la Route Régionale,
à l'Ouest, au Sud et à l'Est par le résidu du lot
numéro deux (2) appartenant à Edmond Boily,
le tout tel qu'actuellement clôturé, et sujet à la
convention non enregistrée contenue dans le
contrat sous seing privé daté le 24 avril, 1926,
entre Edmond Boily et Ludger Boudreault,
comme suit:

"Convention entre Edmond Boily et M. Lud-
ger Boudreault, savoir: Edmond Boily loue à
Monsieur Boudreault un terrain de cent soixante
et quinze pieds carrés, (175) plus ou moins, à la
Ratière, sur les lots un et deux (1 et 2), pour le
prix de \$18.00 par année—avec préférence d'a-
cheter au prix de \$200.00, à \$50.00 par année."

Pour être vendu à la porte de l'église de La-
rouche, MARDI, le CINQUIEME jour de FE-
VRIER prochain, (1929), à DIX heures de l'a-
vant-midi.

Le shérif,
ELZ. BOIVIN.
Bureau du shérif,
Chicoutimi, 27 décembre, 1928.
[Première publication: le 5 janvier, 1929]
77—1-2

CHICOUTIMI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.
Chicoutimi, to wit: } DAME ANNA BER-
No. 2716. } GERON, of the
city of Chicoutimi, widow of the late THOMAS
SIMARD, in his lifetime of the same place;
against LOUIS PHILIPPE VEZINA, civil
engineer, of the village of La Riviere du Moulin,
district of Chicoutimi.

All that parcel of land or emplacement forming
part of the lot known and designated on the
official cadastre for the parish of Chicoutimi,
under number (71-A) seventy one-A in the first
Northeast range of Sydenham road of the town-
ship of Chicoutimi, which measures one hundred
feet in depth from the Northeast to the North-
west, to be taken at thirty six feet from the edge
of the wharf in front of the public road, and fifty
feet in width from the Northwest to the South-
east, all exact and English measurement, and
being bounded on the Northeast by the said
front road leaving it a width of thirty six feet
from the edge of the wharf, on the Southeast
and Southwest by the land of Anthime Larouche
or representatives, and on the Northwest by the
land of Joseph Tremblay or representatives—
with all the buildings thereon erected or which
may hereafter be and all dependencies.

To be sold at the Sheriff's Office in the Court
House of Chicoutimi, on WEDNESDAY, the
SIXTH day of FEBRUARY next, 1929, at TEN
o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Chicoutimi, December 31, 1928.
[First publication: January 5th, 1929]
76—1-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.
Chicoutimi, to wit: } JOS. MEDERIC GA-
No. 2470. } GNE, manufacturer,
Kenogami; against LUDGER BOUDREAULT,
labourer, Jonquière.

A house with circumstances and dependencies,
situate on an emplacement of one hundred and
seventy five feet square, (175), more or less, said
emplacement forming part of lot number two
(2) of range four (4) on the official cadastre for
the township of Kenogami, district of Chicoutimi,
and bounded as follows: on the north by the
Regional Highway, on the west, south and east
by the residue of lot number two (2) belonging
to Edmond Boily, the whole such as actually
fenced in, and subject to the unregistered agree-
ment contained in the contract under private
seal, dated April 24, 1926, between Edmond
Boily and Ludger Boudreault, as follows:

"Agreement between Edmond Boily and M.
Ludger Boudreault, to wit: Edmond Boily leases
to Mr. Boudreault a lot of land of one hundred
and seventy feet square (175) more or less, at
"la Ratière", on lots one and two (1 and 2), for a
price of \$18.00 per annum—with option of pur-
chase for \$200.00 at \$50.00 per annum."

To be sold at the door of the church of Larou-
che, on TUESDAY, the FIFTH day of FE-
BRUARY next, 1929, at TEN o'clock in the
forenoon.

ELZ. BOIVIN,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Chicoutimi, December 27, 1928.
[First publication: January 5th, 1929]
78—1-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour du Magistrat.—District de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir: } **LA VILLE DE BAGOTVILLE**, corps
No 3891. } **GOTVILLE**, corps
légal, ayant son siège social à Bagotville; contre
JOSEPH BELANGER, de Bagotville.

Un terrain formant partie du lot cadastral numéro soixante et treize (73) du Village de Bagotville, mesurant cinquante pieds (50) de front, sur environ soixante et quinze pieds (75) de profondeur plus ou moins; borné en front vers le Sud à la rue Water, en profondeur vers le Nord par le petit Bras de la Rivière-à-Mars, d'un côté vers l'Est par le terrain de Méridée Potvin et de l'autre côté vers l'Ouest par la Rue Saint-Jean—avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Bagotville, **LUNDI**, le **QUATRIEME** jour de **FEBRIER** prochain, (1929) à **DIX** heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, **ELZ. BOIVIN**,
Chicoutimi, le 26 décembre, 1928.
[Première publication: le 5 janvier, 1929]
79—1-2

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Magistrate's Court.—District of Chicoutimi.
Chicoutimi, to wit: } **THE TOWN OF BAGOTVILLE**, a legal
No. 3891. } **GOTVILLE**, a legal
corporation, having its place of business at Bagotville; against **JOSEPH BELANGER**, of Bagotville.

A lot of land forming part of lot cadastral number seventy three (73) of the village of Bagotville, measuring fifty feet (50) in front by about seventy five feet (75) in depth, more or less, bounded in front towards the south by Water Street, on the depth towards the north by the small "Bras de la Rivière à Mars", on one side towards the east by the land of Meridee Potvin, and on the other side towards the west by Saint Jean Street—with buildings thereon erected and dependencies.

To be sold at the door of the church of Bagotville, on **MONDAY**, the **FOURTH** day of **FEBRUARY** next, 1929, at **TEN** o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,
Sheriff's Office,
Chicoutimi, December 26, 1928.
[First publication: January 5th, 1929]
80—1-2

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Chicoutimi.
Chicoutimi, à savoir: } **JOSEPH TREMBLAY**
No 2354. } **"Alexis"**, négociant
de Chicoutimi; contre **XAVIER LAVOIE**,
WILLIAM LAROUCHE, et **ELZEAR HARVEY**, tous trois de Sainte-Anne-de-Chicoutimi.

Un certain lopin de terre ou emplacement, formant partie des lots numéros deux et trois (2 et 3) du premier rang Ouest du canton Tremblay, d'après arpentage primitif, et maintenant connu et désigné comme faisant partie du lot numéro dix-huit (18), au cadastre officiel du Village de Sainte-Anne, le dit terrain mesurant cinquante pieds, plus ou moins, sur la rue de la Traverse sur environ cent pieds de profondeur, l'acquéreur devant profiter de tout surplus de terrain qui peut lui être donné par les bornes suivantes: le dit terrain borné à l'Ouest par la rue de la Traverse, au Sud par le terrain de Adélard Bouchard, ou représentants, en profondeur à l'Est par le terrain de Frs. Brassard, fils d'Ephrem, et au Nord par le terrain de M. Jos. Brassard —avec toutes bâtisses et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sainte-Anne, **LUNDI**, le **QUATORZIEME** jour de **JANVIER** prochain (1929), à **DIX** heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, **ELZ. BOIVIN**,
Chicoutimi, le 4 décembre 1928. 6213—50-2
[Première publication: 15 décembre, 1928]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Chicoutimi.
Chicoutimi, to wit: } **JOSEPH TREMBLAY**
No. 2354. } **"Alexis"**, merchant of
Chicoutimi; against **XAVIER LAVOIE**, **WILLIAM LAROUCHE** and **ELZEAR HARVEY**, all three of Sainte Anne de Chicoutimi.

A certain parcel of land or emplacement forming part of lots numbers two and three (2 and 3) in the first range west of the township of Tremblay, according to primitive survey, and now known and designated as forming part of lot number eighteen (18), on the official cadastre for the village of Sainte Anne, said land measuring fifty feet more or less on "De la Traverse" Street, by about one hundred feet in depth, the purchaser being entitled to profit by any surplus land which may be given to same by the following boundaries: said land bounded on the west by "De la Traverse" Street, on the south by the land of Adélard Bouchard or representatives, on the depth to the east by the land of Frs. Brassard, son of Ephrem, and on the north by the land of Mr. Jos. Brassard—with all buildings and dependencies.

To be sold at the door of the church of Sainte Anne, on **MONDAY**, the **FOURTEENTH** day of **JANUARY** next, 1929, at **TEN** o'clock in the forenoon.

ELZ. BOIVIN,
Sheriff's Office,
Chicoutimi, December 4, 1928. 6214—50-2
[First publication, 15 December, 1928]

HULL

Cour de Magistrat.—District de Hull.
No 1489. } **GEORGES LEON**, de Aylmer,
district de Hull, demandeur;
vs, **JOS. DESJARDINS**, des cité et district de
Hull, défendeur.

Tous les lots de terre connus comme étant les subdivisions non officielles No 404, 435 du lot No 5 du cinquième rang du dit canton de Hull. Le dit lot 404 mesurant 40' par 94' 6" et le dit

HULL

Magistrate's Court.—District of Hull.
No. 1489. } **GEORGES LEON**, of Aylmer,
district of Hull, Plaintiff;
vs, **JOS. DESJARDINS**, of the city and district
of Hull, Defendant.

All those lots of land known as being non-official subdivisions No. 404, 435 of lot No. 5, in the fifth range of the said township of Hull. Said lot 404 measuring 40' by 94' 6" and said

lot 435 mesurant 40' par 80', le tout d'après le plan fait par John Langlois—avec toutes les bâtisses dessus érigées, tel que le tout se trouve actuellement.

Pour être vendus au Bureau d'Enregistrement, en la cité de Hull, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, I.-ST. PIERRE.
Hull, 11 décembre, 1928.
[Première publication, le 15 décembre 1928]
6227—50-2

lot 435 measuring 40' by 80', the whole according to a plan made by John Langlois—with all the buildings thereon erected, such as the whole exists actually.

To be sold at the Registry Office, in the city of Hull, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, I. ST. PIERRE,
Hull, December 11, 1928. Sheriff.
[First publication, December 15, 1928]
6228—50-2

JOLIETTE

Cour de Magistrat.

Province de Québec, } JOSEPH-ADRIEN
District de Joliette, } PIETTE & ALEX-
No 3549 } ANDRE RIVEST, tous
deux avocats de la Cité et du district de Joliette
et y exerçant ensemble et en société leur profes-
sion d'Avocat sous la raison sociale de Piette
& Rivest, demandeurs; vs TERRY HANNAN,
cultivateur de la paroisse de Saint-Alphonse,
dans le district de Joliette, défendeur.

Les lots 3-B½ et 4A du troisième rang des
augmentations de Kildare du cadastre pour la
paroisse de Saint-Alphonse de Rodriguez, dans
le comté de Joliette.

Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse de Saint-Alphonse, le CINQUIEME
jour de FEVRIER 1929, à ONZE heures de
l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEORGE DESROCHES.
Joliette, 29 décembre, 1928. 59—1-2
[Première publication: 5 janvier, 1929]

JOLIETTE

Magistrate's Court.

Province of Quebec, } JOSEPH ADRIEN
District of Joliette, } PIETTE & ALEX-
No. 3549. } ANDRE RIVEST, both
advocates of the city and district of Joliette and
there practising together and in partnership
their profession as advocates under the firm name
of Piette & Rivest, plaintiffs; vs TERRY
HANNAN, farmer, of the parish of Saint
Alphonse, in the district of Joliette, defendant.

Lots 3-B½ and 4A in the third range of the
gores of Kildare on the cadastre for the parish of
Saint Alphonse de Rodriguez, in the county of
Joliette.

To be sold at the door of the church of the
parish of Saint Alphonse, on the FIFTH day of
FEBRUARY, 1929, at ELEVEN o'clock in the
forenoon.

Sheriff's Office, GEORGE DESROCHES,
Joliette, December 29th, 1928. Sheriff.
[First publication: 5 January, 1929] 60—1-2

MONTCALM

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.

Province de Québec, } LA BANQUE CA-
District de Montcalm, } NADIENNE
No 1707. } NATIONALE, des
Cité et District de Montréal, demanderesse; vs
OVILA BRUNET, de Ansonville, Ontario,
défendeur.

Saisi comme appartenant au défendeur, le lot
de terre portant le numéro quinze cent dix des
plan et livre de renvoi officiels du village de
Mont-Laurier—avec les bâtisses dessus y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale
du village de Mont-Laurier, le VINGT ET
UNIEME jour de JANVIER mil neuf cent vingt-
neuf, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, LAMARCHE & BOUDREAULT.
Mont-Laurier, ce sept décembre, 1928.
[Première publication: 15 décembre, 1928]
6215—50-2

MONTCALM

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.

Province of Quebec, } LA BANQUE CA-
District of Montcalm, } NADIENNE
No. 1707. } NATIONALE, of the
city and district of Montreal, plaintiff; vs OVILA
BRUNET, of Ansonville, Ontario, defendant.

Seized as belonging to the defendant, that lot
of land bearing number fifteen hundred and
ten on the official plan and book of reference for
the village of Mont Laurier—with the buildings
thereon erected.

To be sold at the door of the parochial church
of the village of Mont Laurier, on the TWENTY
FIRST day of JANUARY, nineteen hundred
and twenty nine, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, LAMARCHE & BOUDREAULT, Sheriff.
Mont Laurier, December seventh, 1928.
[First publication: 15 December, 1928]
6216—50-2

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—Montmagny.

Montmagny, à savoir: } DAME JOSEPHINE
3107. } CHABOT, de la
paroisse de Notre-Dame-Auxiliatrice de Buckland
veuve de feu JOHNNY BAILLARGEON, de
son vivant, cordonnier, demanderesse; contre
JOSEPH DION, cultivateur, de Sainte-Apolline-
de-Patton, défendeur.

Avis est par le présent donné que la vente des
immeubles saisis dans la présente cause, qui de-
vait avoir lieu à dix heures de l'avant-midi, le
quatrième jour du mois de décembre dernier,
1928, à la porte de l'église de Sainte-Apolline-
de-Patton, aura lieu à DIX heures de l'avant-
midi, le VINGT-NEUVIÈME jour de JANVIER
courant 1929, à la porte de l'église de Sainte-
Apolline de Patton.

Bureau du shérif, J.-C. LISLOIS.
Montmagny, 2 janvier, 1929. 81

Le shérif,

J.-C. LISLOIS.

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—Montmagny.

Montmagny, to wit: } DAME JOSEPHINE
3107. } CHABOT, of the
parish of Notre Dame Auxiliatrice de Buckland,
widow of the late JOHNNY BAILLARGEON,
in his lifetime, shoemaker, Plaintiff; against
JOSEPH DION, farmer, of Sainte Apolline de
Patton, Defendant.

Notice is hereby given that the sale of the
immovables seized in the present cause, which
was to have taken place at ten o'clock in the
forenoon, on the fourth day of December last, at
the door of the church of Sainte Apolline de Pat-
ton, shall be held at TEN o'clock in the forenoon,
on the TWENTY NINTH day of JANUARY
instant, 1929, at the door of the church of
Sainte Apolline de Patton.

Sheriff's Office, J. C. LISLOIS,
Montmagny, January 2, 1929. 82
Sheriff.

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: } THE ROYAL TRUST
No C-38347. } COMPANY & AL,
Demanderesse, Es-Qual.; vs QUEBEC REALTY
CORPORATION, LIMITED, corps politique
légalement constitué, ayant sa principale place
d'affaires en la cité de Montréal, district de
Montréal, Défenderesse.

Un immeuble s'étendant de l'avenue de l'Es-
planade à l'avenue St-Urbain, en la Cité de
Montréal, étant le tiers centre du lot numéro qua-
tre cent quatre-vingt-treize (493) des plan et
livre de renvoi officiels du village St-Jean-Baptiste
dans le comté d'Hochelaga, contenant trente pieds
de largeur par cent soixante-huit pieds de pro-
fondeur, mesure anglaise et plus ou moins; borné
en front, au sud-ouest, par l'avenue de l'Espla-
nade, au nord-est par la rue St-Urbain et des
deux côtés par d'autres parties dudit lot No 493
qui ont respectivement trente pieds de largeur
jusqu'aux lots voisins—avec une maison en
pierre et brique à quatre étages, portant alors
les Nos civiques 141, 143 et 145 et, plus tard, les
Nos civiques 203, 205 et 207 de ladite avenue de
l'Esplanade, en déduisant, toutefois, de cet
immeuble, la partie suivante, savoir:

Un lot de terre ou emplacement situé dans la
dite cité de Montréal, sur la rue St-Urbain, for-
mant partie du lot de terre connu et désigné sous
le numéro trois de la subdivision officielle du lot
numéro quatre cent quatre-vingt-treize (493-3)
des plan et livre de renvoi officiels du village
incorporé de St-Jean-Baptiste, contenant trente
pieds de largeur par cinquante-huit pieds de pro-
fondeur, mesure anglaise et plus ou moins, et
borné comme suit: en front par la rue St-Urbain,
an arrière par le résidu dudit lot numéro trois de
ladite subdivision (493-3); d'un côté au Nord-
Ouest par le lot numéro deux de la dite subdivi-
sion (493-2) et de l'autre côté au sud-est par le
lot numéro quatre de ladite subdivision (493-4).

Sur laquelle partie dudit lot présentement li-
brée se trouve un passage de huit pieds de largeur

MONTREAL

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: } THE ROYAL TRUST
No. C-38347. } COMPANY ET AL,
plaintiff, es-qual.; vs QUEBEC REALTY COR-
PORATION, LIMITED, a body politic and
corporate having its principal place of business
in the city of Montreal, district of Montreal,
defendant.

An immovable extending from Esplanade
Avenue to St. Urbain Avenue, in the city of
Montreal, being the centre third of lot number
four hundred and ninety three (493), on the offi-
cial plan and book of reference for the village
St. Jean Baptiste, in the county of Hochelaga,
measuring thirty feet in width by one hundred
and sixty eight feet in depth, English measure
and more or less; bounded in front to the South-
west by Esplanade Avenue, on the Northeast
by St. Urbain Street, and on the two sides by
other parts of said lot No. 493, which are respec-
tively thirty feet in width up to the neighboring
lots—with a four story stone and brick house
then bearing the civic Nos. 141, 143 and 145 and
later the civic Nos. 203, 205 and 207 of the said
Esplanade Avenue, withdrawing however from
the said immovable the following part, to wit:

A lot of land or emplacement situate in the
said city of Montreal on St. Urbain Street, form-
ing part of the lot of land known and designated
under number three of the official subdivision of
lot number four hundred and ninety three (493-3)
on the official plan and book of reference for the
incorporated village of St. Jean Baptiste, measur-
ing thirty feet in width by fifty eight feet in depth,
English measure and more or less, and bounded
as follows: in front by St. Urbain Street, in the
rear by the residue of the said lot number three
of the said subdivision (493-3), on one side to the
Northwest by lot number two of the said subdivi-
sion (493-2), and on the other side to the South-
east by lot number four of the said subdivision
(493-4).

On which part of the said lot presently with-
drawn is a passage of eight feet in width establish-

établi en faveur et pour l'usage du résidu dudit lot numéro trois de ladite subdivision (493-3), faisant front sur l'avenue Esplanade.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain 1929, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 11 décembre 1928. 6127—50-2
[Première publication, le 7 décembre 1928, est nulle]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } BELANGER CEMENT
No A-36625. } WORKS, LTD, de-
manderesse; vs ANTONIO GAGNE, défendeur.

Trois lots de terre ayant front sur la rue Saint-Gérard, en la cité de Montréal, connus et désignés comme étant les lots numéros quatre cent quatre-vingt-quatre, quatre cent quatre-vingt-cinq et quatre cent quatre-vingt-six, subdivision officielle du lot originaire numéro deux mille six cent vingt-neuf (2629-484-485-486), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Laurent, mesurant, chacun des dits lots, vingt-cinq pieds de largeur par soixante-quinze pieds de profondeur, mesure anglaise, plus ou moins, —avec droit de passage dans la ruelle en arrière connue sous le numéro 2629-471 aux dits plan et livre de renvoi officiels, en commun avec ceux y ayant droit et avec bâtisses et dépendances dessus construites.

Pour être vendus à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIEME jour de JANVIER prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 12 décembre, 1928. 6263—50-2
[Première publication: 15 décembre, 1928]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } D EMOISELLE ANGE-
No F-29842. } LA KREUZBURG,
fille majeure et usant de ses droits, demanderesse;
vs ALBERT-PIERRE FRIGON, défendeur.

"Un emplacement ayant front rue Cadieux (aujourd'hui rue de Bullion), dans le quartier Saint-Louis de la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro cinq cent quatre-vingt-quatre (584) des plan et livre de renvoi officiels dudit quartier Saint-Louis—avec les bâtisses sus-érigées portant les numéros civiques 508 à 516 inclusivement de la dite rue Cadieux (aujourd'hui les numéros 1622 à 1630 de ladite rue de Bullion".

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-HUITIEME jour de JANVIER prochain, 1929, à ONZE heures de l'avant-midi.

Un dépôt de \$1,250.00 sera exigé de tout offrand ou enchérisseur, suivant jugement de l'Hon. juge Coderre, en date du 29 novembre 1928.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 12 décembre, 1928. 6265—50-2
[Première publication: 15 Décembre, 1928]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.
Montréal, à savoir: } ELLEN WAKEFIELD,
No B-19766. } concierge, fille ma-
jeure et usant de ses droits, des cité et district de
Montréal, demanderesse; vs JACKSON-T.
HAMMOND, des cité et district de Montréal,

ed in favor of and for the use of the residue of said lot number three of the said subdivision (493-3), fronting on Esplanade Avenue.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTEENTH day of JANUARY next, 1929, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, December 11th, 1928. 6128—50-2
[First publication, December 7, 1928, is null]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } BELANGER CEMENT
No. A-36625. } WORKS, LTD, plain-
tiff; vs ANTONIO GAGNE, defendant.

Three lots of land fronting on Saint Gérard Street, in the city of Montreal, known and designated as being lots numbers four hundred and eighty four, four hundred and eighty five and four hundred and eighty six, official subdivision of original lot number two thousand six hundred and twenty nine (2629-484-485-486), on the official plan and book of reference for the parish of Saint Laurent, each of the said lots measuring twenty five feet in width by seventy five feet in depth, English measure, more or less—with right of way in the lane in the rear, known under number 2629-471 on the said official plan and book of reference, in common with those having right thereto and with the buildings and dependencies thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTEENTH day of JANUARY next, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, OMER LAPIERRE, Sheriff.
Montreal, December 12, 1928. 6264—50-2
[First publication: December 15, 1928]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } MISS ANGELA KREUZ-
No. F-29842. } BURG, spinster and
in full use of her rights, plaintiff; vs ALBERT
PIERRE FRIGON, defendant.

An emplacement fronting on Cadieux Street (now de Bullion Street) in Saint Louis ward of the city of Montreal, known and designated as being lot number five hundred and eighty four (584), on the official plan and book of reference for the said Saint Louis ward—with the buildings thereon erected, bearing civic numbers 508 to 516 inclusively of said Cadieux Street (now 1622 to 1630 of said de Bullion Street).

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the EIGHTEENTH day of JANUARY next, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$1,250.00 shall be required from each and every bidder, pursuant to judgment of Hon. Justice Coderre, dated November 29, 1928.

OMER LAPIERRE, Sheriff.
Sheriff's Office,
Montreal, December 12, 1928. 6266—50-2
[First publication: December 15, 1928]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.
Montreal, to wit: } ELLEN WAKEFIELD,
No. B-19766. } concierge, spinster and
in the full use of her rights, of the city and district
of Montreal, Plaintiff; vs JACKSON T. HAM-
MOND, of the city and district of Montreal,

défendeur, & JACKSON-T. HAMMOND, demandeur reconventionnel & ELLEN WAKEFIELD, défenderesse reconventionnelle.

Comme appartenant à Jackson-T. Hammond:

Un emplacement situé sur la rue Université, ci-devant dans le quartier Saint-Antoine, maintenant dans le quartier Saint-Georges, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision quatre de la subdivision officielle du lot No dix-huit cent vingt-trois, aux plan et livre de renvoi officiels du dit quartier Saint-Antoine; borné en front par la rue Université, en arrière par une ruelle, (1823-7); du côté nord-ouest par la subdivision 1825-5 dudit lot officiel; du côté sud-est par la subdivision 1823-3 dudit lot officiel—avec la maison dessus construite, portant ci-devant le No civique 799, maintenant le No 3559 de la rue Université—avec un garage dessus érigé.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIX-SEPTIÈME jour de JANVIER prochain, 1929, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de \$600.00 sera exigé de chaque offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Fabre-Surveyer, en date du 4 décembre, 1928.

Le shérif,

Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.

Montréal, 12 décembre 1928.

[Première publication, 15 décembre 1928]

6269—50-2

Defendant, & JACKSON T. HAMMOND, Plaintiff in cross demand & ELLEN WAKEFIELD, Defendant in cross demand.

As belonging to Jackson T. Hammond:

An emplacement situate on University Street, heretofore in Saint Antoine Ward, now in Saint George's Ward, in the city of Montreal, known and designated as being the subdivision four of the official subdivision of lot number eighteen hundred and twenty three, on the official plan and book of reference of the said Saint Antoine Ward; bounded in front by University Street, in the rear by a lane (1823-7), on the northwest side by the subdivision 1825-5 of said official lot, on the southeast side by the subdivision 1823-3 of said official lot—with the house thereon erected heretofore bearing civic number 799, now No. 3559 on University Street—with a garage thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, the SEVENTEENTH day of JANUARY, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$600.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Honourable Justice Fabre-Surveyer, dated the 4th of December, 1928.

OMER LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.

Montreal, December 12, 1928.

[First publication, December 15, 1928]

6270—50-2

SAINT-FRANÇOIS

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Saint-François.

No 167 } THE STANDARD BANK OF CANADA, corporation légalement constituée et ayant son bureau-chef et sa principale place d'affaires en la cité de Toronto, en la Province d'Ontario, demanderesse; vs B. E. TROMBLY, du village de Sawyerville, dans le district de Saint-François, défendeur:

Saisis comme appartenant au défendeur tous les immeubles ci-après désignés comprenant les items de 1 à 15 inclusivement.

Item No 1.—Le lot numéro cinq-C (5-c) dans le troisième rang des plan et livre de renvoi du cadastre pour le canton Auckland, contenant cent trois acres;

Item No 2.—Le lot numéro huit-B (8-b), dans le troisième rang des plan et livre de renvoi du cadastre pour le canton Auckland, contenant cinquante et une acres;

Item No 3.—La moitié sud du lot numéro six ($\frac{1}{2}$ S. 6) dans le troisième rang des plan et livre de renvoi du cadastre pour le canton Auckland, contenant cent acres;

Item No 4.—La moitié ouest du lot numéro vingt-trois ($\frac{1}{2}$ O. 23), dans le sixième rang des plan et livre de renvoi du cadastre pour le canton Clifton, contenant cent acres;

Item No 5.—Le lot numéro vingt-quatre (24) dans le sixième rang des plan et livre de renvoi du cadastre pour le canton Clifton, contenant deux cents acres;

Item No 6.—Partie du lot numéro trois-un (P. 3-1) et partie du lot numéro trois-vingt-neuf (p. 3-29) bornée au nord par W. Wilder et Arthur Laberee; au sud par le Chemin de fer Maine Central, maintenant chemin de fer Canadian

SAINT FRANCIS

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Saint Francis.

No. 167 } THE STANDARD BANK OF CANADA, a body politic and corporate, duly incorporated and having its head office and principal place of business at the city of Toronto, in the Province of Ontario, plaintiff; against B. E. TROMBLY, of the village of Sawyerville, in the district of Saint Francis, defendant:

Seized as belonging to the defendant all the immovables hereinafter designated including items 1 to 15 inclusively.

Item No. 1.—The lot number five-C (5-c) in the third range on the cadastral plan and in the book of reference for the township of Auckland, containing one hundred and three acres;

Item No. 2.—The lot number eight-B (8-b) in the third range on the cadastral plan and in the book of reference for the township of Auckland, containing fifty-one acres;

Item No. 3.—The south half of the lot number six (s. $\frac{1}{2}$ 6) in the third range on the cadastral plan and in the book of reference for the township of Auckland, containing one hundred acres;

Item No. 4.—The west half of the lot number twenty three (W $\frac{1}{2}$ 23) in the sixth range on the cadastral plan and in the book of reference for the township of Clifton, containing one hundred acres;

Item No. 5.—The lot number twenty-four (24) in the sixth range on the cadastral plan and in the book of reference for the township of Clifton, containing two hundred acres;

Item No. 6.—Part of the lot number three one (p. 3-1) and part of the lot number three twenty-nine (p. 3-29) bounded north by W. Wilder and that of Arthur Laberee; to the south by the Maine Central railway right of way, now

Pacific; à l'est par la rue conduisant à la station du chemin de fer; à l'ouest par la propriété de Charles-E. Gray, dans le troisième rang des plan et livre de renvoi pour le cadastre du canton Eaton, de la contenance qu'elle peut avoir.

Item No 7.—Le lot numéro deux-R (2-r) dans le troisième rang des plan et livre de renvoi pour le canton Eaton, contenant cinq acres.

Item No 8.—Le lot numéro trois soixante-treize (3-73), dans le troisième rang des plan et livre de renvoi du cadastre pour le canton Eaton, contenant mille six cents pieds;

Item No 9.—Le lot trois-soixante-quatorze (3-74) dans le troisième rang des plan et livre de renvoi du cadastre pour le canton Eaton, contenant un quart d'acre;

Item No 10.—Partie du lot numéro trois-soixante-quinze (3-75) moins un-huitième d'acre, vendu par W. Sawyer à J. E. Duncan, par acte de vente enregistré sous le numéro 16649, et moins vingt pieds vendus à J.-William par acte enregistré—avec une scierie et bâtisses et machineries, aussi le pouvoir d'eau, dans le troisième rang des plan et livre de renvoi du cadastre pour le canton Eaton, de la contenance qu'elle peut avoir.

Item No 11.—Partie du lot numéro trois-soixante-dix-neuf (3-79) dans le troisième rang des plan et livre de renvoi du cadastre pour le canton Eaton, décrite comme suit: commençant à un point, cent quarante-huit pieds au nord du coin nord-ouest du lot numéro trois-quatre-vingt-trois dans ledit rang, auquel point il y a un mur de pierre, de là allant un peu vers le sud-ouest en suivant le dit mur de pierre assez loin pour atteindre le côté nord de la courbe de la rivière Eaton, trente-huit perches et onze pieds; de là, suivant la dite rivière Eaton, trente-quatre perches et onze pieds; de là allant dans une direction nord, vingt perches onze pieds et six pouces; de là, allant dans une direction sud-est, soixante-quatre perches, vingt pieds et six pouces; de là, allant dans une direction sud, douze perches, jusqu'au point de départ, contenant dix acres, plus ou moins, bornée au sud-est et au sud-ouest par C. W. French et la rivière Eaton; à l'ouest, au nord et à l'est par d'autres parties du même lot possédées par M. J. Gaulin; à ajouter au dit lopin de terre présentement vendu, un lopin de terre de forme triangulaire étant pris à même la propriété dudit M. J. Gaulin et d'une grandeur suffisante pour permettre audit acheteur de sortir de sa propriété par ce droit de passage et pour atteindre le chemin sur la ligne entre M. J. Gaulin, et une autre partie dudit lot utilisée comme cour à bois;

Item No 12.—Et aussi tous les droits acquis par B. E. Trombly par acte de vente d'Ayton Cromwell et James Cromwell, enregistré sous le No 41922 Rég. B. vol. 48, consistant dans la quantité du pouvoir d'eau aux fins d'actionner certaines machines dans une boutique érigée sur la partie dudit lot trois-soixante-neuf, étant d'une capacité de trente chevaux-vapeur, et qui sera obtenue par l'usage de machines modernes et économiques, à charge par ledit B. E. Trombly, de se conformer à toute convention ou conventions qui les concernent et sujet à toute obligation ou obligations encourues ou à être encourues par l'usage dudit pouvoir.

Item No 13.—La partie du lot numéro huit-A (p. 8-a), bornée au sud par Riddle, à l'est par Borwash, au nord par R. Cairns, et à l'ouest par A. I. Harvey, dans le huitième rang des plan et

Canadian Pacific Railway; to the east by the street leading to the railway station; to the west by the property of Charles E. Gray, in the third range on the cadastral plan and in the book of reference for the township of Eaton, and containing what it may;

Item No. 7.—The lot number two R (2-r) in the third range on the cadastral plan and in the book of reference for the township of Eaton, containing five acres;

Item No. 8.—The lot number three-seventy three (3-73) in the third range on the cadastral plan and in the book of reference for the township of Eaton, containing one thousand six hundred feet;

Item No. 9.—The lot number three-seventy four (3-74) in the third range on the cadastral plan and in the book of reference for the township of Eaton, containing one quarter of an acre;

Item No. 10.—Part of the lot number three-seventy five (3-75) less one eighth of an acre, sold by W. Sawyer to J. E. Duncan, by deed registered under No. 16649, and twenty feet sold to J. Williams by deed registered—together with the saw mill and buildings and machineries, also the water power, in the third range on the cadastral plan and in the book of reference for the township of Eaton, containing what it may;

Item No. 11.—Part of the lot number three-seventy-nine (3-79) in the third range on the cadastral plan and in the book of reference for the township of Eaton, described as follows: commencing at a point one hundred and forty eight feet north from the north westerly corner of the lot number three-eighty-three in the said range, at which point there is a stone wall; thence running a little south westerly in following the said stone wall far enough to strike the northerly side of the bow of the Eaton river, thirty eight rods and eleven feet; thence following the said Eaton river, thirty four rods and eleven feet; thence running in a northerly direction twenty rods, eleven feet and six inches; thence running south easterly sixty four rods, twenty feet and six inches; thence running in a southerly direction twelve rods, to the place of commencement, containing ten acres, more or less, bounded south easterly and south westerly by C. W. French and Eaton river; west, north and east by other parts of the same lot owned by M. J. Gaulin; added to the said piece of land hereby sold, a piece of land of triangular form being taken on the said M. J. Gaulin's property and sufficient to permit the said purchaser to go out of his property by that right of way and to strike the road on the line between M. J. Gaulin and another part of the said lot used as a lumber yard;

Item No. 12.—And also all rights acquired by B. E. Trombly by deed of sale from Ayton Cromwell and James Cromwell, registered under No. 41922 Reg. B. vol-48, consisting in the quantity of water power for the purpose of driving certain machinery of a shop, erected on part of the said lot three-seventy nine, being of thirty horse power effective, and which shall be obtained by the use of modern and economical appliances, subject to the obligations on the part of the said B. E. Trombly to all agreement or agreements existing concerning the same and subject to any liability or liabilities incurred or to be incurred by the use of the said power;

Item No. 13.—Part of the lot number eight-A (p. 8-a) bounded south by Riddle, east by Borwash, north by R. Cairns, and west by A. I. Harvey, in the eighth range on the cadastral

livre de renvoi du cadastre pour le canton Newport, contenant quinze acres en superficie, plus ou moins;

Item No 14.—Moitié sud de la moitié ouest du lot numéro sept ($\frac{1}{2}$ S. de $\frac{1}{2}$ O. 7) dans le huitième rang des plan et livre de renvoi du cadastre pour le canton Newport;

Item No 15.—Le lot treize-A (13a) du onzième rang des plan et livre de renvoi du cadastre pour le canton Newport, contenant quatre-vingt-dix-huit acres, plus ou moins;

Le tout avec les bâtisses et améliorations sus-érigées.

Pour être vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, au bureau d'enregistrement pour le comté de Compton, en le village de Cookshire, dans le district de Saint-François, JEUDI, le SEPTIEME jour du mois de FEVRIER prochain, (1929), à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
C.-E. THERRIEN.

Bureau du shérif,
Sherbrooke, ce 27 décembre 1928. 61—1-2
[Première publication: 5 janvier, 1929]

plan and in the book of reference for the township of Newport, containing fifteen acres in superficies, more or less.

Item No. 14.—The south half of the west half of the lot number seven (S. $\frac{1}{2}$ of W $\frac{1}{2}$ 7) in the eighth range on the cadastral plan and in the book of reference for the township of Newport;

Item No 15.—The lot number thirteen-A (13a) of the eleventh range on the cadastral plan and in the book of reference for the township of Newport, containing ninety-eight acres, more or less;

The whole with the buildings and improvements made thereon and erected.

To be sold in virtue of a judgment of the Superior Court, at the registry office for the county of Compton, in the village of Cookshire, in the district of Saint Francis, on THURSDAY, the SEVENTH day of the month of FEBRUARY next, 1929, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

C. E. THERRIEN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, December 27, 1928. 62—1-2
[First publication: January 5th, 1929]

Index de la Gazette Officielle de Québec, No 1

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Allum vs Hartland.....	42
" Dagenais vs Beaumier.....	42
" Demers vs Lecompte.....	41
" Denis vs Lussier.....	42
" Goyette vs Brien dit Desrochers....	41
" Lafleur vs Alain.....	41
" Lamontagne vs Fortin.....	42
" Robson vs Lefebvre.....	42
" Tremblay vs Gagnon.....	42

ANNONCEURS:—Avis aux.....

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:—

Bills privés.....	3
-------------------	---

AVIS DIVERS:—

The Beacon Coal Co., Ltd.....	43
-------------------------------	----

BUREAU-CHEF:—

Cie de Publication du Nord, Ltée.....	43
Joseph Elie, Ltée.....	43

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Brabant, G. et al.....	32
Charlebois, Arsène.....	36
Chiesa Christiana Pentecostale.....	32
Cité de Lachine.....	33
Cité de Montréal.....	39
Cité de Québec.....	33
Cité de Shawinigan Falls.....	37
Cité des Trois-Rivières.....	35
Cité de Verdun.....	36
Commissaires d'Ecoles de la paroisse de Beauport.....	35
Commission des Écoles Catholiques de Montréal.....	38
Commission Métropolitaine de Montréal.....	36
Congregation Beth Joseph.....	40

Index of the Quebec Official Gazette, No. 1

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Allum vs Hartland.....	42
" Dagenais vs Beaumier.....	42
" Demers vs Lecompte.....	41
" Denis vs Lussier.....	42
" Goyette vs Brien dit Desrochers....	41
" Lafleur vs Alain.....	41
" Lamontagne vs Fortin.....	42
" Robson vs Lefebvre.....	42
" Tremblay vs Gagnon.....	42

1 ADVERTISERS:—Notice to..... 1

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:—

Private Bills.....	3
--------------------	---

MISCELLANEOUS NOTICES:—

The Beacon Coal Co., Ltd.....	43
-------------------------------	----

CHIEF-OFFICE:—

Cie de Publication du Nord, Ltée.....	43
Joseph Elie, Ltée.....	43

APPLICATIONS TO PARLIAMENT:—

Brabant, G. et al.....	32
Charlebois, Arsène.....	36
Chiesa Christiana Pentecostale.....	32
City of Lachine.....	33
City of Montreal.....	39
City of Quebec.....	33
City of Shawinigan Falls.....	37
City of Three Rivers.....	35
City of Verdun.....	36
School Commissioners of the parish of Beauport.....	35
Catholic School Commission of Montreal.....	38
Montreal Metropolitan Commission....	36
Congregation Beth Joseph.....	40

Dunning, Samuel John.....	37	Dunning, Samuel John.....	37
Fortin, Jos.-L. <i>et al.</i>	32	Fortin, Jos.-L. <i>et al.</i>	32
Geo. T. Davie & Sons.....	36	Geo. T. Davie & Sons.....	36
Gillett, Alfred John.....	39	Gillett, Alfred John.....	39
Hôpital de Saint-Joseph de Thetford-Mines-Sud.....	38	Hôpital de Saint-Joseph de Thetford-Mines-Sud.....	38
La Cie du chemin de fer Québec, Saguenay et Chibougamau.....	37	Quebec, Saguenay & Chibougamau Railway Company.....	37
La Corporation de Garantie de Titres et de Fiducie du Canada.....	38	The Title Guarantee & Trust Corporation of Canada.....	38
La Fraternité du Tiers-Ordre de Saint-François-d'Assise du diocèse des Trois-Rivières.....	34	La Fraternité du Tiers-Ordre de Saint-François-d'Assise du diocèse des Trois-Rivières.....	34
Lapierre, Joseph-Arthur.....	38	Lapierre, Joseph-Arthur.....	38
LaRue, Richard, W. <i>et al.</i>	35	LaRue, Richard, W. <i>et al.</i>	35
L'Association des Barbiers-Coiffeurs Licenciés de la Province de Québec.....	38	L'Association des Barbiers-Coiffeurs Licenciés de la Province de Québec.....	33
La Villa La Broquerie.....	35	La Villa La Broquerie.....	35
Les Sœurs de la Charité de Québec.....	37	Les Sœurs de la Charité de Québec.....	37
Mathieu, Euclide.....	33	Mathieu, Euclide.....	33
Moniales Carmelites.....	34	Moniales Carmelites.....	34
Quartier Saint-Sauveur.....	34	Saint-Sauveur Ward.....	34
Succession Masson.....	37	Estate Masson.....	37
The Royal Trust Co.....	39	The Royal Trust Co.....	39
The Soulanges Power Co.....	39	The Soulanges Power Co.....	39
DÉPARTEMENT DES AFFAIRES MUNICIPALES:—		DEPARTMENT OF MUNICIPAL AFFAIRS:—	
Village de Saint-Moïse.....	41	Village of Saint Moïse.....	41
EXAMEN DU BARREAU:—		BAR EXAMINATION:—	
Montréal: étude du droit.....	44	Montreal: study of the law.....	44
Montréal: pratique du droit.....	44	Montreal: practice of the law.....	44
Québec: pratique du droit.....	44	Quebec: practice of the law.....	44
Trois-Rivières: pratique du droit.....	43	Three Rivers: practice of the law.....	43
FAILLI:—		INSOLVENT:—	
Wen vs Suey.....	45	Wen vs Suey.....	45
LETTRES PATENTES:—		LETTERS PATENT:—	
Batiscan Power & Light Co.....	14	Batiscan Power & Light Co.....	14
Cie de Publication du Nord, Ltée.....	17	Cie de Publication du Nord, Ltée.....	17
J.-E. Roberge, Ltée.....	3	J.-E. Roberge, Ltée.....	3
La Ferme de Fourrures de Beauce, Ltée— The Beauce Fur Farm, Ltd.....	4	La Ferme de Fourrures de Beauce, Ltée— The Beauce Fur Farm, Ltd.....	4
La Publication, Limitée.....	7	La Publication, Limitée.....	7
La Renardiére Lizotte, Ltée.....	9	La Renardiére Lizotte, Ltée.....	9
Le Club Mozart, Inc.....	10	Le Club Mozart, Inc.....	10
Le Magasin Régional, Ltée.....	10	Le Magasin Régional, Ltée.....	10
M. J. Lalonde, Ltée et M. J. Lalonde, Ltd.....	11	M. J. Lalonde, Ltée et M. J. Lalonde, Ltd.....	11
Petroma, Limited.....	21	Petroma, Limited.....	21
Pinebrook, Inc.....	24	Pinebrook, Inc.....	24
Quebec Crown Co., Ltd.....	13	Quebec Crown Co., Ltd.....	13
Superior Electric Phonograph Motor Co., Ltd.....	27	Superior Electric Phonograph Motor Co., Ltd.....	27
Trudelle, Roberge & Cie, Ltée.....	28	Trudelle, Roberge & Cie, Ltée.....	28
LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—		SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—	
Continental Securities Co.....	29	Continental Securities Co.....	29
La Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec—Quebec Telephone & Power Corporation.....	30	La Corporation de Téléphone et de Pouvoir de Québec—Quebec Telephone & Power Corporation.....	30
MacLachlan-Wood, Limited.....	32	MacLachlan-Wood, Limited.....	32
LIQUIDATION, AVIS DE:—		WINDING UP NOTICE:—	
Shipworkmen's Mutual Benefit Association of the Port of Montreal.....	45	Shipworkmen's Mutual Benefit Association of the Port of Montreal.....	45

PROCLAMATION:—

Convocation des Chambres pour la dépêche des affaires.....

2

VENTE, LOI DE FAILLITE:—

Duquette, Jovite.....
Hull Amusement Park, Ltd.....
La Crèmerie de Grand'Mère, Enrg.....
Prévost, Jos.....
Schwartz, Lorne.....
The Quebec Realty Corp., Ltd.....
Vermette, J.-G.....

49
45
48
48
47
50
49

VENTE POUR TAXES:—

Lévis.....
Ville de Lasalle.....

52
52

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ARTHABASKA:—

Leblond vs Leblond.....

55

BEAUHARNOIS:—

Poupart vs Chaloux.....

55

CHICOUTIMI:—

Bergeron vs Vézina.....
Gagné vs Boudreault.....
Tremblay vs Lavoie *et al.*.....
Ville de Bagotville vs Bélanger.....

56
56
57
57

HULL:—

Leon vs Desjardins.....

57

JOLIETTE:—

Piette *et al* vs Hannan.....

58

MONTCALM:—

Banque Canadienne Nationale vs Brunet.....

58

MONTMAGNY:—

Chabot vs Dion.....

59

MONTREAL:—

Bélanger Cement Works, Ltd vs Gagné..
Kreuzburg vs Frigon.....
The Royal Trust Co. *et al* vs Quebec
Realty Corp., Ltd.....
Wakefield vs Hammond.....

60
60
59
60

SAINT-FRANÇOIS:—

The Standard Bank of Canada vs Trombly.....

61

PROCLAMATION:—

Legislature convoked for the dispatch of business.....

2

SALE, BANKRUPTCY ACT:—

Duquette, Jovite.....
Hull Amusement Park, Ltd.....
La Crèmerie de Grand'Mère, Enrg.....
Prévost, Jos.....
Schwartz, Lorne.....
The Quebec Realty Corp., Ltd.....
Vermette, J.-G.....

49
45
48
48
47
50
49

SALE FOR TAXES:—

Lévis.....
Town of Lasalle.....

52
52

SHERIFFS' SALES:—

ARTHABASKA:—

Leblond vs Leblond.....

55

BEAUHARNOIS:—

Poupart vs Chaloux.....

55

CHICOUTIMI:—

Bergeron vs Vézina.....
Gagné vs Boudreault.....
Tremblay vs Lavoie *et al.*.....
Town of Bagotville vs Bélanger.....

56
56
57
57

HULL:—

Leon vs Desjardins.....

57

JOLIETTE:—

Piette *et al* vs Hannan.....

58

MONTCALM:—

Banque Canadienne Nationale vs Brunet.....

58

MONTMAGNY:—

Chabot vs Dion.....

59

MONTREAL:—

Bélanger Cement Works, Ltd vs Gagné..
Kreuzburg vs Frigon.....
The Royal Trust Co. *et al* vs Quebec
Realty Corp., Ltd.....
Wakefield vs Hammond.....

60
60
59
60

SAINT FRANCIS:—

The Standard Bank of Canada vs Trombly.....

61

